

Avril – Mai – Juin 2013

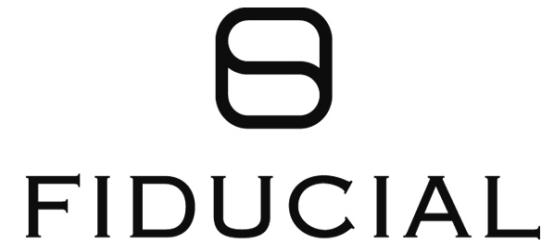
Réalisée du 23 avril au 13 mai 2013

Vague 50

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr

FIDUCIAL

- FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 10 500 personnes au service de ses **226 000 clients**.
- Forte d'une expertise construite autour de ses cinq métiers, **le droit, le chiffre, le conseil financier, l'informatique, la sécurité et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	15
▪ L'emploi dans les TPE	21
▪ La situation économique et financière des TPE	28
▪ Le bilan de l'action de François Hollande un an après la présidentielle	39
▪ La connaissance et l'appréciation de la place des ministres	59
▪ Les TPE et l'Europe	70
▪ Méthodologie	76
▪ Échantillon	77

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(* Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

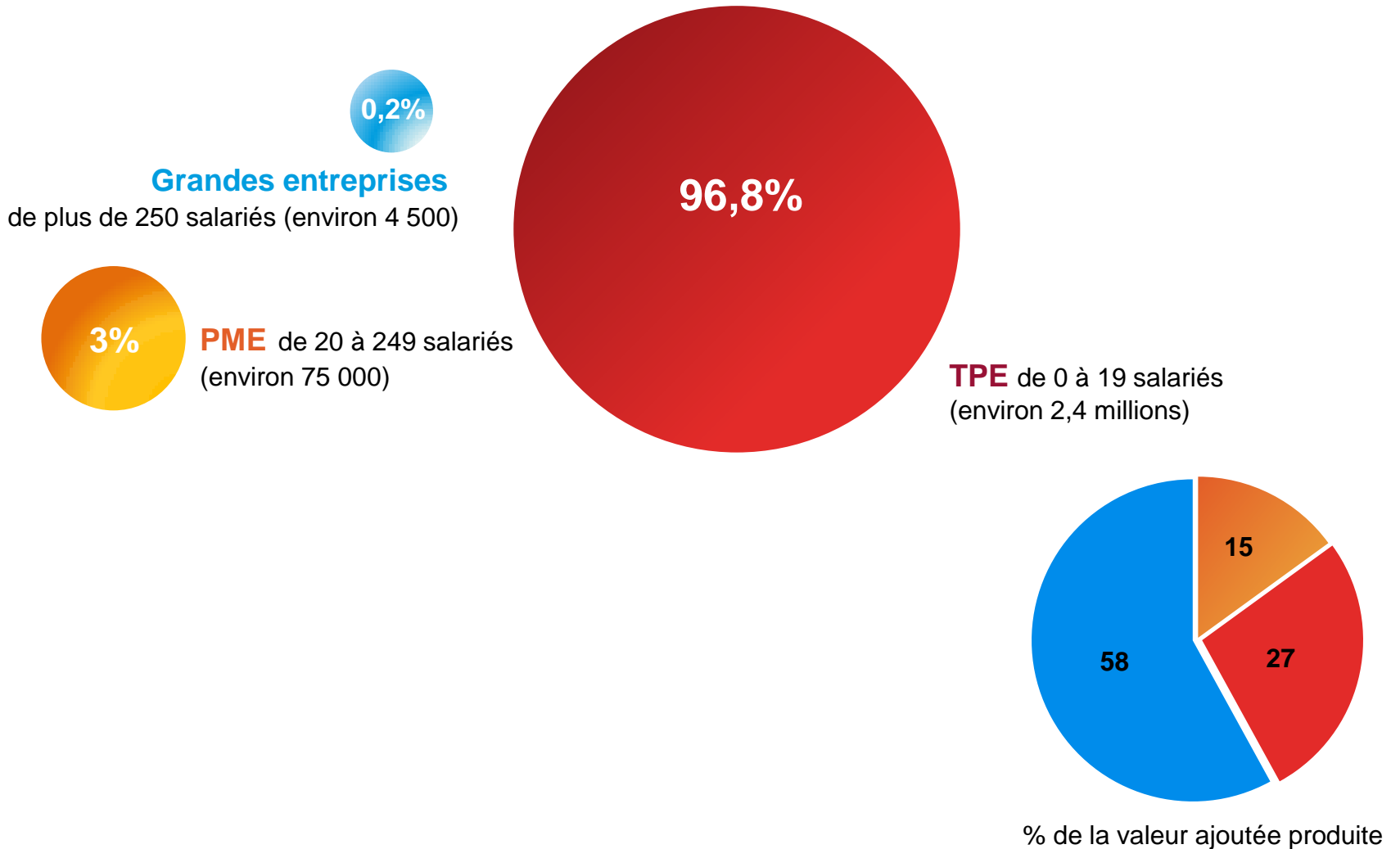
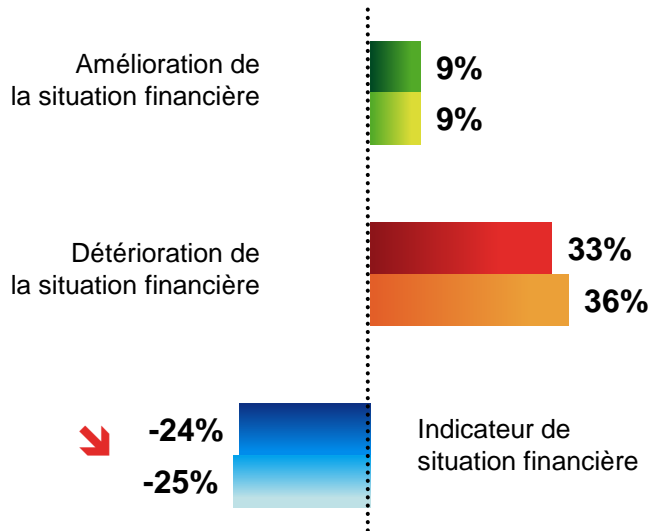


Tableau de bord

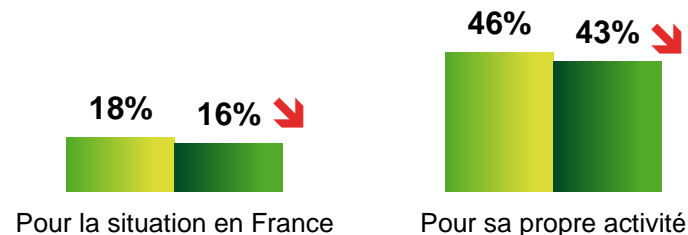
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Niveau d'optimisme



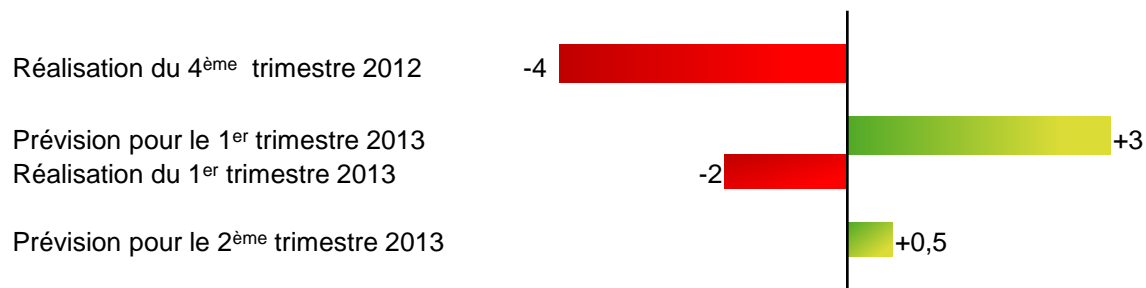
Situation financière sur les trois derniers mois



Avril 2013

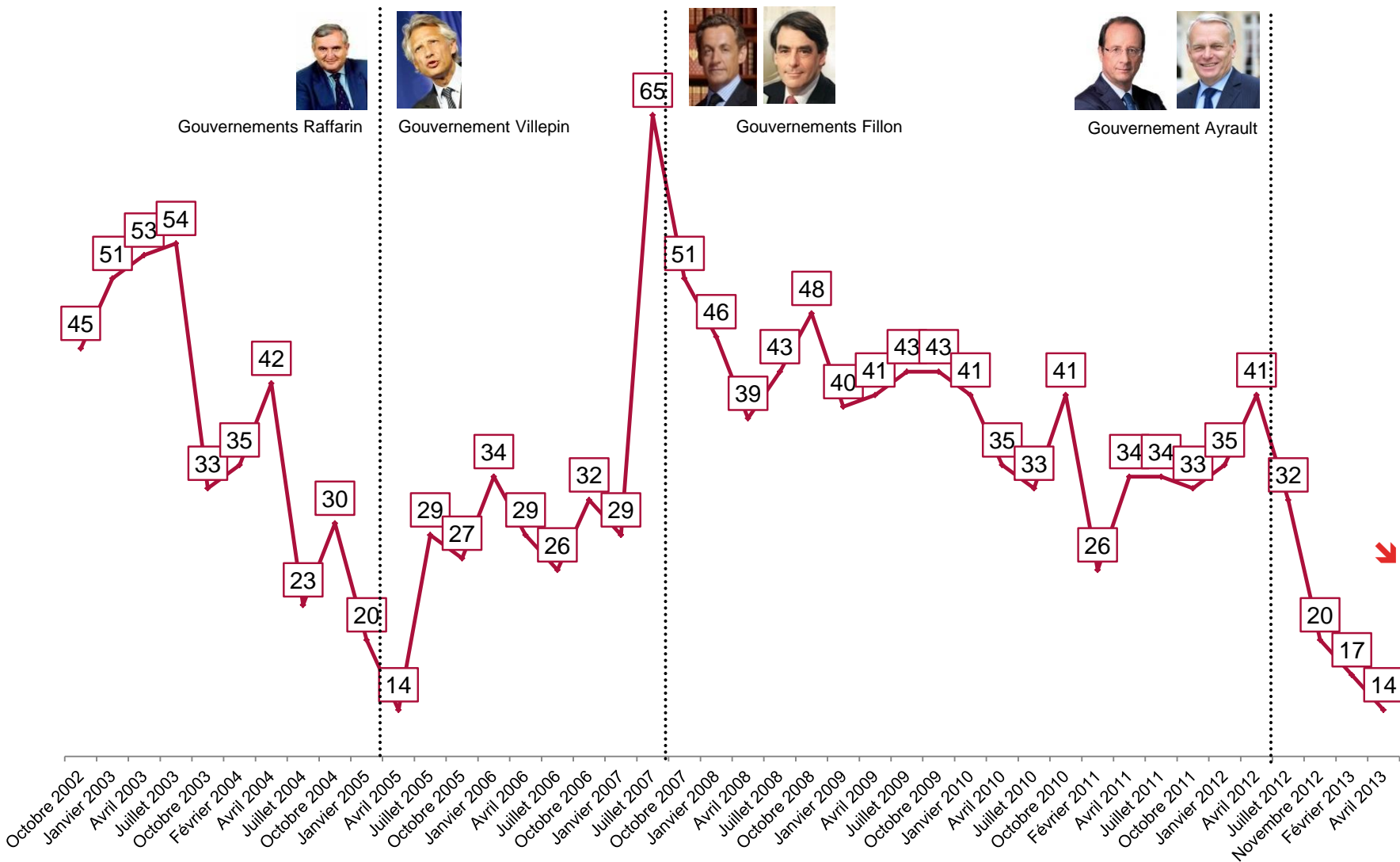
Rappel février 2013

Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 001 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des TPE

% de bonne opinion

Principaux enseignements

L'optimisme des patrons de TPE poursuit sa chute, au plus bas depuis 2000

Alors que l'Insee vient officiellement d'annoncer deux trimestres de récession successifs pour la France, les dirigeants de TPE, fortement impactés par la crise, portent de façon logique un regard assez noir sur leur situation et sur celle de l'économie française.

L'optimisme pour la situation économique, déjà à son niveau le plus faible depuis 2000 lors des deux dernières vagues d'enquête, connaît une nouvelle baisse et ne s'établit plus qu'à 16% (-2 points en trois mois).

De même, ils ne sont plus que 43% à se montrer positifs sur leur activité, soit un recul de 3 points depuis février 2013 et de 8 points sur un an. Là aussi, il s'agit du score le plus bas observé depuis la création du baromètre.

Ce pessimisme quant aux perspectives d'activité actuelles se reporte sur **l'évaluation du gouvernement, qui enregistre une impopularité record**. 14% des patrons interrogés déclarent avoir confiance dans ses mesures et actions économiques (-3 points par rapport au trimestre précédent) et 13% estiment qu'il prend en compte leurs préoccupations de chef d'entreprise (-3 points depuis novembre 2012), et ce malgré les engagements annoncés le 29 avril derniers à l'issue des Assises de l'Entrepreneuriat.

Cette montée des inquiétudes va de pair avec une nouvelle baisse de 0,8% du chiffre d'affaires des TPE sur les trois derniers mois. Cette diminution se révèle certes moins importante que lors du trimestre précédent (-2,8%), mais la baisse des recettes touche la moitié des entreprises (48%), tandis que 27% seulement ont vu leurs ventes augmenter et 25% stagner.

Pour les trois mois à venir, 30% des chefs d'entreprise anticipent une nouvelle diminution de leurs recettes dans les trois prochains mois, pour une moyenne de -0,1%, soit une absence de perspective d'embellie.

Ces tendances se retrouvent en ce qui concerne l'indicateur de situation financière, qui s'établit à -24 pour le trimestre qui vient de s'achever (+1) et à -6 pour celui à venir (-7).

Malgré cela, l'érosion moins rapide des ventes conduit pour la première fois depuis juillet 2011 à **une légère baisse de la proportion d'entreprises jugeant leur situation préoccupante** (29%, -3 points). On constate toujours une fragilité plus forte dans les secteurs du BTP (43%) et de l'hôtellerie (45%).

Des perspectives peu florissantes en ce qui concerne la reprise et un durcissement des octrois de crédit

On relève une **légère amélioration de la situation de trésorerie des structures de moins de 20 salariés : 33% bénéficient d'un excédent, soit une hausse de 4 points** depuis le mois de février. Ce score atteint 46% dans les entreprises de 10 à 19 salariés et 48% dans le secteur des services aux entreprises. 44% des dirigeants disent se trouver à l'équilibre, tandis qu'un sur quatre est déficitaire (23%, et même 30% dans le commerce et 39% dans l'hôtellerie).

Cet apaisement aura été de courte durée puisque 20% prévoient une progression de leur situation de trésorerie dans les trois mois à venir (-7 points) contre 25% qui pensent la voir se dégrader. Une majorité mise sur un maintien de cette situation (55%).

Les conditions d'accès au crédit évoluent peu au global, 20% ayant subi un durcissement contre 19% en février dernier. Toutefois, **si l'on considère les patrons de TPE ayant effectivement sollicité un prêt depuis trois mois, soit 23% d'entre eux, ils sont plus nombreux que lors de la vague précédente à s'être vus imposer au moins une mesure de durcissement (53%, +6 points)**. Les refus de prêt ont particulièrement augmenté (31%, +6 points), tandis que 13% des demandeurs ont obtenu un montant moins élevé que celui souhaité. Les demandes de garantie supplémentaires restent stables.

Dans cette période de crise durable, et en lien logique avec le pronostic sur l'évolution de leurs ventes au prochain trimestre, **la part des dirigeants prévoyant des perspectives positives pour leur entreprise est minoritaire et en diminution (42%, -4 points)**. Seuls 23% d'entre eux se montrent optimistes pour leurs clients particuliers et 17% pour leurs clients professionnels. 18% uniquement estiment que leurs fournisseurs bénéficient d'un contexte favorable.

Plus préoccupant, 84% des patrons de TPE n'entrevoient pas d'amélioration de la situation économique en France avant 2015, voire, pour une majorité (53%) avant les prochaines élections législatives ou présidentielles. S'agissant de leur activité, 58% estiment qu'elle ne se redressera pas avant deux ans, 20% prévoyant une reprise avant la fin de l'année et 20% en 2014.

De ce fait, on voit diminuer légèrement la quiétude des dirigeants interrogés (avec une note moyenne de 5,4, soit -0,2 point), 35% se sentant très ou assez stressés (avec des notes supérieures à 7 sur 10).

Pour autant, leur motivation se maintient (6,9 sur 10, soit -0,1 points), spécialement parmi les plus jeunes (7,6 parmi les moins de 35 ans). De même, les incertitudes sur l'avenir n'entament pas leur état de santé (7,3 sur 10, soit +0,1 point).

Les suppressions d'emploi continuent dans les TPE

L'emploi suit sans surprise les mêmes courbes que l'activité générale des entreprises. Ainsi, la création nette d'emploi s'établit à -2% soit un impact négatif plus limité que le record de -4% enregistré au mois de février mais encore important. Ce niveau est particulièrement préoccupant dans le BTP (-4%) et les services aux particuliers (-5%). Le taux de suppression d'emploi est lui aussi élevé (7% pour les trois derniers mois).

Une légère amélioration devrait survenir au cours du deuxième trimestre, avec une création nette prévue de +0,5%, plus marquée, à l'approche de l'été dans le BTP (+3%) et surtout dans l'hôtellerie (+12%). Les suppressions de postes devraient quant à elle baisser sensiblement par rapport à la période janvier-mars (4%).

Si l'on s'intéresse en détail aux types de contrats utilisés pour les embauches, on constate un nouveau reflux des CDI (41%, -3 points), tandis que les CDD représentent à nouveau la majorité des embauches (54%, +3 points). Les prochains mois permettront de mesurer l'impact de la loi sur l'emploi définitivement adoptée le 15 mai et prévoyant une surtaxation des contrats courts sur le ratio CDD/CDI. Le recours aux contrats aidés (3%) et aux contrats d'apprentissage (2%) est marginal.

S'agissant des suppressions des CDI, on constate un net retour des ruptures conventionnelles (44% en moyenne sur la période juillet 2012-avril 2013 contre 36% sur la période avril 2012-février 2013), tandis que les licenciements diminuent (33% contre 39%).

Le bilan sévère de la première année de François Hollande

Un an après son élection, la politique de François Hollande échoue très largement à convaincre les dirigeants de TPE : **près de neuf patrons sur dix se disent mécontents de l'action du président (88%)** et la plupart d'entre eux estiment qu'il n'a pas tenu ses engagements de campagne (78%).

En rupture avec le style de ses prédécesseurs, la façon de gouverner de François Hollande est jugée pire que celle des anciens chefs d'Etat par la moitié des interviewés (50%) et seuls 6% la pensent meilleure. Le constat est d'autant plus préoccupant qu'il tranche avec l'édition d'avril 2008 du baromètre révélant un taux de satisfaction à l'égard de Nicolas Sarkozy de plus d'un tiers des patrons interrogés, soit plus du double qu'aujourd'hui.

Jugeant le rythme des réformes trop lent (70%) et les considérant en décalage des priorités des Français (88%), **la forte majorité des chefs d'entreprises interrogés ne croient pas en la politique du président actuel** et la juge inapte à améliorer la situation de l'emploi (84%), à parvenir à l'équilibre budgétaire (82%), à recréer une dynamique entrepreneuriale (81%) ou à relancer la croissance (79%) d'ici 2017.

Les dirigeants d'entreprise comptant le plus de salariés sont les moins confiants, ainsi que ceux du secteur des services aux entreprises. Le secteur des services aux particuliers, source de création d'emploi, compte davantage de patrons plus optimistes.

La déception est particulièrement partagée sur les enjeux de renforcement du pouvoir d'achat, de lutte contre le chômage et de relance de la croissance : dans ces domaines les dirigeants de TPE sont plus de 90% à juger l'action présidentielle négativement.

Néanmoins, **les actions menées dans les domaines de la justice, de l'éducation, de la formation et de l'environnement sont saluées par plus d'un tiers d'entre eux (36%)**. Les patrons du secteur de services aux entreprises sont davantage à approuver le bilan présidentiel sur ces trois premiers sujets (plus de 40%). Au demeurant, plusieurs mesures recueillent une large approbation des petits entrepreneurs, à l'image de celles relatives au crédit impôt recherche (82%), les contrats de génération (76%), ou la création du PEA PME (75%).

Les chefs d'entreprises dressent un bilan très critique de cette première année de mandat, le projet pour la France de François Hollande leur apparaît peu crédible (58%), qu'il manque de clarté (82%) et d'ambition (76%). Beaucoup doutent qu'il aille dans la bonne direction (79%). Une faible minorité de patrons fait confiance au chef de l'Etat pour conduire les réformes nécessaires au redressement économique et social (17%) et au retour de la croissance (16%). La grande majorité est convaincue que les efforts initiés échoueront à redonner confiance aux Français (83%). Toutefois, la plupart d'entre eux reconnaissent que le gouvernement ne dispose que de peu de marge de manœuvre dans le contexte actuel.

Des mesures de moralisation de la vie politique moyennement accueillies

Malgré un scepticisme généralisé marqué, **un tiers des chefs de petites entreprises font confiance à François Hollande dans la conduite de la réforme de la moralisation de la vie politique** (33%).

La médiatisation des affaires récentes de la classe politique contribue à la saillance de l'enjeu dans les représentations. Aussi, de même qu'en février, **les dirigeants de TPE formulent une opinion mitigée quant à la prévalence de l'intérêt général sur les intérêts personnels dans les agendas des responsables politiques**. 73% d'entre eux pensent le maire au service de l'intérêt du plus grand nombre, au même titre que le Premier ministre (68% soit +9 points qu'en février) et le président de la République (67%). En revanche, une majorité d'entre eux doutent toujours de l'engagement du Ministre (51%) et plus encore de celui du parlementaire (55%).

Si la moralisation de la vie politique semble importer aux yeux des petits entrepreneurs, **une grande majorité conteste l'efficacité de l'obligation de publication de patrimoine des ministres** pour l'opérer (82%), en opposition totale de plus de trois quart des Français qui apprécient la mesure (76%). Ils sont également divisés sur l'interdiction du Ministre de la justice de donner des instructions individuelles dans les affaires judiciaires (55% d'opinions favorables).

Les patrons des TPE sont davantage convaincus par d'autres mesures, évoquées par François Hollande lors de son intervention du 10 avril à savoir **l'inéligibilité des élus convaincus de fraude fiscale (68%), l'incompatibilité du mandat parlementaire avec des activités professionnelles susceptibles d'engendrer des conflits d'intérêt (60%)** et dans une moindre mesure, l'institution d'un office de lutte contre la fraude et corruption (55%).

Au même titre que la publication des patrimoines leur semble inefficace, 59% des chefs d'entreprises interrogés doutent que la création d'une Haute autorité de contrôle de ces déclarations produise un impact significatif.

Les patrons de TPE se positionnent nettement en faveur de **la publicisation des indemnisations et remboursement de frais découlant du mandat électif**. Cette transparence est demandée d'abord aux parlementaires (86%), ministres (85%) et conseillers régionaux (83%), ainsi qu'aux maires, dans une moindre proportion (77%). Les patrons du secteur du commerce se montrent particulièrement enthousiastes sur cette mesure, et en particulier en ce qui concerne les députés (93%).

Une faible connaissance des ministres en charge des PME

On constate un important déficit de notoriété des ministres auprès des patrons de TPE, moins de 30% d'entre eux pouvant affirmer connaître le Ministre du Travail. Ce dernier bénéficie néanmoins d'une notoriété plus large que ses homologues Fleur Pellerin, en charge des petites et moyennes entreprises et Geneviève Fioraso, en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche : 85% de ceux affirmant connaître le ministre du Travail (28%) citent spontanément Michel Sapin.

En revanche, les petits entrepreneurs ignorent pour la presque totalité d'entre eux l'identité de leur ministre référent : **seuls 5% d'entre eux pensent connaître le nom du responsable en charge des PME, uniquement 27% de ces derniers citent Fleur Pellerin**, et 18% mentionnent son ministre de tutelle Arnaud Montebourg. Les chefs d'entreprises du secteur des services aux entreprises sont bien moins nombreux à opérer cette confusion (6%).

Les chefs d'entreprises sont majoritairement insatisfaits de l'action de la plupart des ministères. Seul Manuel Valls (65%), et Laurent Fabius (59%) sont jugés satisfaisants par une majorité des interviewés. Toutefois, Fleur Pellerin est l'un des ministres les moins critiqués avec seulement 26% d'opinions défavorables, en seconde position derrière Jean-Yves Le Drian, Ministre de la défense (13%) et devant Manuel Valls qui provoque 27% de mécontents.

L'insatisfaction des patrons de TPE s'exprime également dans la faible appréciation qu'ils ont de l'action de **Jean-Marc Ayrault, chef du gouvernement, dont près des trois quart des répondants se disent mécontents (74%)**.

La déception se traduit naturellement par une **large majorité des petits entrepreneurs appelant de leur vœux à un remaniement ministériel (68%)**. Les plus résolus dans cette voie restent les dirigeants des TPE comptant plus de 10 salariés (73%), ainsi que ceux du secteur du Commerce (72%) et des services aux particuliers (73%) contrairement aux industriels bien moins enthousiastes (55%). En cas de remaniement – dont près d'un interviewé sur deux est convaincu – Manuel Valls serait plébiscité par 22% des petits entrepreneurs, devant François Bayrou (20%). Le locataire actuel de Matignon ne serait soutenu que par 5% d'entre eux. Les chefs d'entreprises sont plus mitigés sur leur souhait de voir l'assemblée dissolue et ce essentiellement selon leur proximité partisane.

Près de huit entrepreneurs sur dix souhaiteraient voir entrer au gouvernement des personnalités de la société civile (79%), et notamment les patrons du secteur du commerce et de l'industrie (83%). De l'avis d'une très vaste majorité d'interviewés, il serait préférable que certains domaines tels que celui des PME (18%), du Commerce (8%) et du Travail (18%) n'incombent pas à une personnalité politique.

Une confiance relative dans l'Union européenne et la monnaie unique

L'appartenance à l'Union européenne est toujours largement appréciée par les dirigeants de TPE : 70% d'entre eux estiment qu'il est dans l'intérêt de la France d'y participer contre moins d'un Français sur deux (49%).

Toutefois, **une large majorité des patrons de TPE se disent inquiets pour l'avenir de l'intégration européenne (74%)**. Les entrepreneurs du secteur du commerce et de l'hôtellerie sont davantage à se montrer préoccupés que la moyenne (80% et 84%).

Les patrons interrogés sont essentiellement préoccupés par l'impact négatif de l'union dans les domaines de l'emploi (52%) et de la fiscalité (51%). Les chefs d'entreprises estiment également que Bruxelles est source de contraintes administratives dans les règles s'imposant aux entreprises (70%), et dans la réglementation du travail (69%).

Pour autant, une majorité d'entre eux reconnaît les bénéfices de l'appartenance de la France en terme de rayonnement culturel du pays (73%), de relations avec les Etats membres (66%) et de relations internationales (65%).

L'actualité européenne préoccupante et la forte médiatisation des difficultés de l'île de Chypre contribuent indéniablement à l'inquiétude générale. A la suite des débats sur la possible taxation des comptes des épargnants chypriotes, près d'un patron interrogé sur deux considère qu'une telle mesure pourrait être appliquée en France, en cas d'aggravation des finances publiques (45%). Les chefs d'entreprises du secteur des services aux entreprises ainsi que ceux comptant plus de 6 salariés sont plus sceptiques : 63% des premiers et 65% des seconds n'envisagent pas cette possibilité.

La réalité de la crise financière et monétaire n'est plus à questionner dans l'opinion des patrons de TPE, et **plus d'un sur quatre n'écarte plus la possibilité de l'éclatement de la zone euro et la disparition de la monnaie unique (28%)**. Les patrons du secteur du commerce sont plus pessimistes que l'ensemble de l'échantillon, 39% d'entre eux considèrent le scénario probable, contrairement à ceux du BTP qui ne sont que 18% à les rejoindre sur cet avis.

Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

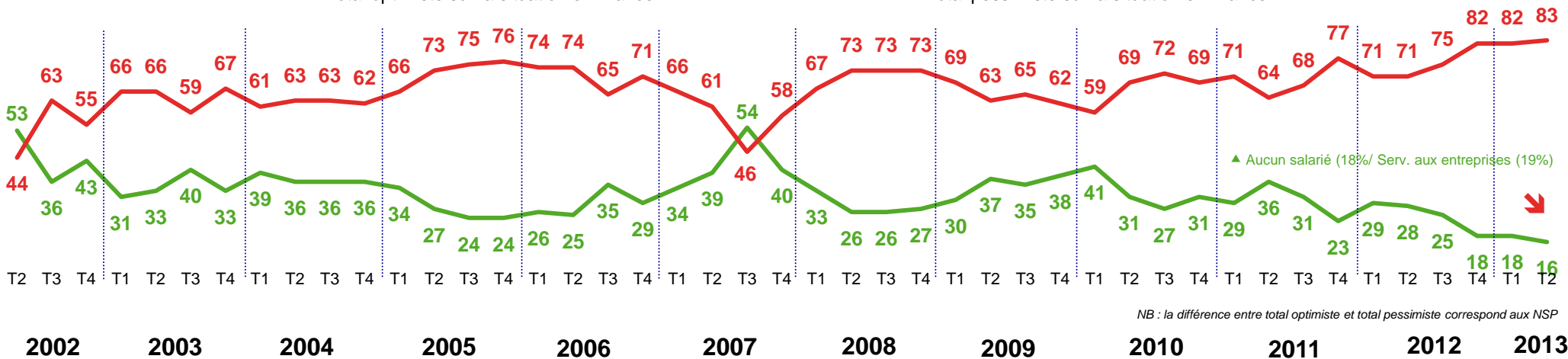
Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

▲ Commerce (87%) / Hôtellerie (88%)

— Total optimiste sur la situation en France

— Total pessimiste sur la situation en France



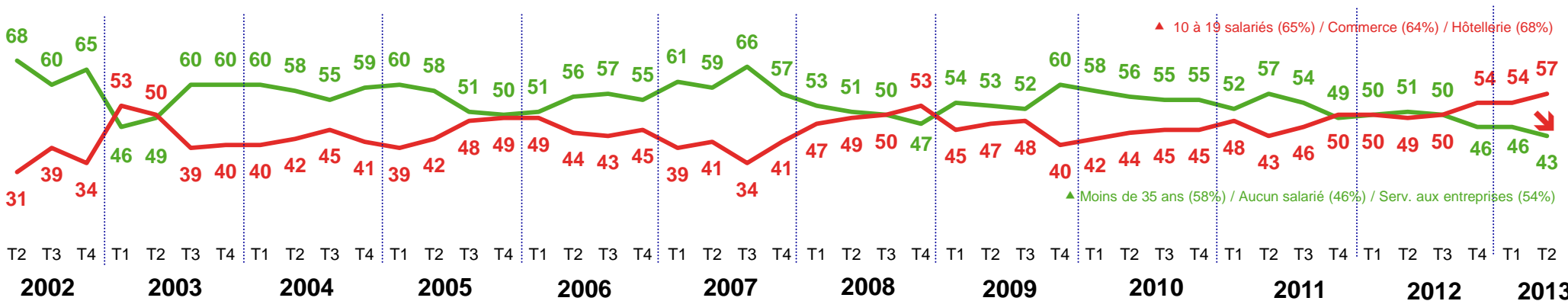
NB : la différence entre total optimiste et total pessimiste correspond aux NSP

Question

Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?

— Total optimiste pour leur activité

— Total pessimiste pour leur activité



▲ 10 à 19 salariés (65%) / Commerce (64%) / Hôtellerie (68%)

▲ Moins de 35 ans (58%) / Aucun salarié (46%) / Serv. aux entreprises (54%)

Question

Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault inspirent ... ?

- Inspirent confiance d'une manière générale
- Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise

Gouvernements Raffarin



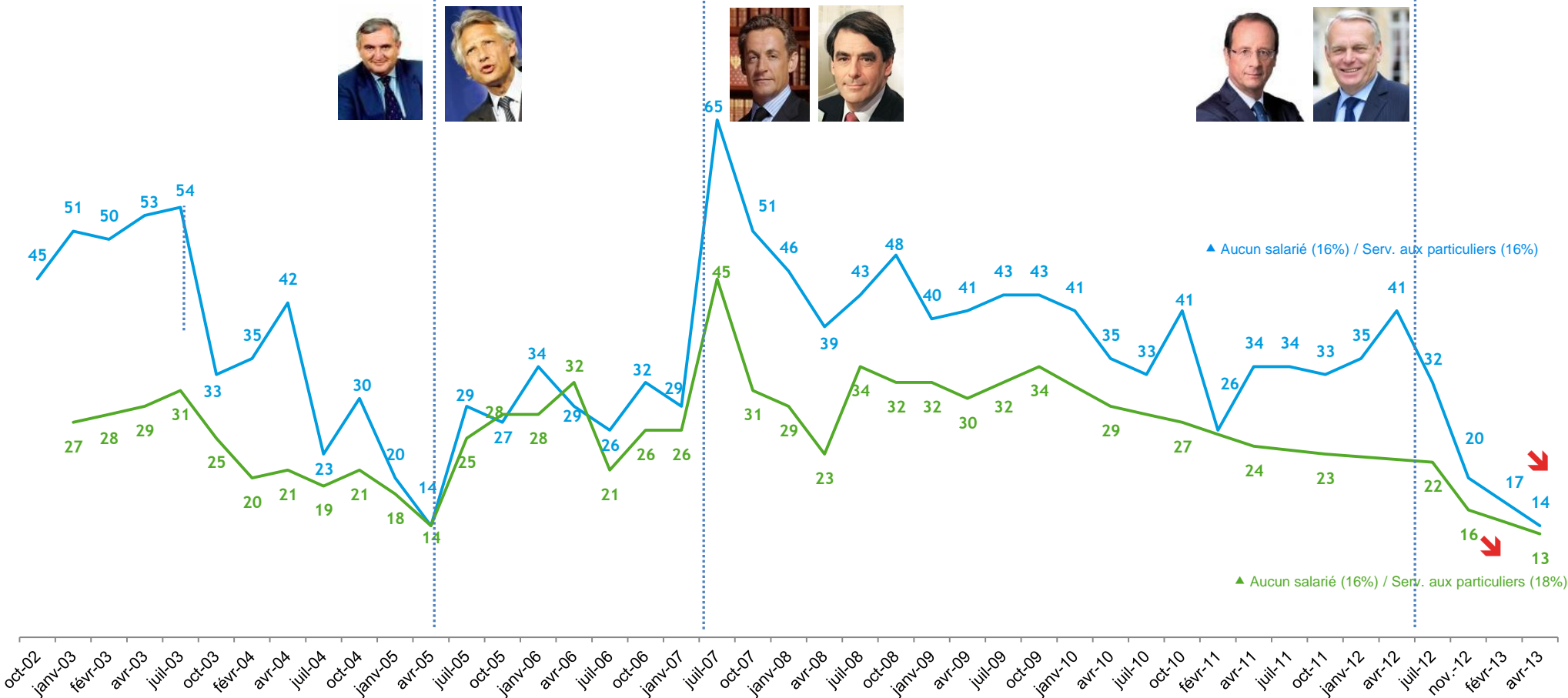
Gouvernement Villepin



Gouvernements Fillon



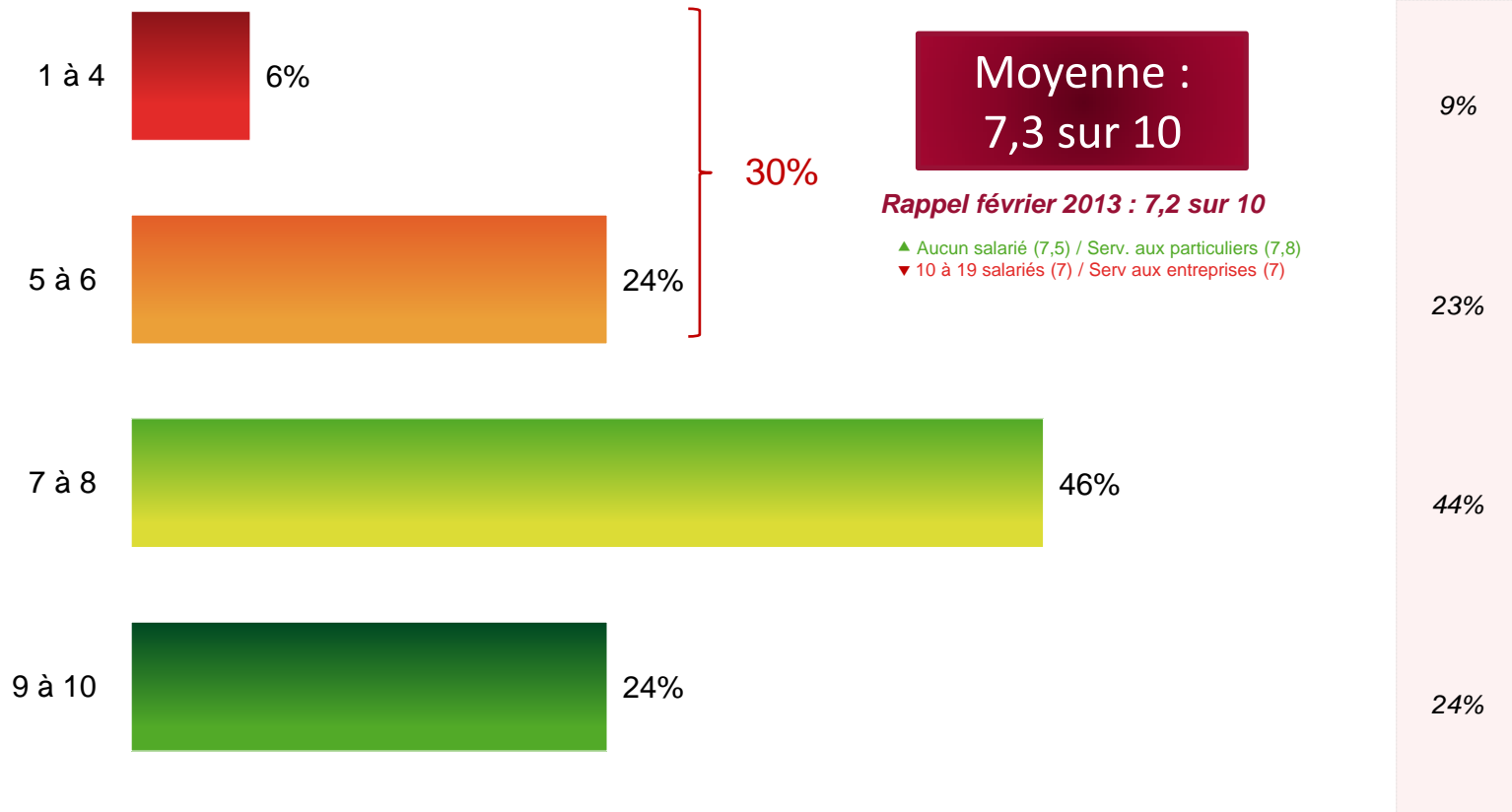
Gouvernement Ayrault



Evaluation de l'état de santé des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, (1 voulant dire que vous êtes en très mauvaise santé et 10 que vous êtes en excellente santé), comment jugez-vous votre forme physique ?



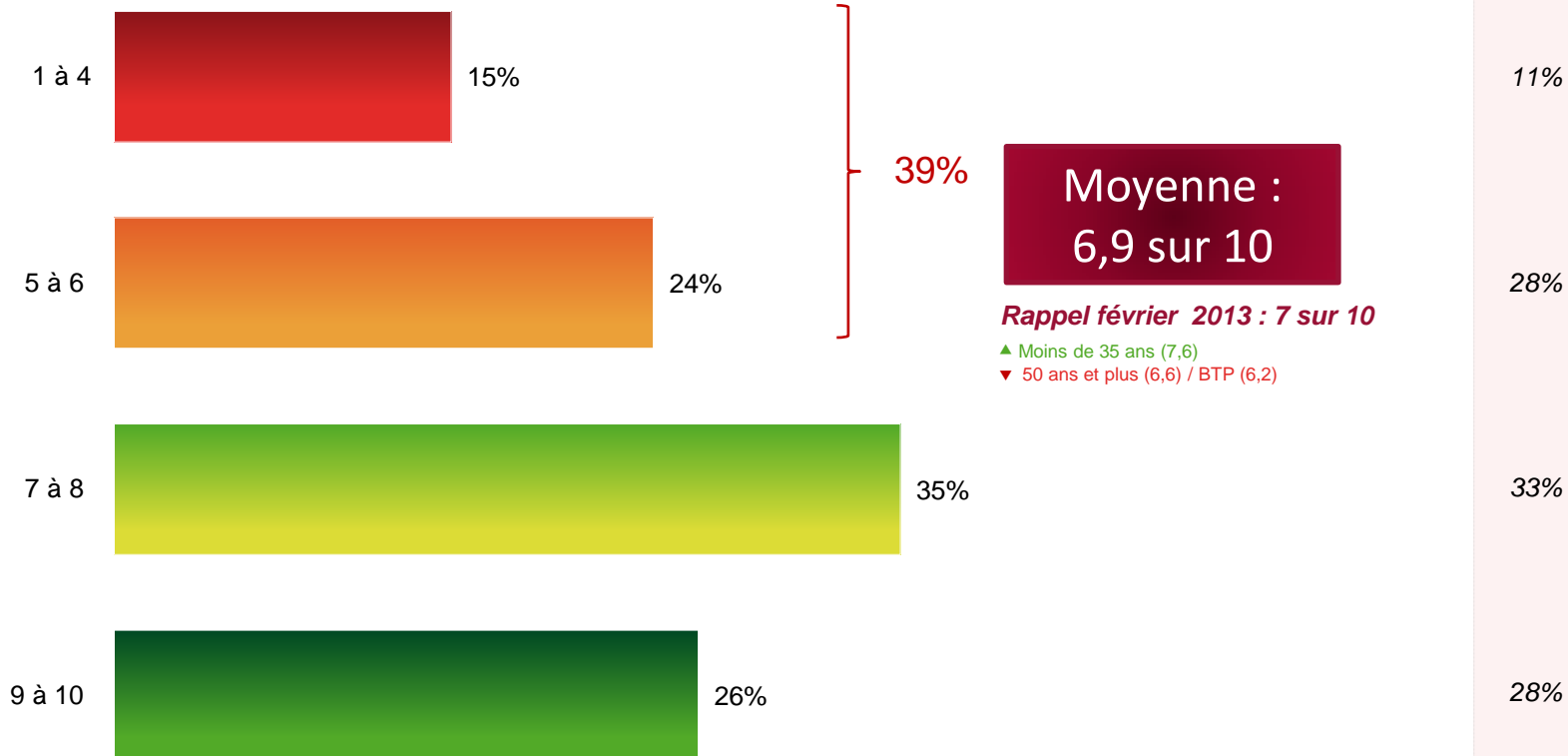
L'évaluation par les patrons de TPE de leur état de santé est stable, avec une note moyenne de 7,3 sur 10 (+0,1 point). On note tout de même qu'ils sont encore 30% à lui attribuer une note inférieure à la moyenne ou moyenne, et même 37% dans les structures de 1 à 19 salariés et les services aux entreprises.

Base : ensemble des TPE

Evaluation du niveau de motivation des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, comment jugez-vous votre niveau de motivation (1 voulant dire que vous êtes totalement démotivé et 10 que vous êtes extrêmement motivé) ?



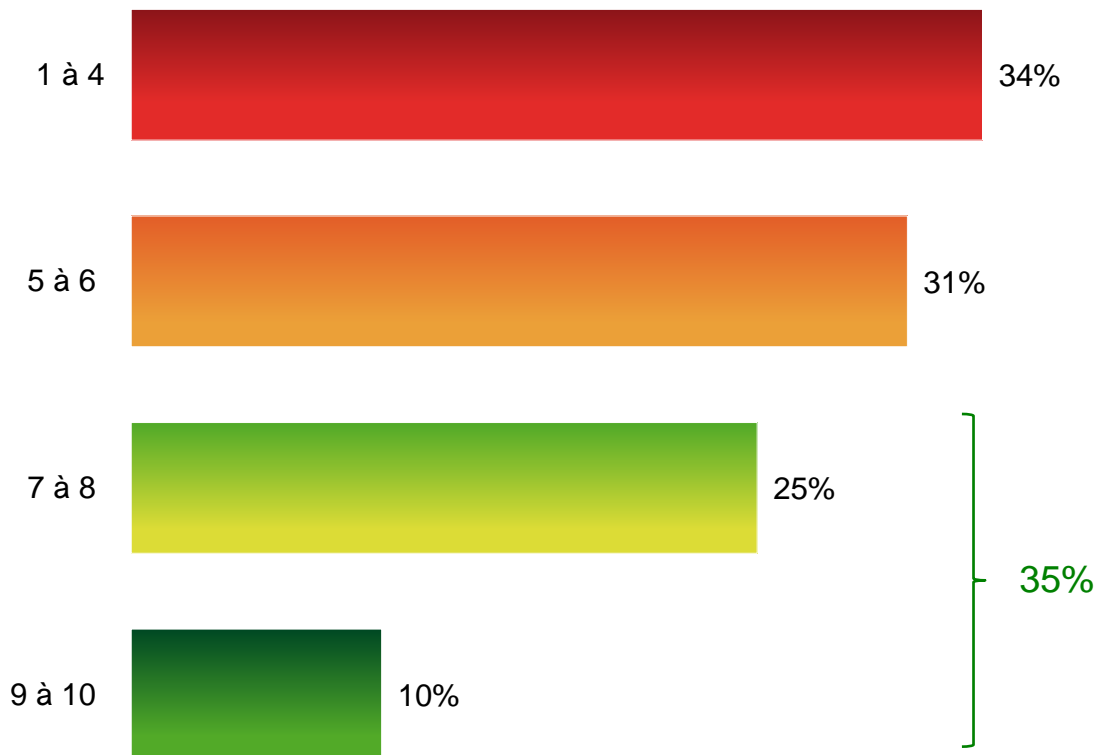
La motivation des chefs d'entreprise varie peu également, avec une moyenne de 6,9 sur 10 contre 7 en février dernier. On relève toutefois une progression de la proportion de dirigeants démotivés (15%, soit +4 points en trois mois). Cette dimension est en retrait dans le secteur du BTP (6,2).

Base : ensemble des TPE

Evaluation de l'état de quiétude des chefs d'entreprise

Question

En ce moment, sur une échelle de 1 à 10, comment jugez-vous votre niveau de stress (1 voulant dire que vous êtes très stressé et 10 que vous n'êtes pas du tout stressé) ?



Moyenne :
 5,4 sur 10 ↘

Rappel février 2013 : 5,6 sur 10

▲ 60 ans et plus (6,6) / Serv. aux particuliers (5,7)
 ▼ 3 à 19 salariés (5) / Commerce (4,9)

Rappel
 février
 2013

31%

29%

29%

11%

Le niveau de quiétude des chefs d'entreprise tend à diminuer, se situant en moyenne à 5,4 sur 10, soit un recul de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Notons qu'ils se sont plus que 35% à se révéler assez ou très sereins (avec des notes supérieures à 7) contre 40% trois mois avant. Les patrons de structures de 3 à 19 salariés (5 sur 10) et ceux du secteur du commerce (4,9 sur 10) témoignent d'un niveau de stress plus important.

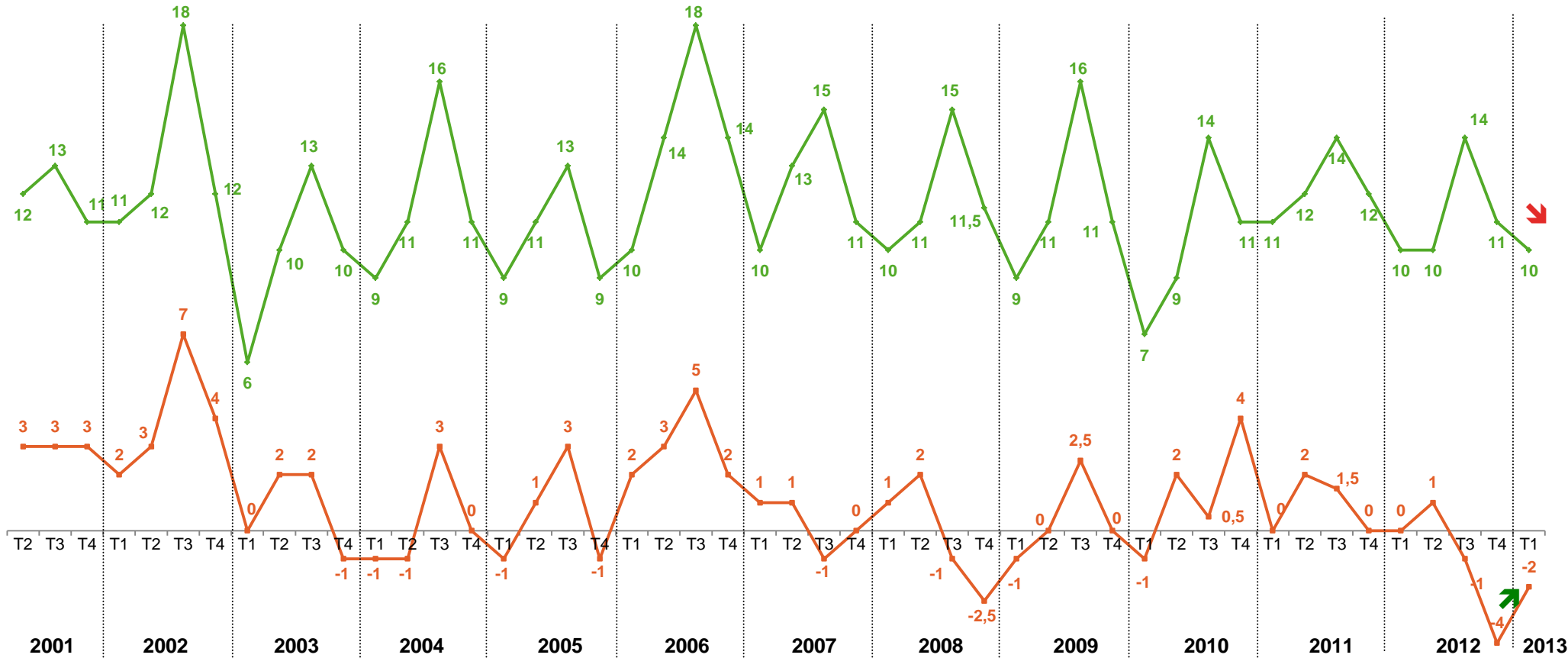
Base : ensemble des TPE

L'emploi dans les TPE

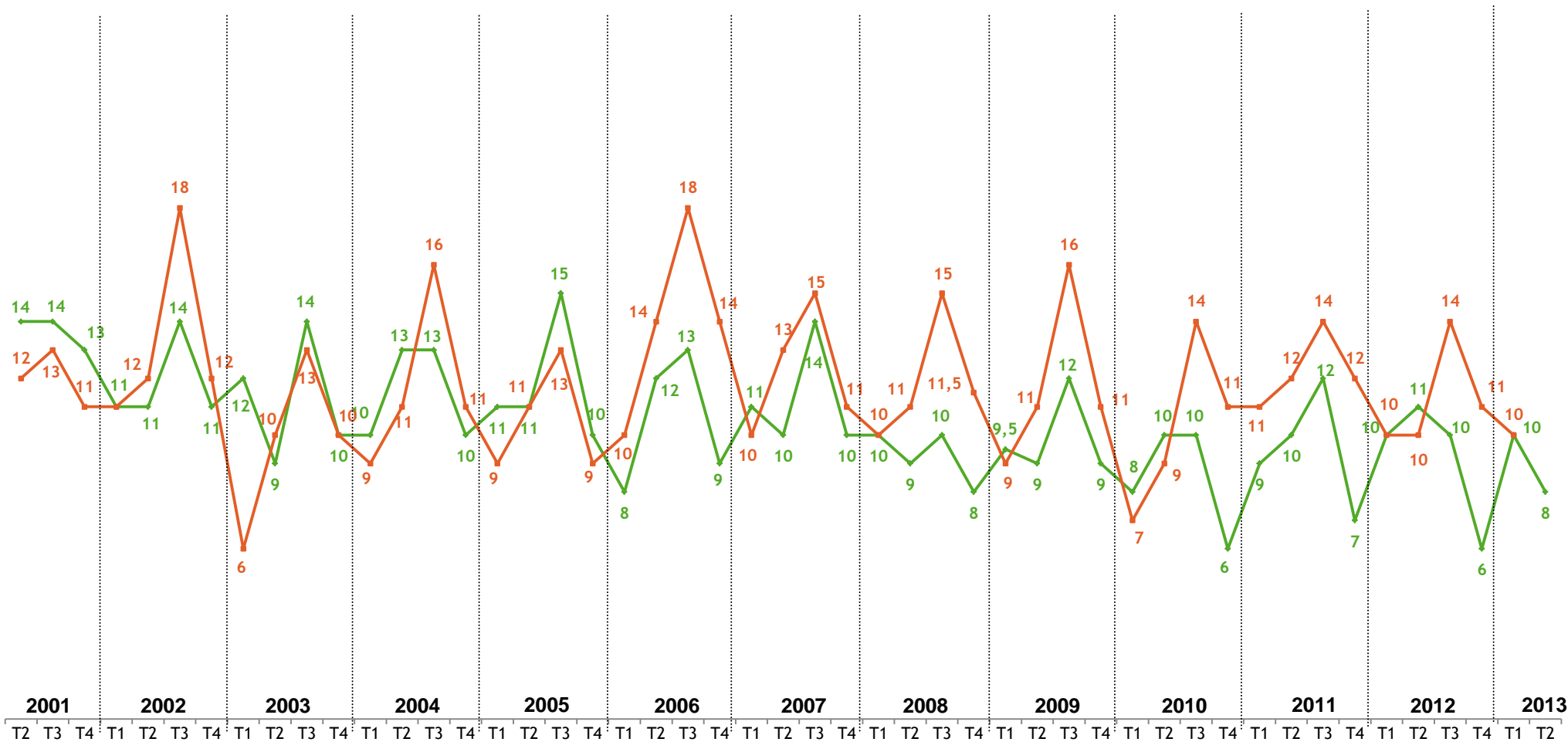
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

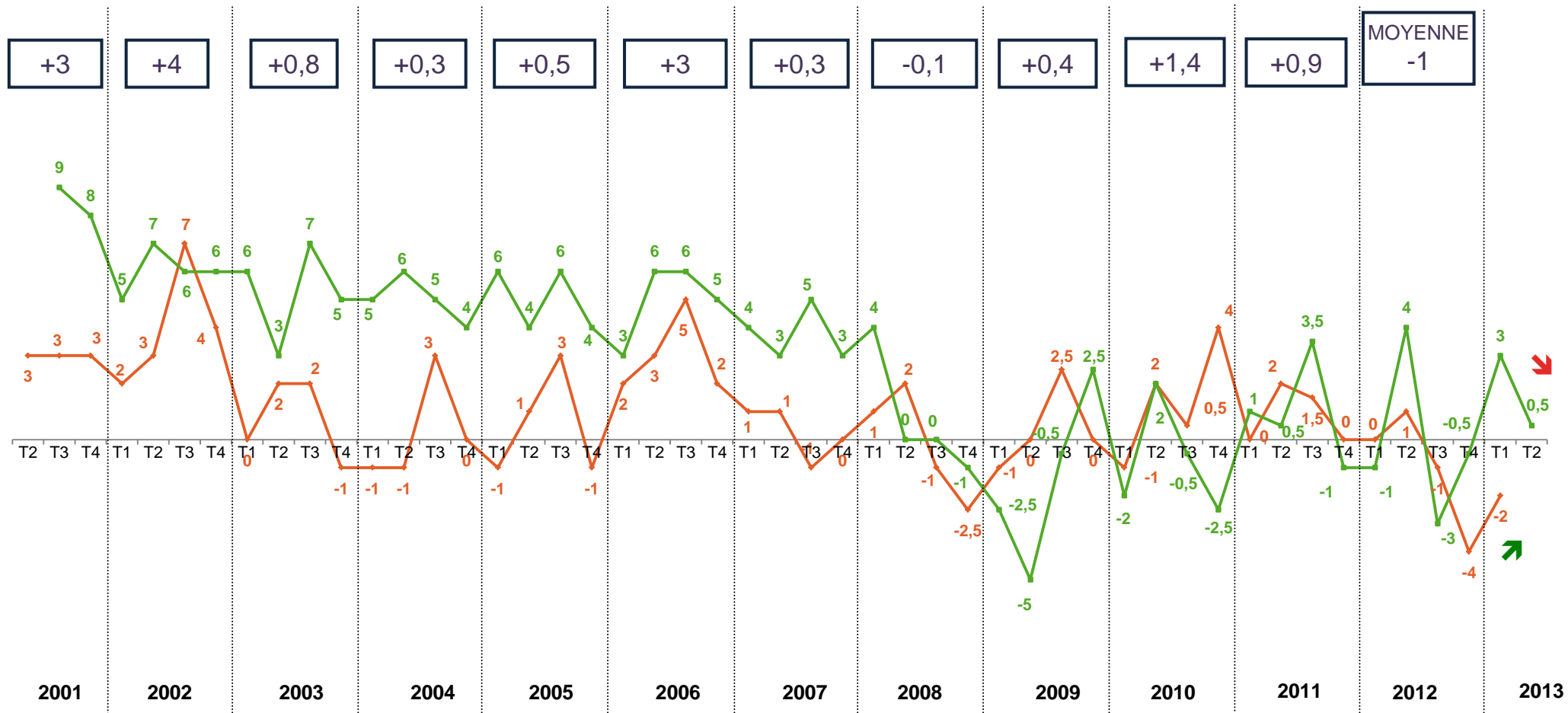
— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,7
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 1,0
} Moyennes depuis 2001



- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois



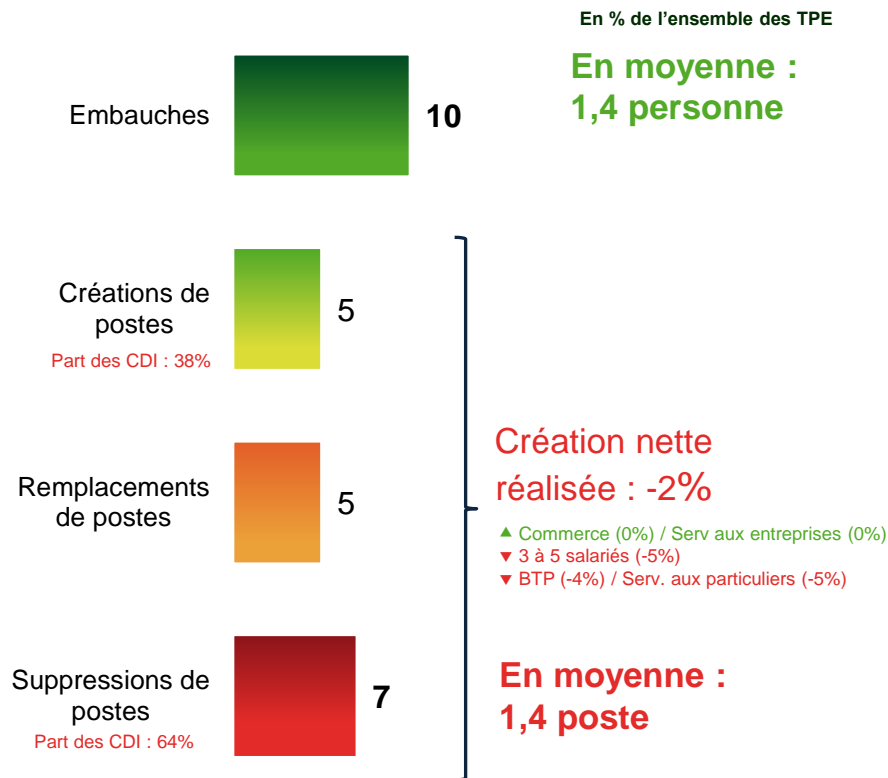
— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
 — Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



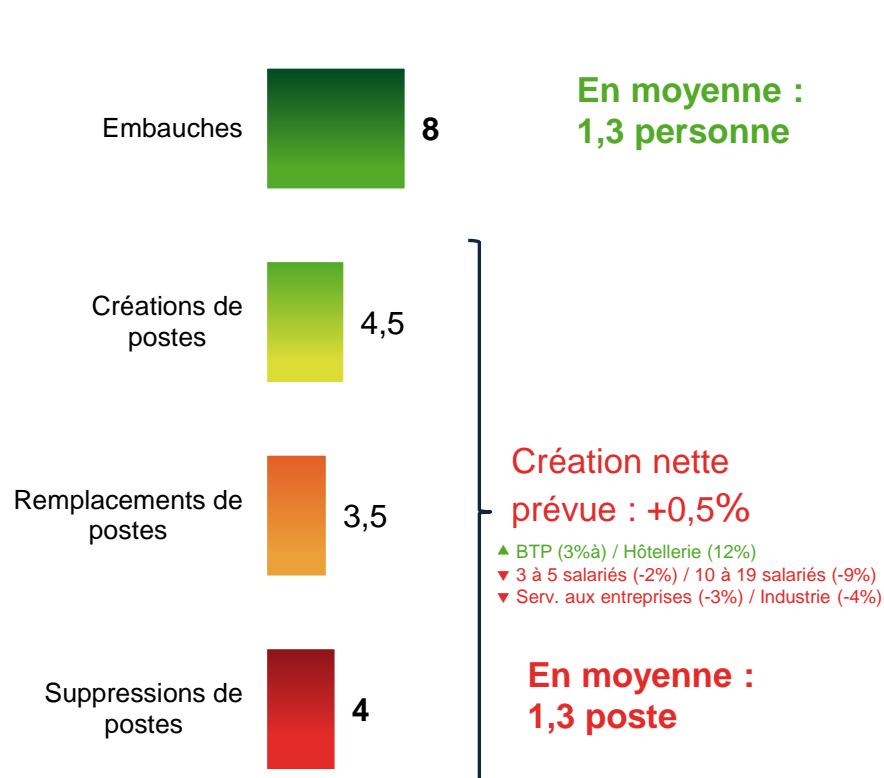
Base : ensemble des TPE

Répartition de la création nette d'emplois

Réalisations de janvier à mars 2013



Perspectives d'avril à juin 2013



La création nette d'emplois est négative pour le troisième trimestre consécutif, à un niveau toutefois plus important que celui enregistré au mois de février (-4%). Elle se révèle nulle dans les secteurs du commerce et des services aux entreprises.

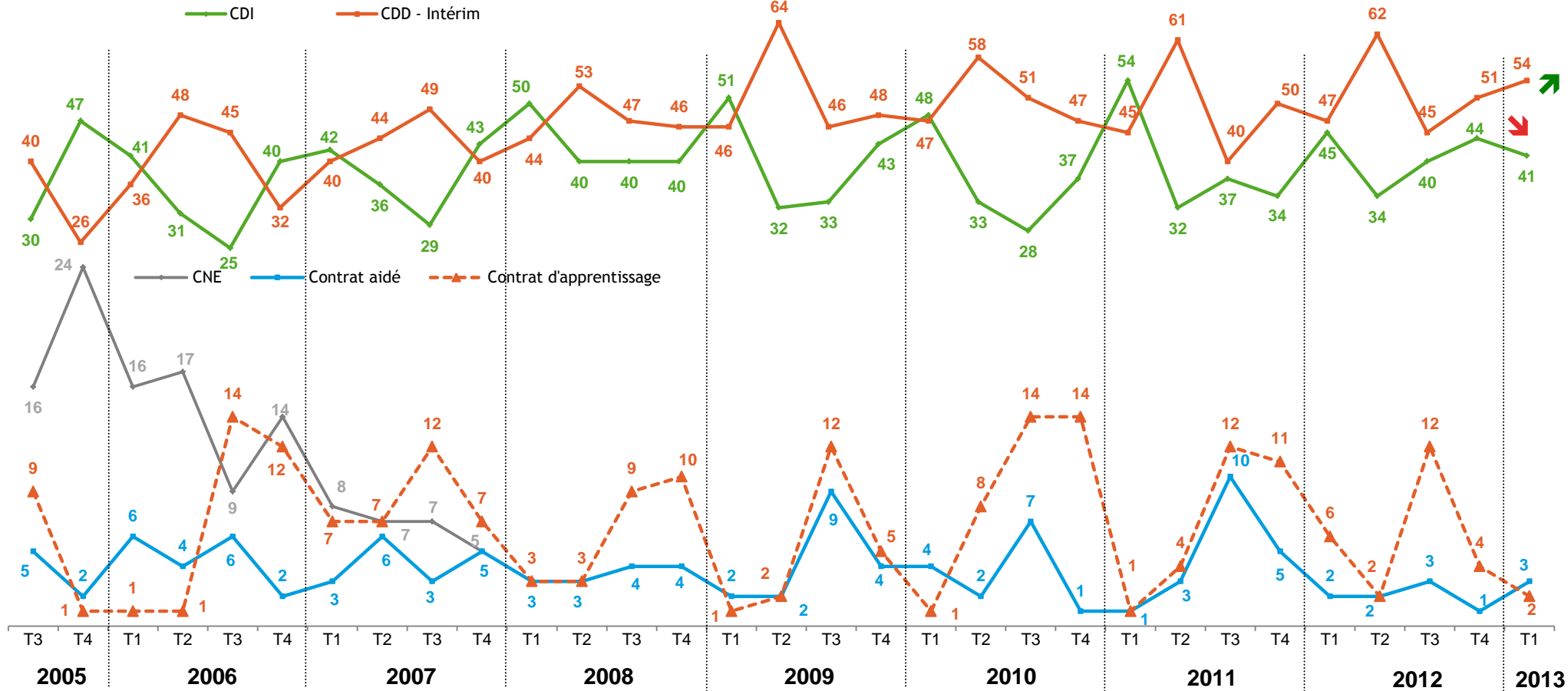
Si l'optimisme était de mise en début d'année, avec une création nette prévue à +3% sur le premier trimestre 2012, cette dernière devrait être tout juste positive pour les trois mois à venir (+0,5%). Sans doute du fait de la saison, l'hôtellerie prévoit de recruter massivement (+12%). Le BTP, durement touché depuis la dernière vague (-4%), devrait voir sa situation s'améliorer à nouveau (+3%).

Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisé(s) pour cette (ces) embauche(s)...?

CDD > 1 mois = 43%
CDD < 1 mois = 11%

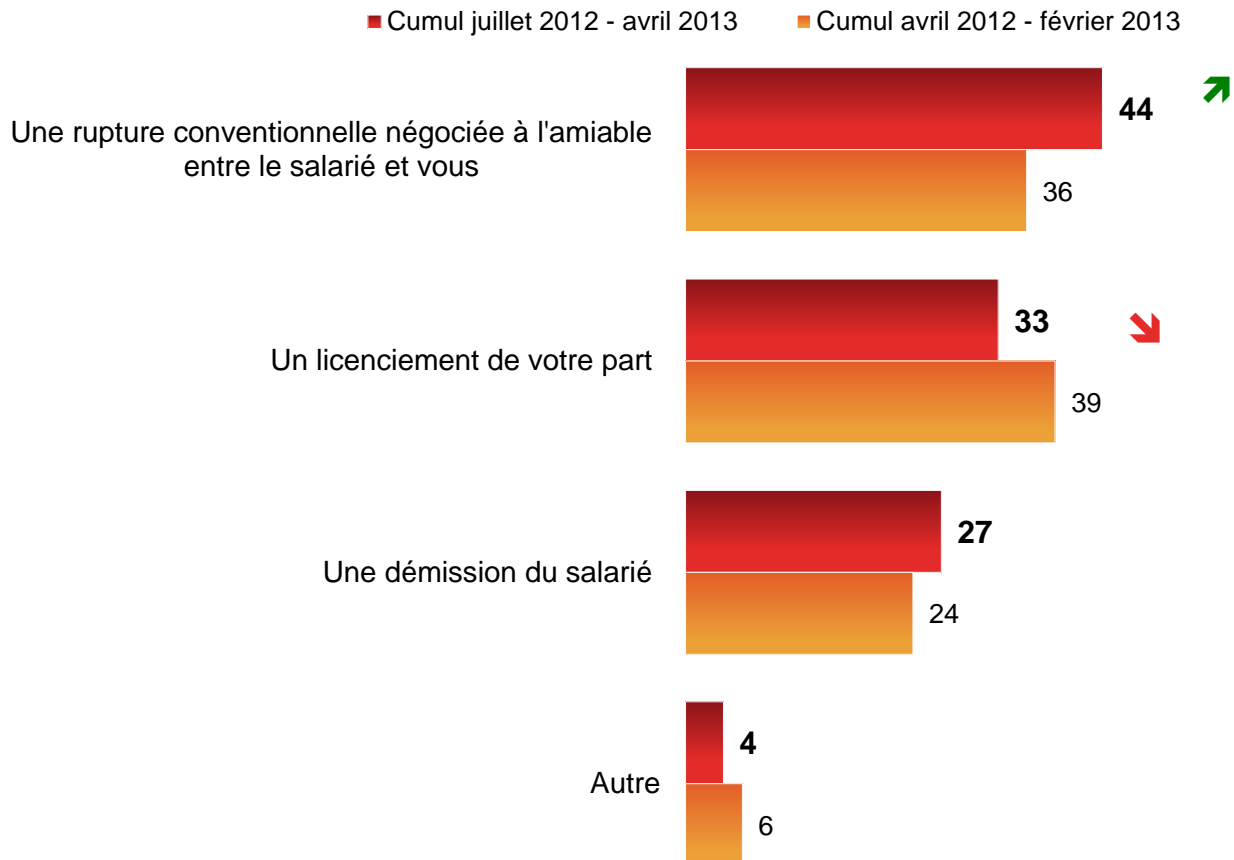


A l'instar de ce que l'on observait lors de la dernière mesure réalisée, le recours aux CDD reste majoritaire (54%, dont 43% de CDD supérieurs à un mois), tandis que les CDI enregistrent un léger recul (41%, -3 points). Comme traditionnellement à cette période de l'année, les patrons de TPE sont peu nombreux à avoir embauché des salariés en contrat aidé (3%) ou en contrat d'apprentissage (2%).

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



Sur un cumul d'un an, on voit apparaître une recrudescence des entreprises s'étant séparées d'un ou plusieurs employés en CDI en utilisant la rupture à l'amiable (44%, +8 points par rapport à la période avril 2012-février 2013). Les démissions se sont elles aussi accrues (27%, +3 points), tandis que les licenciements ont diminué (33% quand même, mais en recul de 6 points) .

Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

La situation économique et financière des TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

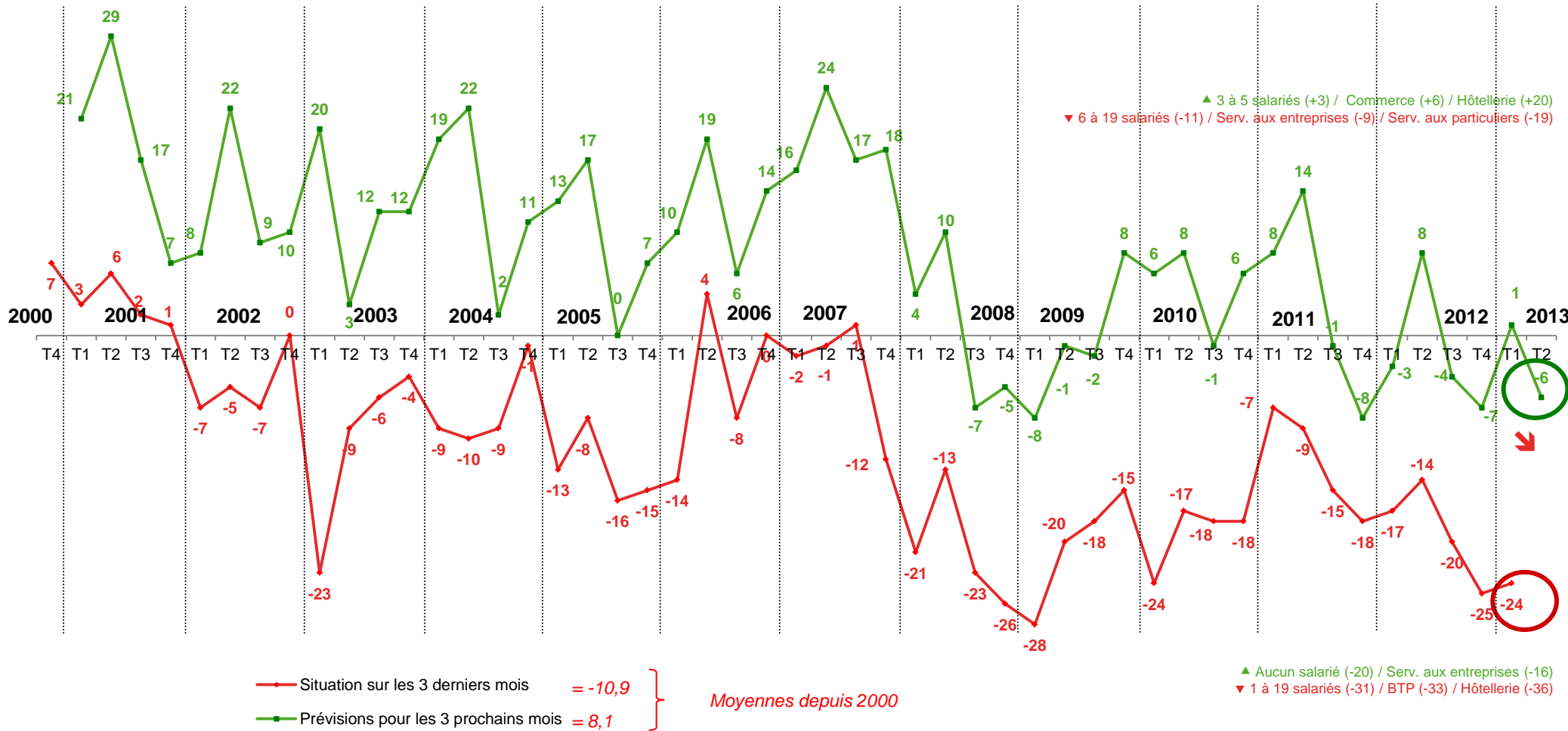
(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1

Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2

Au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?

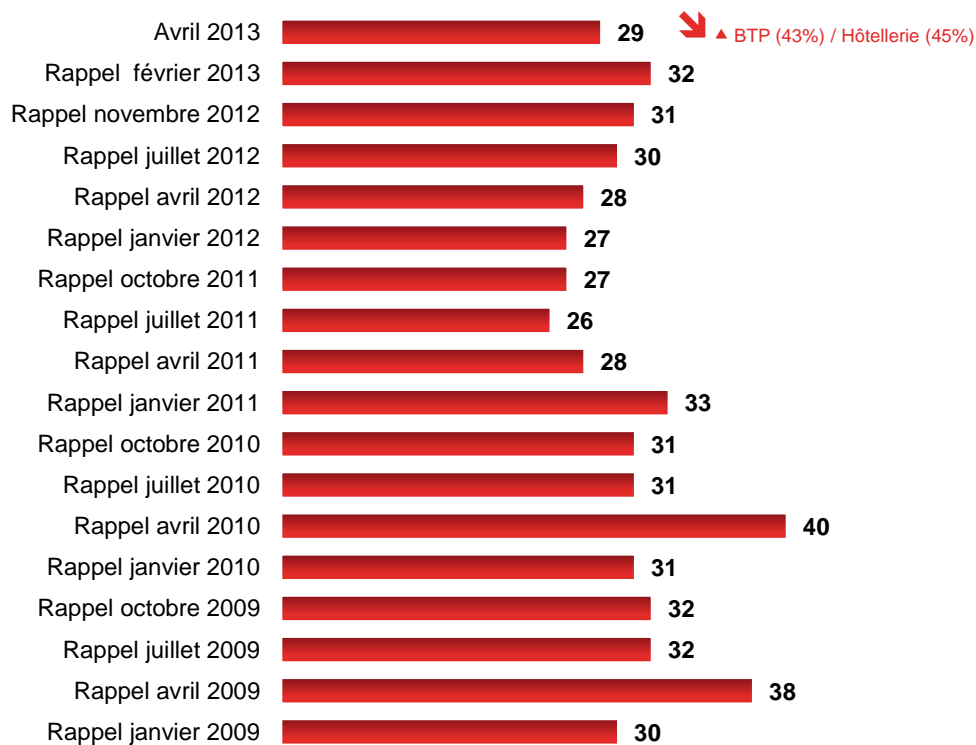


Préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



La proportion de dirigeants de TPE jugeant la situation de leur entreprise préoccupante, qui s'était accrue de 6 points entre juillet 2011 et février 2013 connaît sa première baisse depuis deux ans, à 29% (-3 points). Elle s'avère toutefois nettement plus élevée dans les secteurs du BTP (43%) et de l'hôtellerie (45%).

L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

Question

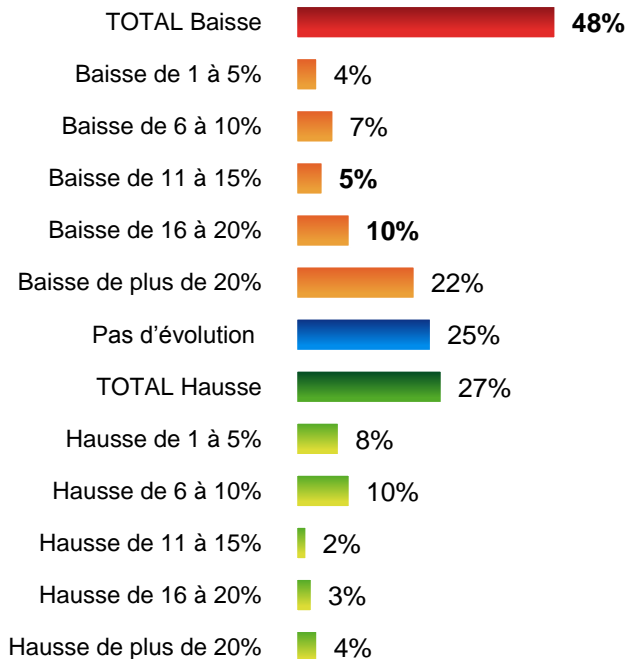
Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, quelle évolution, positive ou négative, avez-vous constaté en pourcentage ?*

Moyenne avril 2013 : -0,8% ↗

Rappel février 2013 : -2,8%

Rappel novembre 2012 : -2,9% / Rappel juillet 2012 : -2,0% / Rappel avril 2012 : -2,7% / Rappel janvier 2012 : -0,3% / Rappel octobre 2011 : -1,6%

▲ 3 à 5 salariés (-0,6%) / Serv. aux entreprises (-0,6%)
 ▼ Hôtellerie (-1,1%) / BTP (-1,3%)



Question

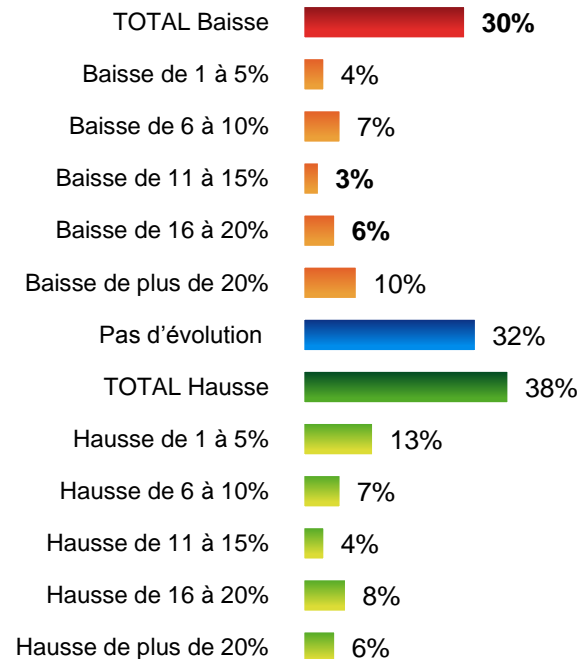
Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, quelle évolution positive ou négative prévoyez-vous en pourcentage ?

Moyenne avril 2013 : -0,1% ↗

Rappel février 2013 : -0,6%

Rappel novembre 2012 : -0,8% / Rappel juillet 2012 : -0,6% / Rappel avril 2012 : +1,4%
 Rappel janvier 2012 : +0,2% / Rappel octobre 2011 : +0,3%

▲ 3 à 5 salariés (0,2%) / Hôtellerie (0,7%)
 ▼ Serv aux particuliers (-0,3%)



La situation des TPE en ce qui concerne l'évolution de leurs ventes est toujours préoccupante, même si les baisses constatées ou prévues sont moins importantes que celles observées depuis un an. Ainsi, au cours du trimestre qui vient de s'achever, 27% seulement des patrons ont vu leur chiffre d'affaires augmenter contre 25% pour lesquels il n'a pas bougé et 48% qui ont constaté une baisse. En moyenne, les recettes ont diminué de 0,8% (contre -2,8% en février).

Les dirigeants interrogés n'anticipent pas de reprise dans les trois mois à venir, 38% misant sur une hausse de leurs ventes, 32% sur une stagnation et 30% sur une baisse, pour une moyenne de -0,1%, proche des prévisions de croissance nationales.

Base : ensemble des TPE

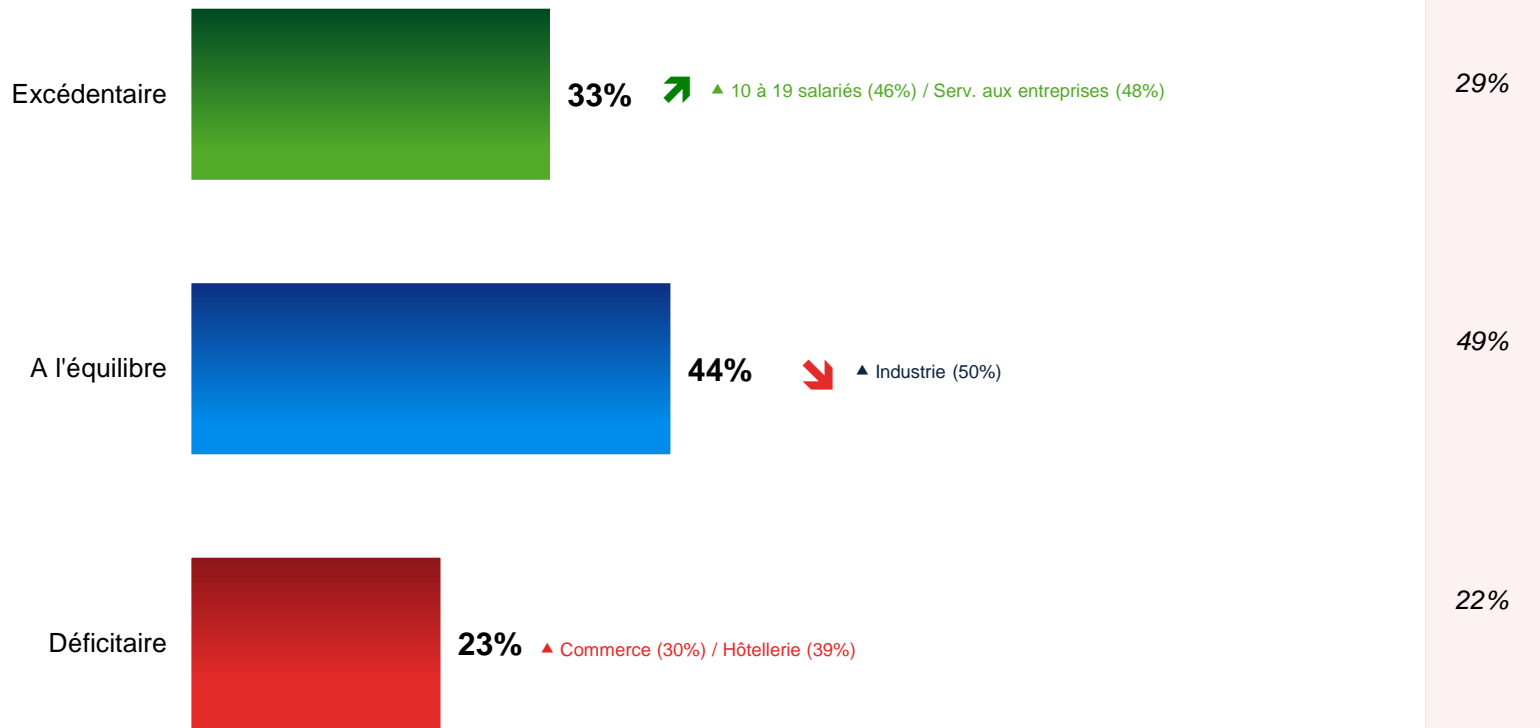
* Jusqu'en février 2013, l'intitulé de la question était : « Au cours des trois derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté une hausse de 1 à 5%, une hausse de plus de 5%, une stagnation, une baisse de 1 à 5% ou une baisse de plus de 5% ? »

** Jusqu'en février 2013, l'intitulé de la question était : « Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, prévoyez-vous une hausse de 1 à 5%, une hausse de plus de 5%, une stagnation, une baisse de 1 à 5% ou une baisse de plus de 5% ? »

La situation de trésorerie actuelle

Question

Actuellement, votre situation de trésorerie est-elle... ?

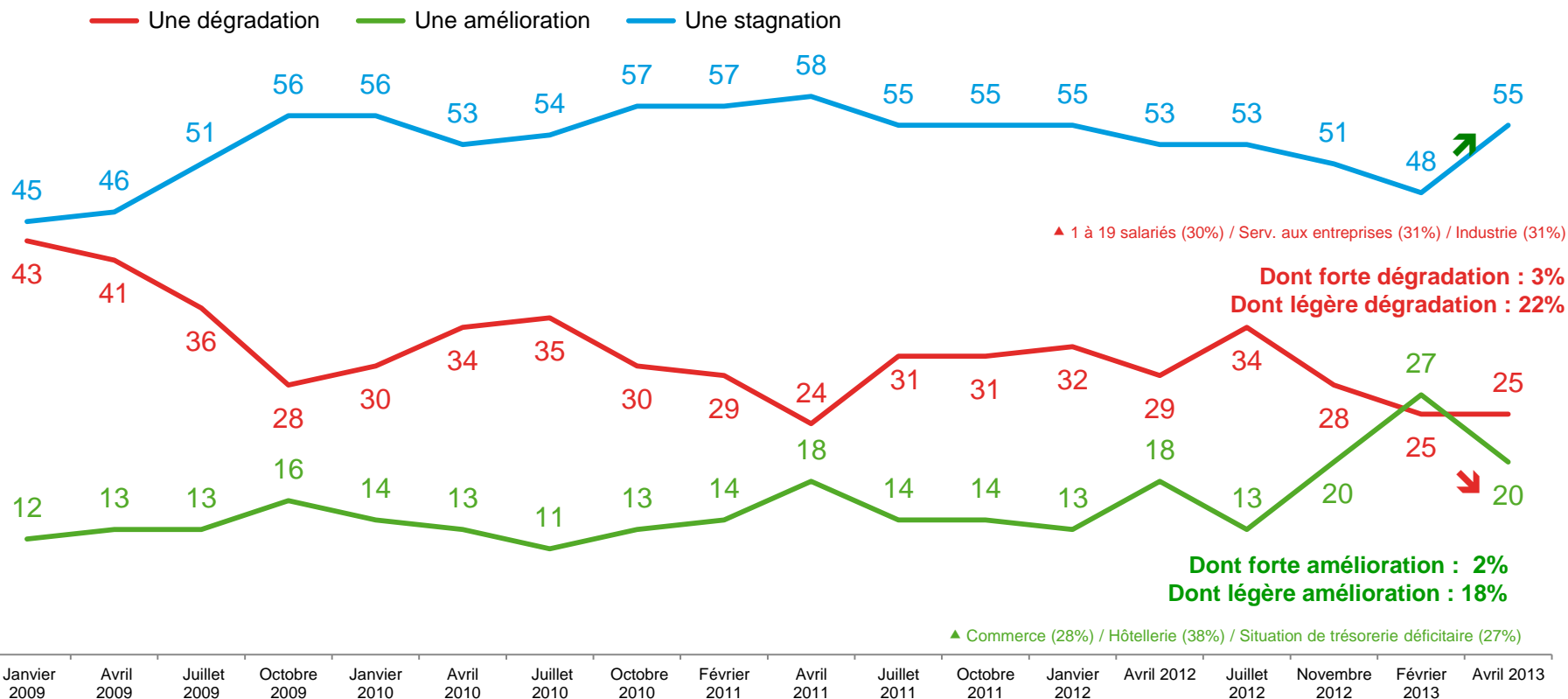


En lien sans doute avec une moindre érosion des ventes, la situation de trésorerie tend à s'améliorer, 33% des TPE bénéficiant d'un excédent (+4 points en trois mois), tandis que 44% sont à l'équilibre. On relève néanmoins que près d'un dirigeant sur quatre déclare avoir une trésorerie déficitaire, un score qui atteint 30% dans le commerce et 39% dans l'hôtellerie.

L'évolution de la situation de trésorerie dans les trois prochains mois

Question

Pour les trois prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



Une majorité des patrons interrogés devrait voir sa situation actuelle de trésorerie se maintenir dans les trois prochains mois (55%, +7 points), alors que 20% pronostiquent une amélioration (-7 points).

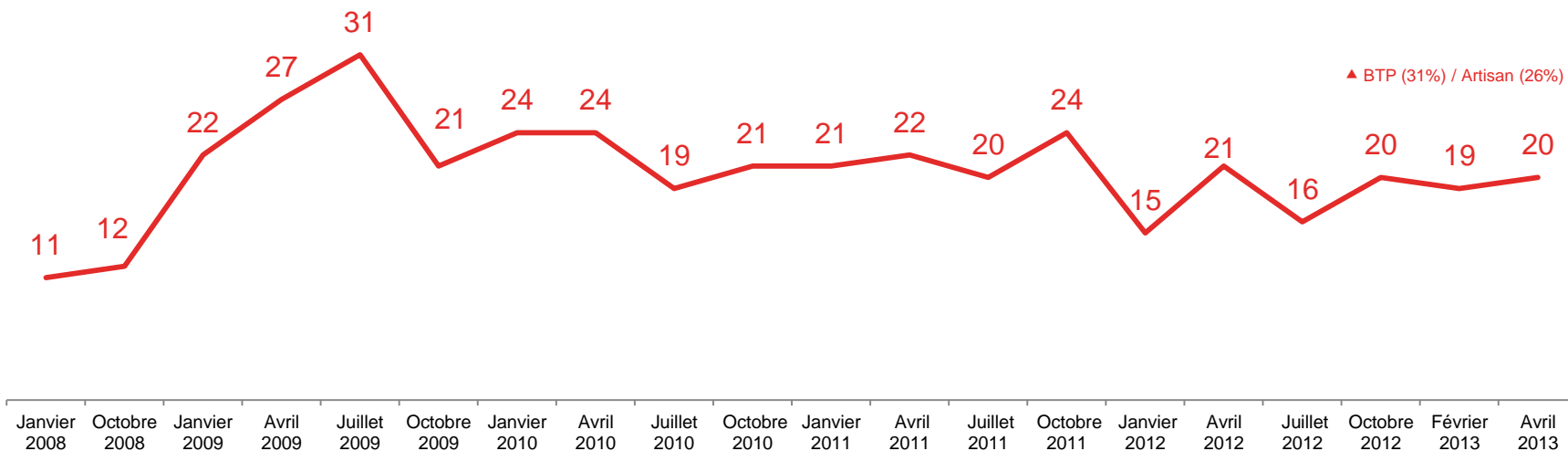
Le durcissement des conditions d'accès au crédit bancaire au cours des trois derniers mois

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces trois derniers mois ?¹

(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ? »

Récapitulatif : Oui



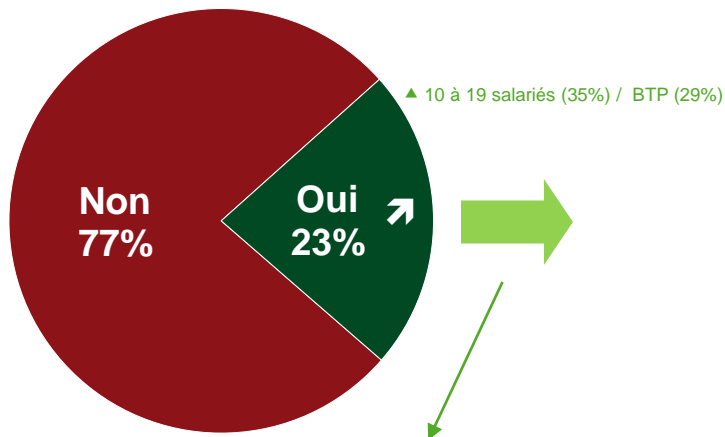
La proportion de dirigeants déclarant avoir subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de leur banque est stable pour la troisième vague consécutive, à 20%. Elle se révèle supérieure parmi les artisans (26%) et dans le BTP (31%).

Demandes de financement des TPE

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ? ¹

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Avez-vous récemment effectué une demande de financement auprès de votre banque ? »



Rappel février 2013 : 20%
 Rappel novembre 2012 : 18% / Rappel juillet 2012 : 21%
 Rappel avril 2012 : 27% / Rappel janvier 2012 : 25%
 Rappel octobre 2011 : 27% / Rappel juillet 2011 : 23%
 Rappel avril 2011 : 33% / Rappel janvier 2011 : 24%
 Rappel octobre 2010 : 27% / Rappel juillet 2010 : 22%
 Rappel avril 2010 : 28% / Rappel janvier 2010 : 29%
 Rappel octobre 2009 : 25% / Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26% / Rappel janvier 2009 : 28%

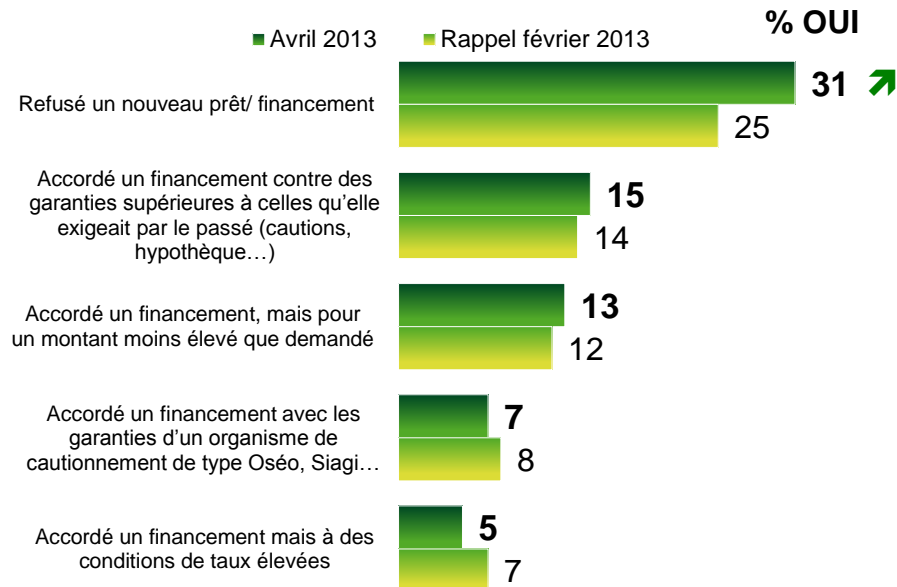
Base : ensemble des TPE

Dans ce contexte marqué par des difficultés moindres, les demandes de financement ont connu un léger rebond, atteignant 23% au cours des trois derniers mois, soit une hausse de 3 points depuis février et de 5 points depuis novembre 2012. Après un assouplissement notable des conditions de financement, les patrons concernés se voient de nouveau majoritairement appliquer au moins une mesure de durcissement (53%, +6 points), avec en particulier une hausse des refus de prêt (31%, + 6 points).

Question

(Si demande de financement auprès de sa banque) Lors de cette demande de financement, votre banque vous a-t-elle... ?

Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque, vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.



Au moins une mesure de durcissement : 53% ↗

Rappel février 2013 : 47% / Rappel novembre 2012 : 60% / Rappel juillet 2012 : 54%
 Rappel avril 2012 : 55% / Rappel janvier 2012 : 53% / Rappel octobre 2011 : 51%
 Rappel juillet 2011 : 56% / Rappel avril 2011 : 62% / Rappel janvier 2011 : 51%

▲ 1 à 5 salariés (63%) / Hôtellerie (76%) / Industrie (71%) / BTP (62%) / Artisan (67%)
 ▼ 6 à 19 salariés (45%) / Serv. aux entreprises (41%) / Serv. aux particuliers (42%)

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE ayant récemment effectué une demande de financement auprès de leur banque.

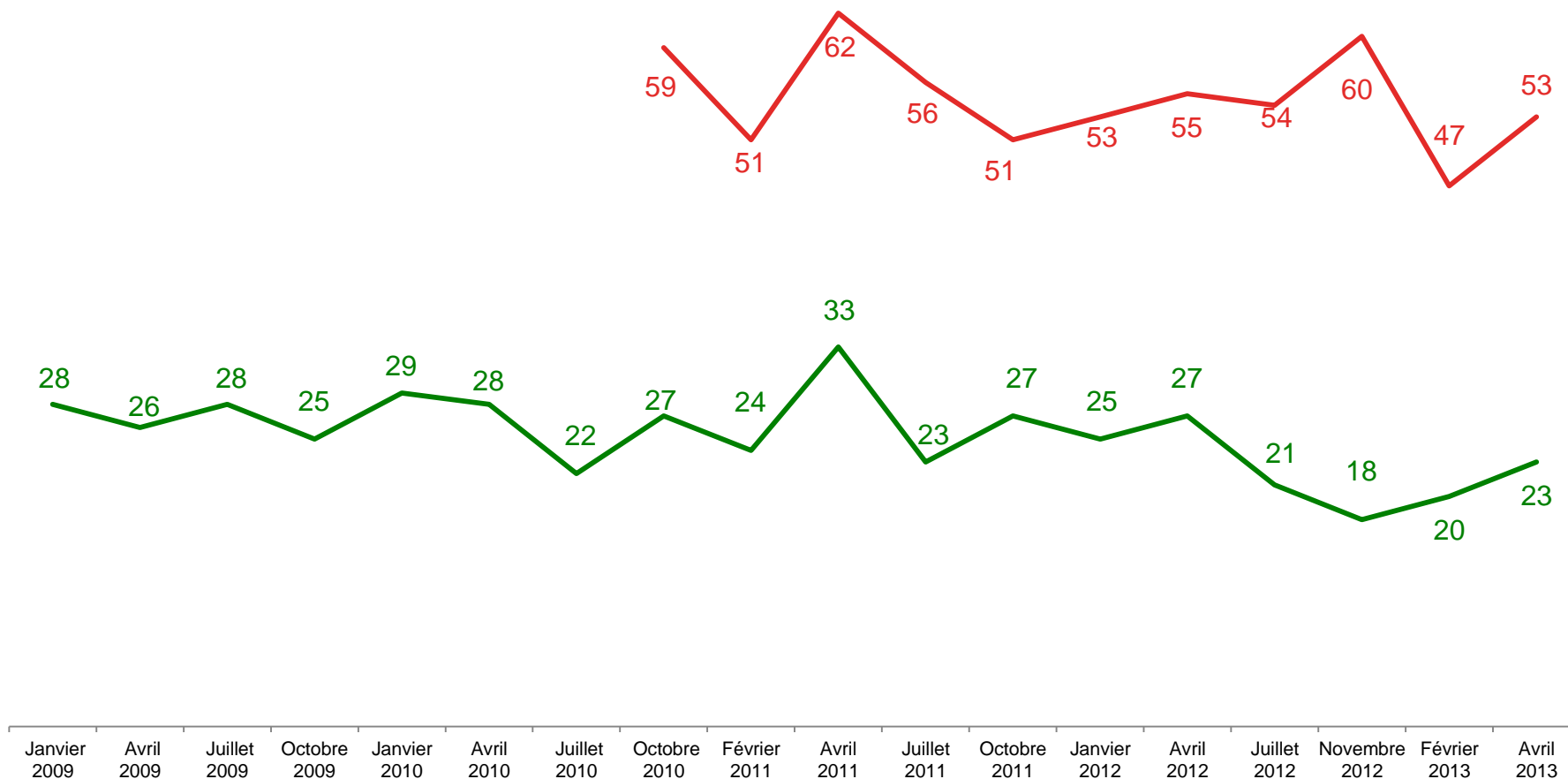
(1) Avant la vague de juillet 2012, le libellé de la question était : « Votre banque, vous a-t-elle récemment ... ? » et était posée aux patrons de TPE déclarant avoir récemment fait une demande de financement auprès de leur banque.

Les demandes de financement

Question

Avez-vous effectué une demande de financement auprès de votre banque au cours des trois derniers mois ?
Si oui, avez-vous subi une mesure de durcissement ?

— A réalisé une demande de financement
— A subi au moins une mesure de durcissement

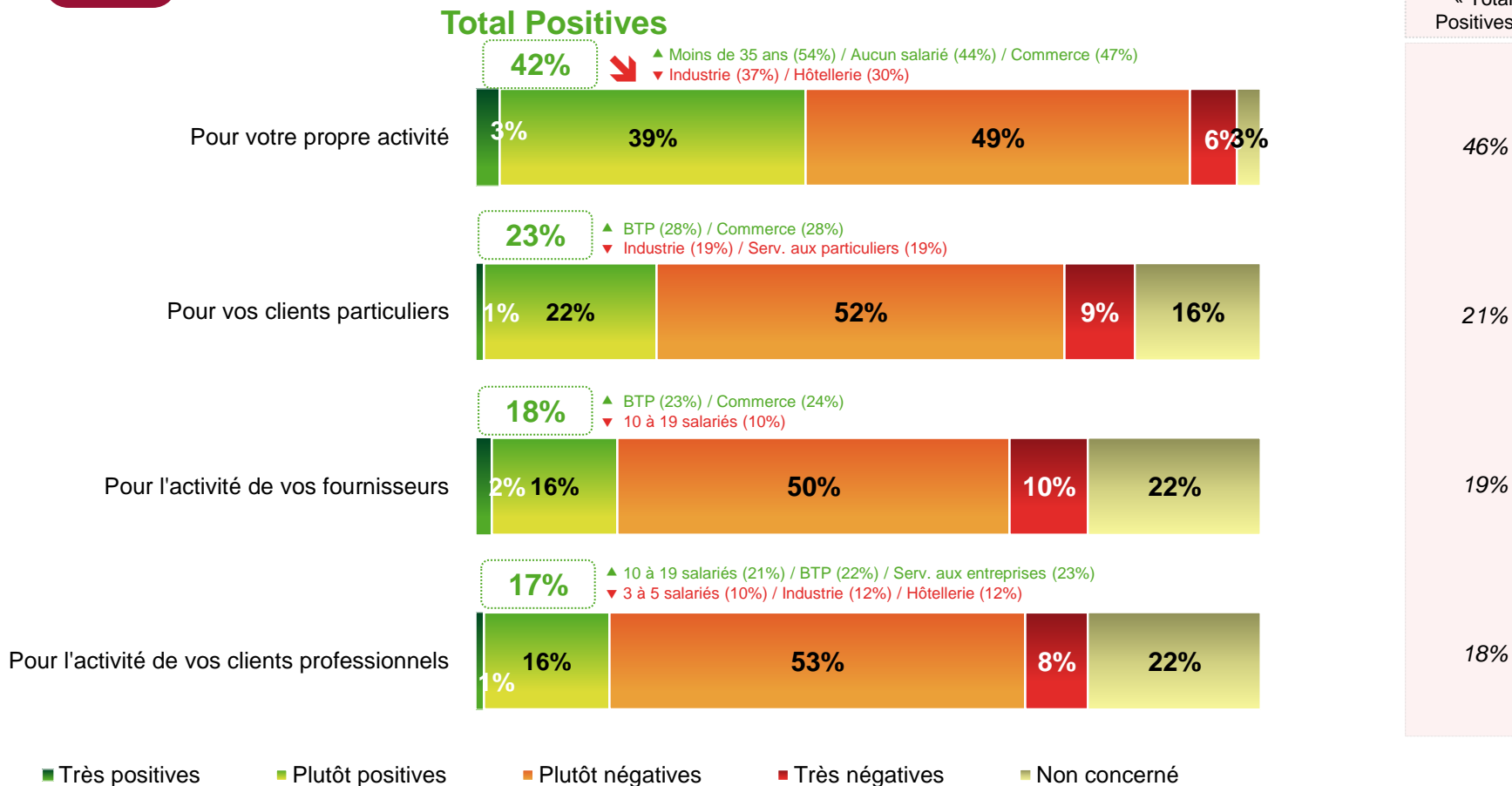


Les perspectives pour les mois à venir pour différents acteurs

Question

Diriez-vous qu'actuellement, les perspectives pour les mois à venir sont positives ou négatives... ?

Rappel
 février 2013
 « Total
 Positives »



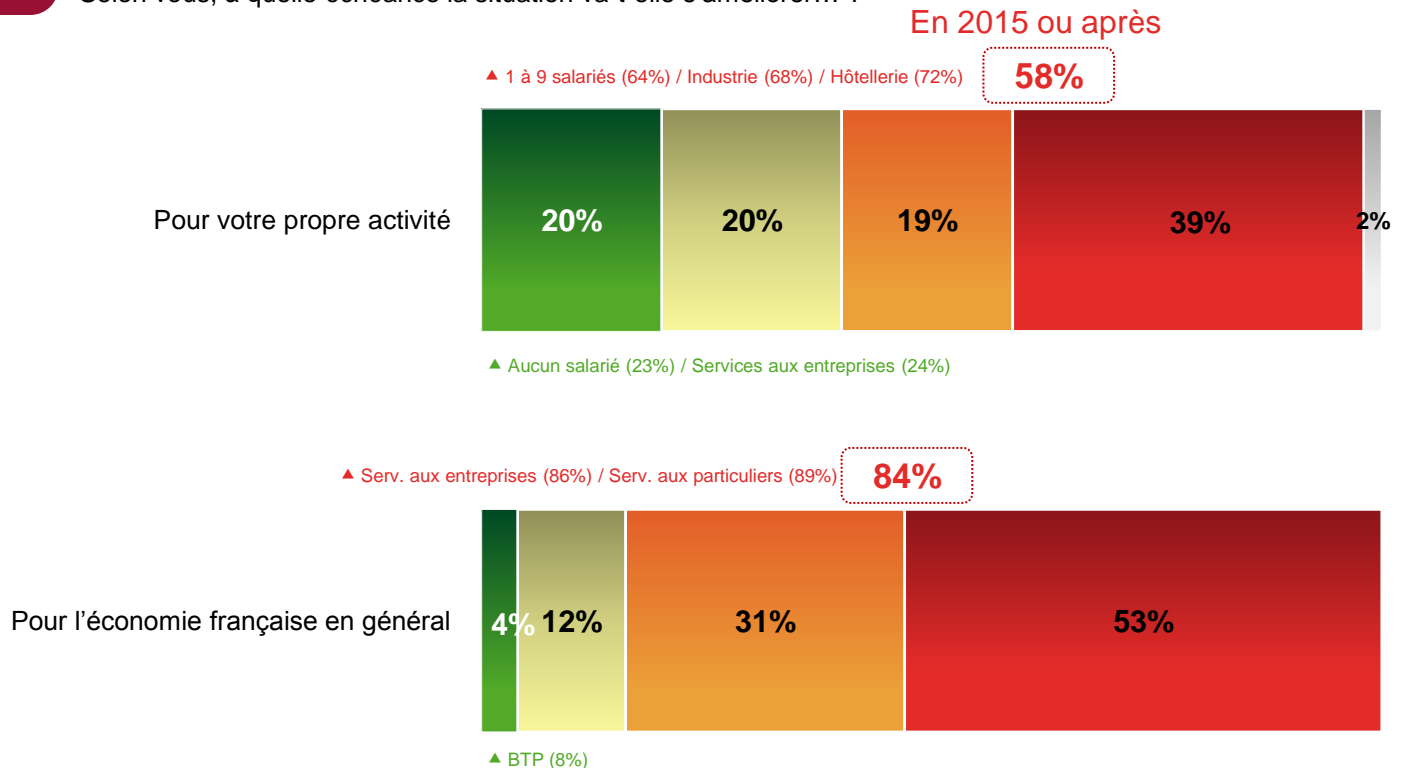
Les perspectives des patrons de TPE pour leur activité, déjà peu encourageantes au mois de février, se détériorent (42% entendent une bonne évolution de leur activité, en recul de 4 points). A l'instar des résultats observés lors de la dernière vague d'enquête, elles sont négatives pour plus de six dirigeants sur dix en ce qui concerne leurs fournisseurs (60% contre 18% de jugements positifs), leurs clients particuliers (61% contre 23% d'opinions favorables) et leurs clients professionnels (61% contre 17% d'optimistes). On relève que les clients et fournisseurs des secteurs du BTP et du commerce semblent mieux résister à la crise que dans les autres domaines d'activité.

Amélioration de la situation économique

Question

Selon vous, à quelle échéance la situation va-t-elle s'améliorer... ?

Rappel
 En 2015 ou après
 février 2013



■ Avant fin 2013 ■ En 2014 ■ En 2015 ■ Pas avant de nouvelles élections législatives et/ou présidentielle ■ Ne se prononcent pas

58% des dirigeants ne perçoivent pas d'amélioration possible de la situation de leur entreprise avant au moins deux ans (+13 points), voire, pour 39% d'entre eux, avec la prochaine élection présidentielle. En regard, ils ne sont que 20% à espérer voir leur entreprise connaître une croissance par rapport à 2012.

On observe aussi une dégradation des pronostics en ce qui concerne la reprise en France : 84% ne la voient pas intervenir avant 2015 (+13 points), dont 53% au mieux en 2017.

Le bilan de l'action de François Hollande un an après la présidentielle

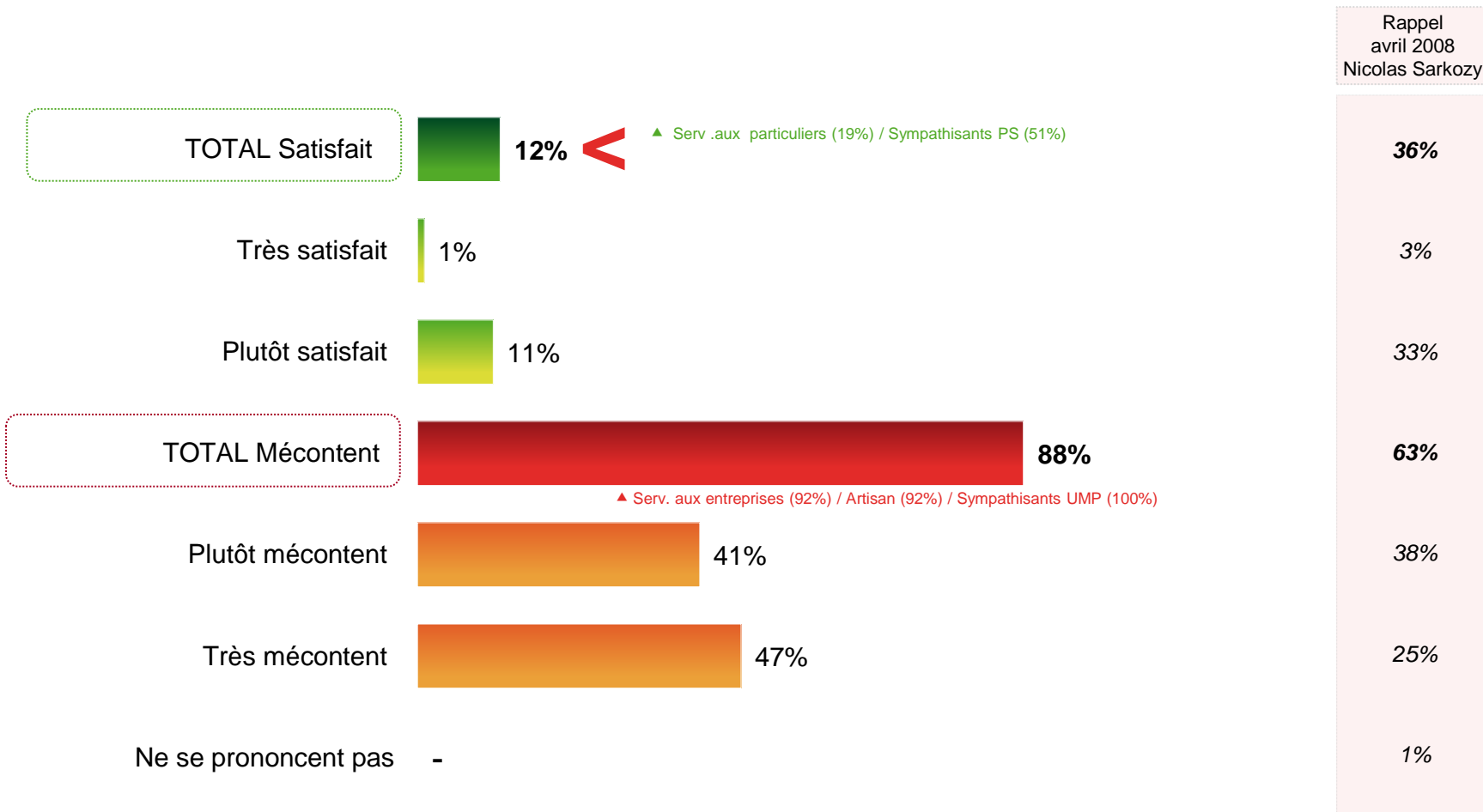
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

La satisfaction à l'égard de l'action de François Hollande depuis un an

Question

Au global, un an après l'élection de François Hollande comme président de la République, diriez-vous que vous êtes très satisfait, plutôt satisfait, plutôt mécontent ou très mécontent de son action ?

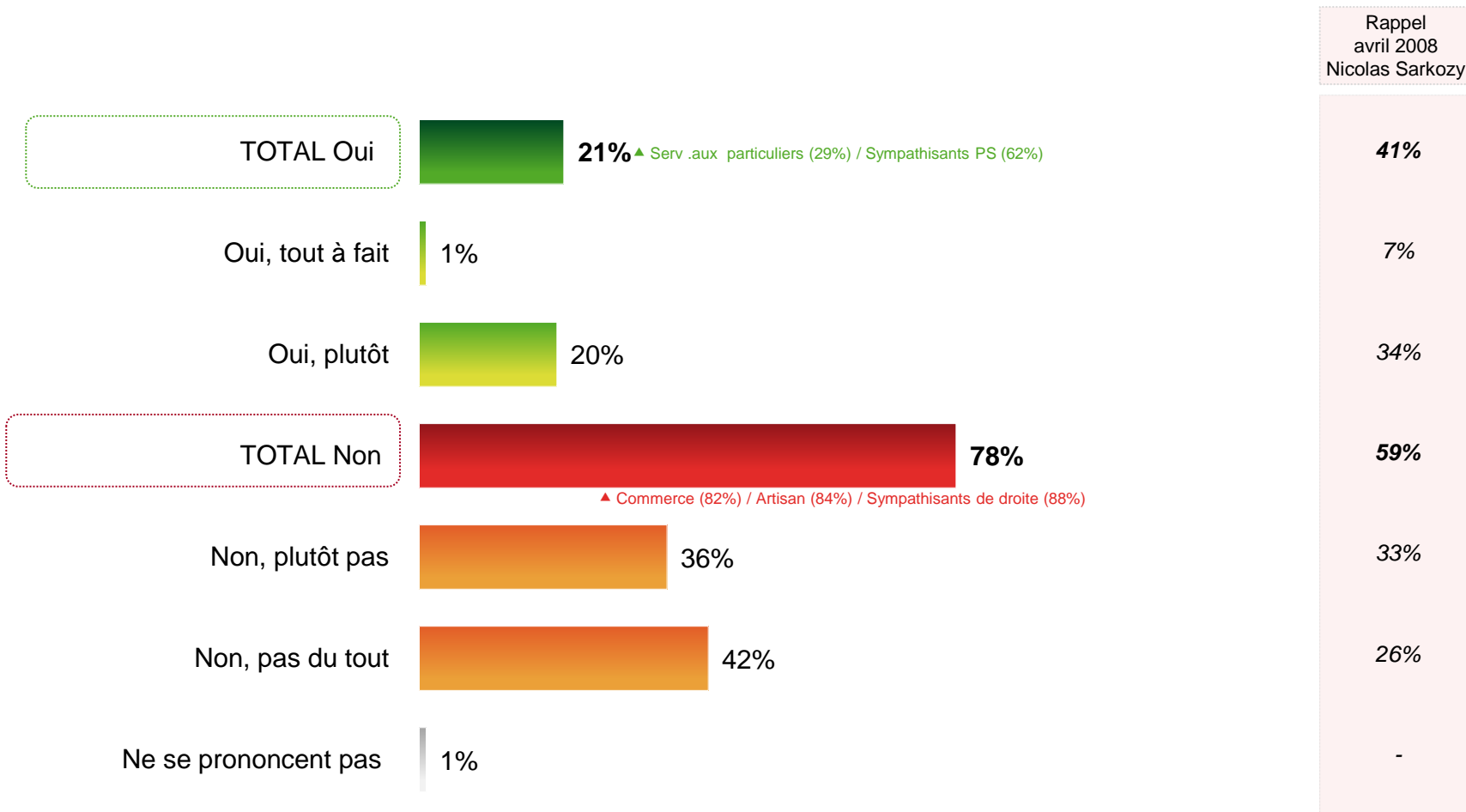


La satisfaction à l'égard de l'action du Président de la République s'établit à un niveau plus bas encore que la confiance globale dans le gouvernement (12% contre 14%). Si à la même époque, son prédécesseur, Nicolas Sarkozy suscitait lui aussi un mécontentement majoritaire (64%), les patrons de TPE étaient quand même plus d'un tiers à lui témoigner leur satisfaction (36%).

La tenue des engagements durant l'année écoulée

Question

Selon vous, François Hollande a-t-il tenu, durant l'année écoulée, les engagements qu'il avait pris durant la campagne électorale ?

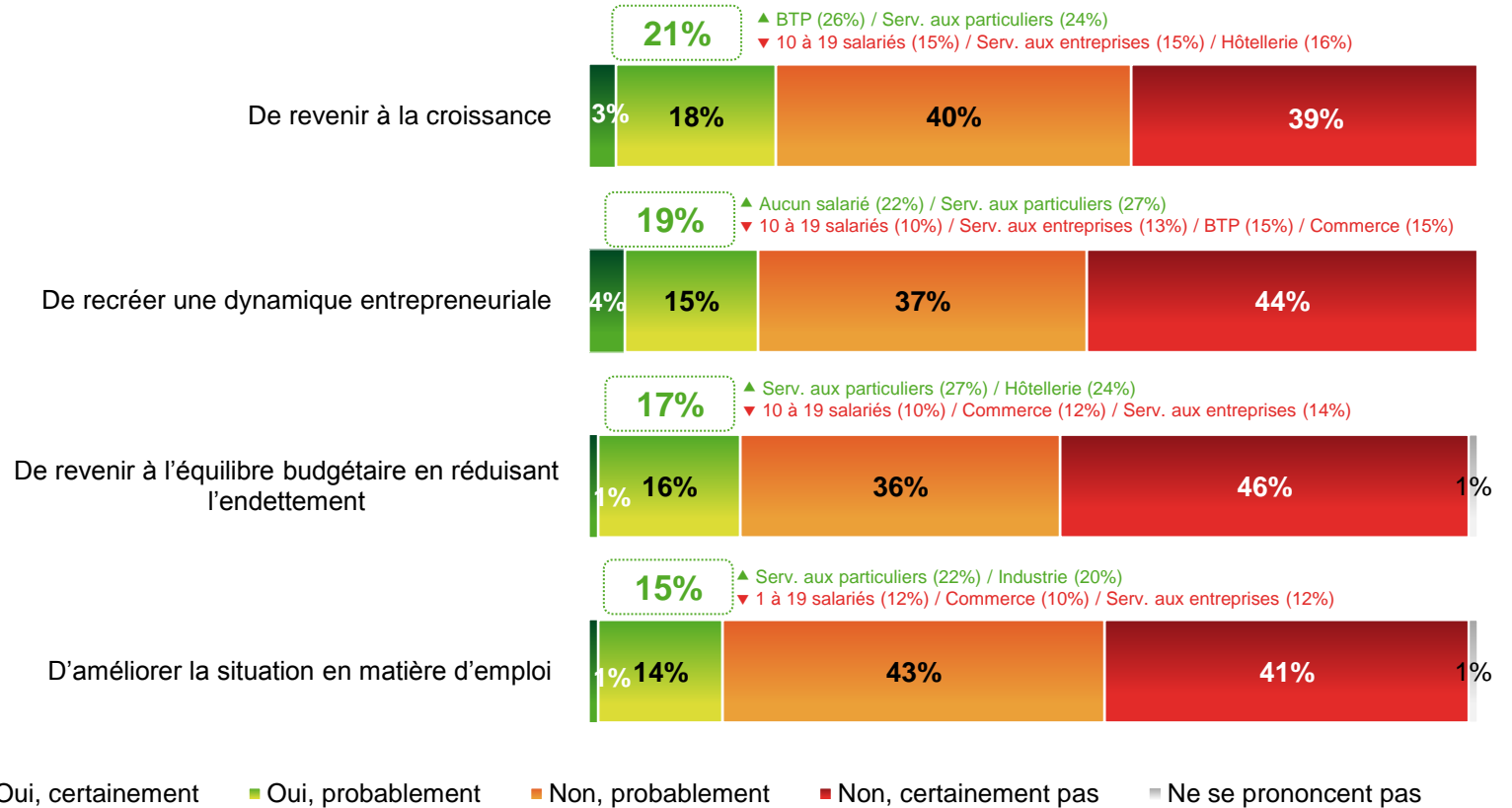


Lors de sa campagne, François Hollande avait affiché 60 promesses aux citoyens. Un an après son élection, seul un dirigeant sur cinq estime que ces engagements ont été tenus, soit un score de 20 points inférieur à celui enregistré par Nicolas Sarkozy en 2008. Ainsi, si la déception se ressentait dans les deux cas, il est particulièrement marqué pour l'actuel président de la République. Il reste cependant 4 ans qui permettront de suivre l'évolution de cet indicateur.

Le pronostic sur les succès de François Hollande et de son gouvernement d'ici 2017 dans différents domaines

Question

Et estimez-vous que les orientations prises par François Hollande et son gouvernement permettront d'ici 2017... ?



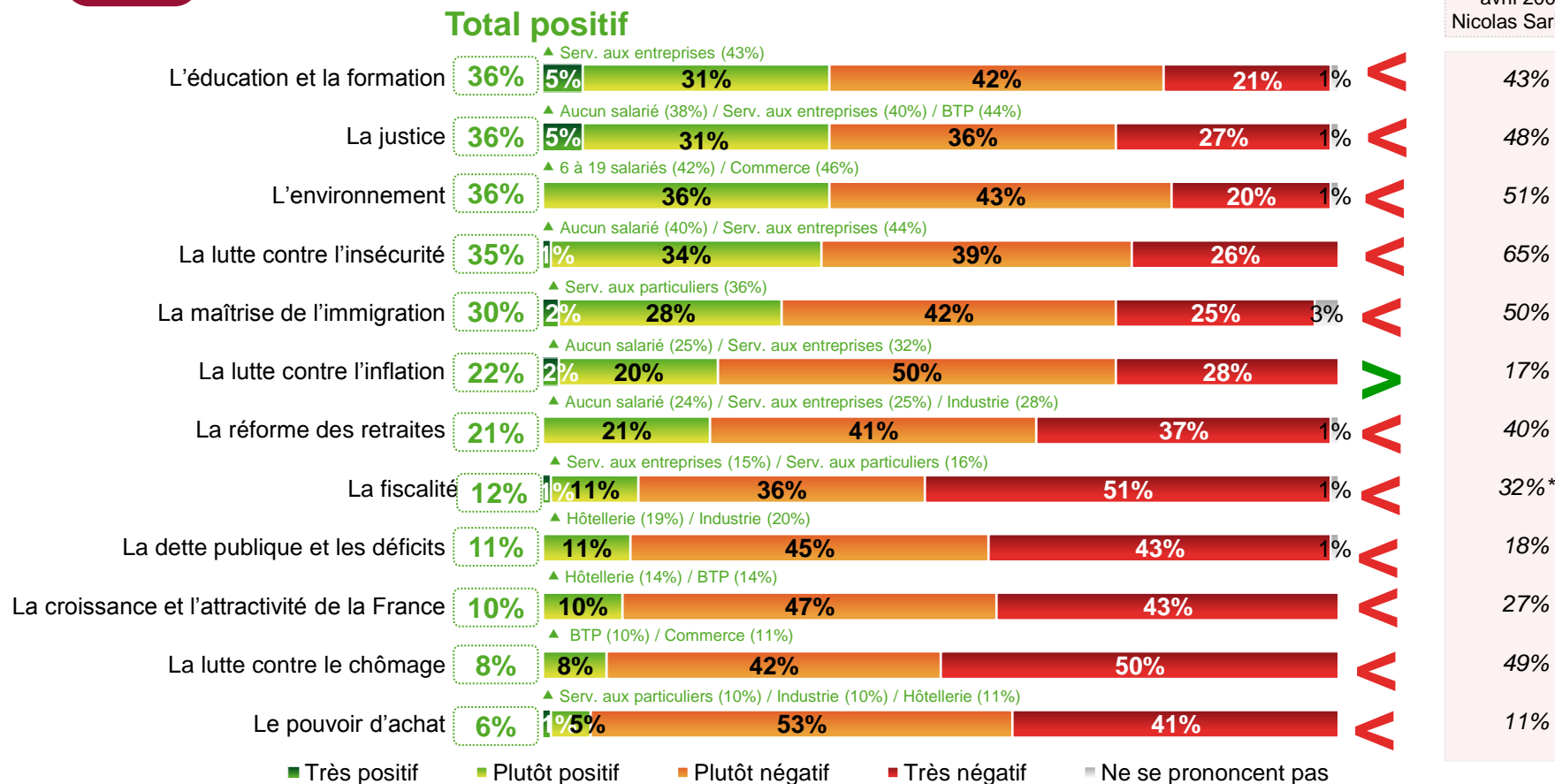
Au-delà de la question du travail accompli depuis un an, la confiance accordée par les chefs d'entreprise au chef de l'Etat pour redresser la situation d'ici la fin de son mandat se révèle faible, en particulier en ce qui concerne l'amélioration de la situation en matière d'emploi (15%) et le retour à l'équilibre budgétaire (17%). Au lendemain des Assises de l'Entreprenariat, 19% des dirigeants interrogés seulement comptent sur la création d'une dynamique entrepreneuriale avant 2017 grâce à l'action gouvernementale. Enfin, seul un sur cinq estime un retour à la croissance dans les 4 ans à venir. On relève un peu plus d'optimisme auprès des patrons non employeurs et dans les services aux particuliers, secteur où les emplois continuent de se développer.

Le bilan de François Hollande par domaines d'action

Question

Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que le bilan de François Hollande depuis un an est ... ?

Rappel
 avril 2008
 Nicolas Sarkozy



A l'instar des indicateurs précédents, le bilan de François Hollande par domaine d'action apparaît peu satisfaisant, avec des niveaux systématiquement minoritaires et inférieurs à ceux du précédent président de la République un an après sa prise de fonction. Les jugements les plus positifs concernent l'éducation et la formation (36%, -7 points par rapport à Nicolas Sarkozy en 2008); la Justice (36%; -12 points), l'environnement (36%, -15 points) et la lutte contre l'insécurité (35%, -30 points sur cette dimension sur laquelle l'ancien président se distinguait particulièrement). La maîtrise de l'immigration est perçue favorablement par 30% des chefs d'entreprise (-20 points). La lutte contre l'inflation ne recueille que 22% d'opinions positives, mais ce score est le seul supérieur à ceux constatés en 2007 (+5 points). Au même niveau, 21% déclarent que les mesures prises pour les retraites depuis un an sont positives.

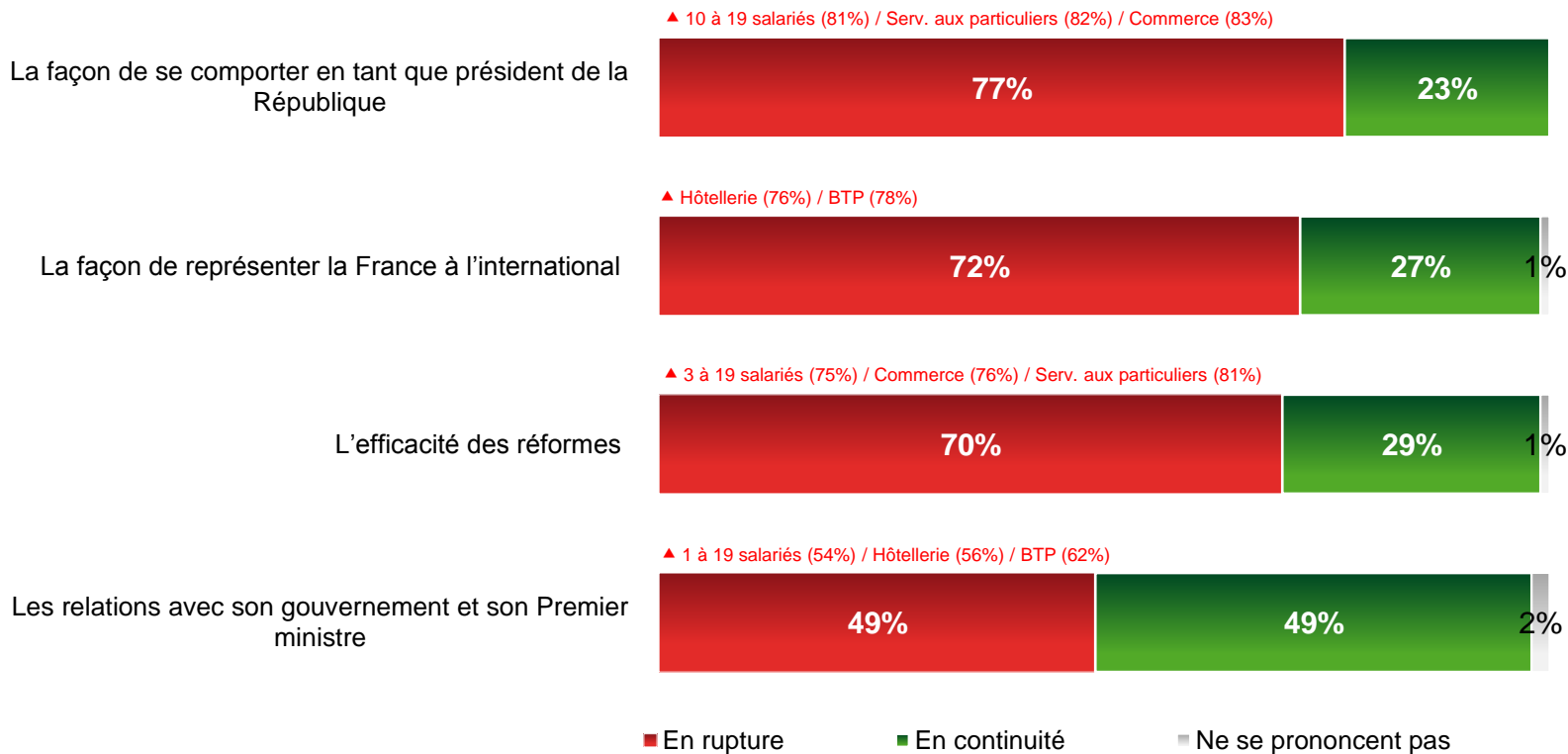
Les autres dimensions testées font l'objet d'une vision très critique, plus de 40% percevant un bilan très négatif : ainsi, 88% se montrent insatisfaits en ce qui concerne la fiscalité, 89% s'agissant de la dette et des déficits; 90% pour la croissance, 92% à l'égard de la lutte contre le chômage, et 94% sur le thème du pouvoir d'achat.

La perception du style politique de François Hollande

Question

Sur chacun des points suivants, diriez-vous que François Hollande, depuis un an, a plutôt été en rupture ou a plutôt été en continuité par rapport aux précédents présidents de la République en ce qui concerne... ?

Rappel
 avril 2008
 Nicolas Sarkozy

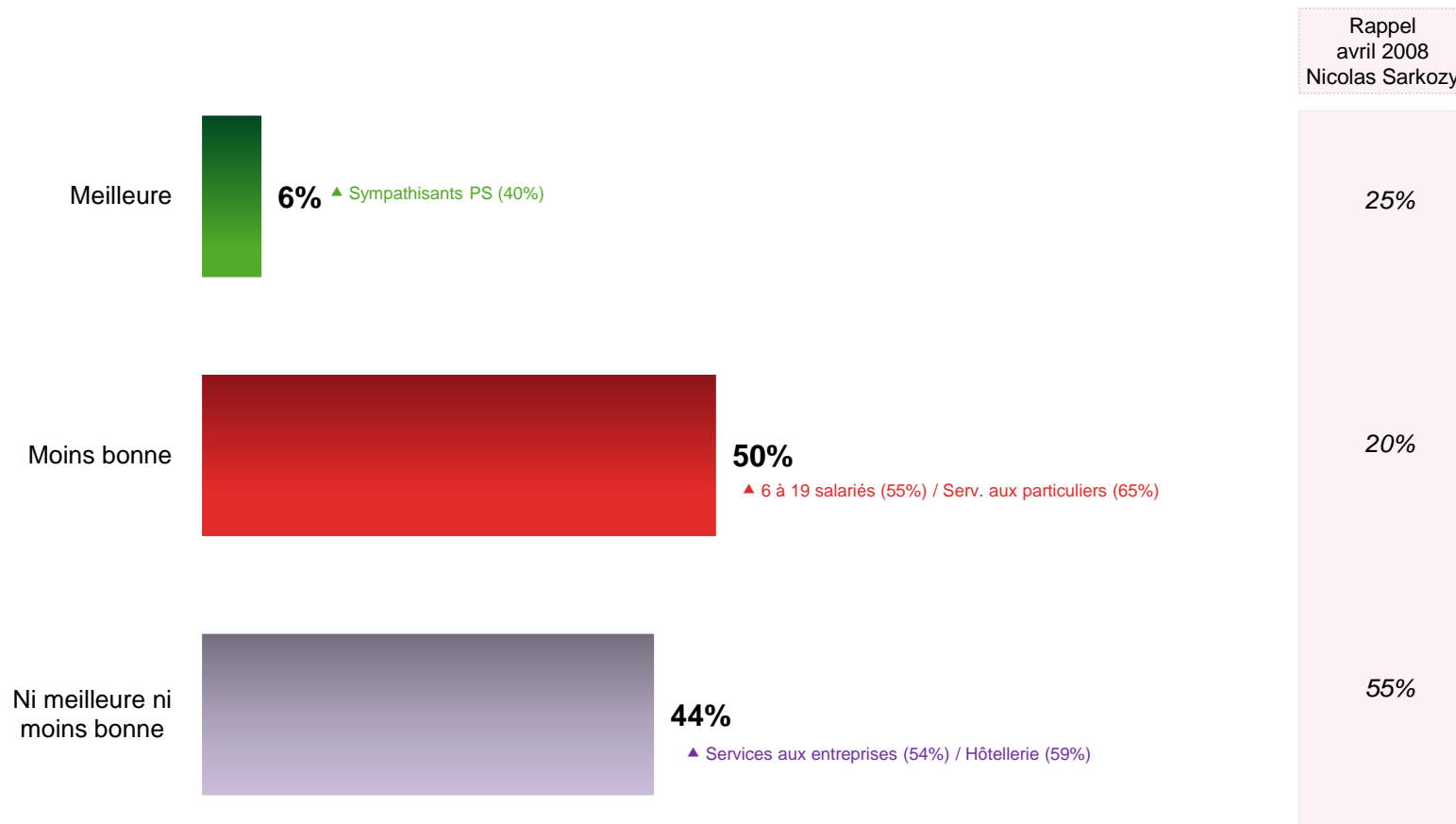


Tout comme Nicolas Sarkozy, François Hollande apparaît comme étant en rupture sur la façon de se comporter en tant que président de la République (77%, au même niveau que son prédécesseur en 2008), tandis que les avis sur les relations avec son gouvernement et son Premier ministre sont mitigés (49% contre 53% pour Nicolas Sarkozy). Une large majorité des dirigeants estime également qu'il se distingue sur la façon de représenter la France à l'international (72%, +12 points par rapport à Nicolas Sarkozy) ainsi que sur l'efficacité des réformes (70%, +14 points).

La perception de la façon de gouverner de François Hollande par rapport à ses prédécesseurs

Question

Et diriez-vous que, par rapport à ses prédécesseurs, la façon de gouverner de François Hollande est plutôt ... ?

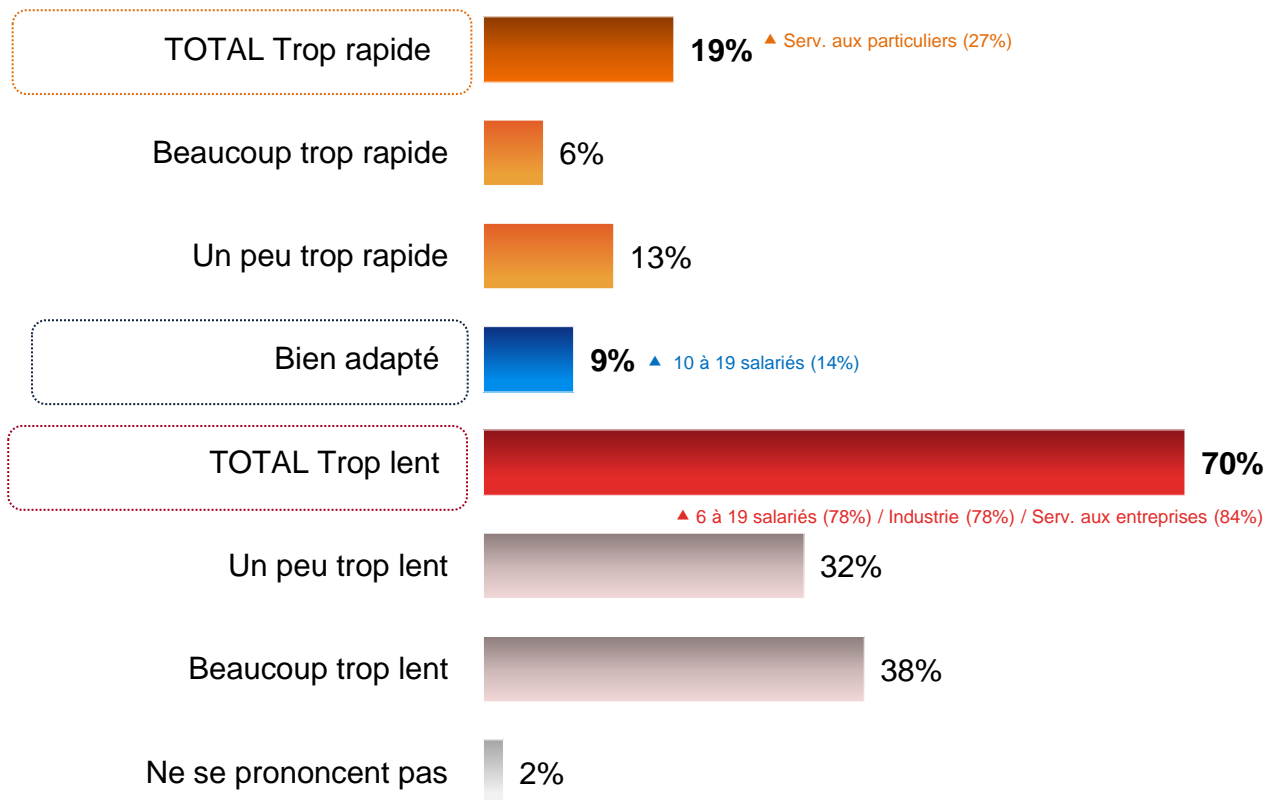


Cette différenciation s'entend dans un sens négatif pour la moitié des patrons de TPE, et même 55% dans les structures de 6 à 19 salariés et 65% dans les services aux particuliers. Seuls 6% jugent la façon de gouverner de François Hollande meilleure que celle de ses prédécesseurs (40% quand même parmi les sympathisants PS).

Le jugement sur le rythme des réformes

Question

Diriez-vous que le rythme des réformes de François Hollande est ... ?



Rappel
 avril 2008
 Nicolas Sarkozy

60%

33%

27%

26%

14%*

-

-

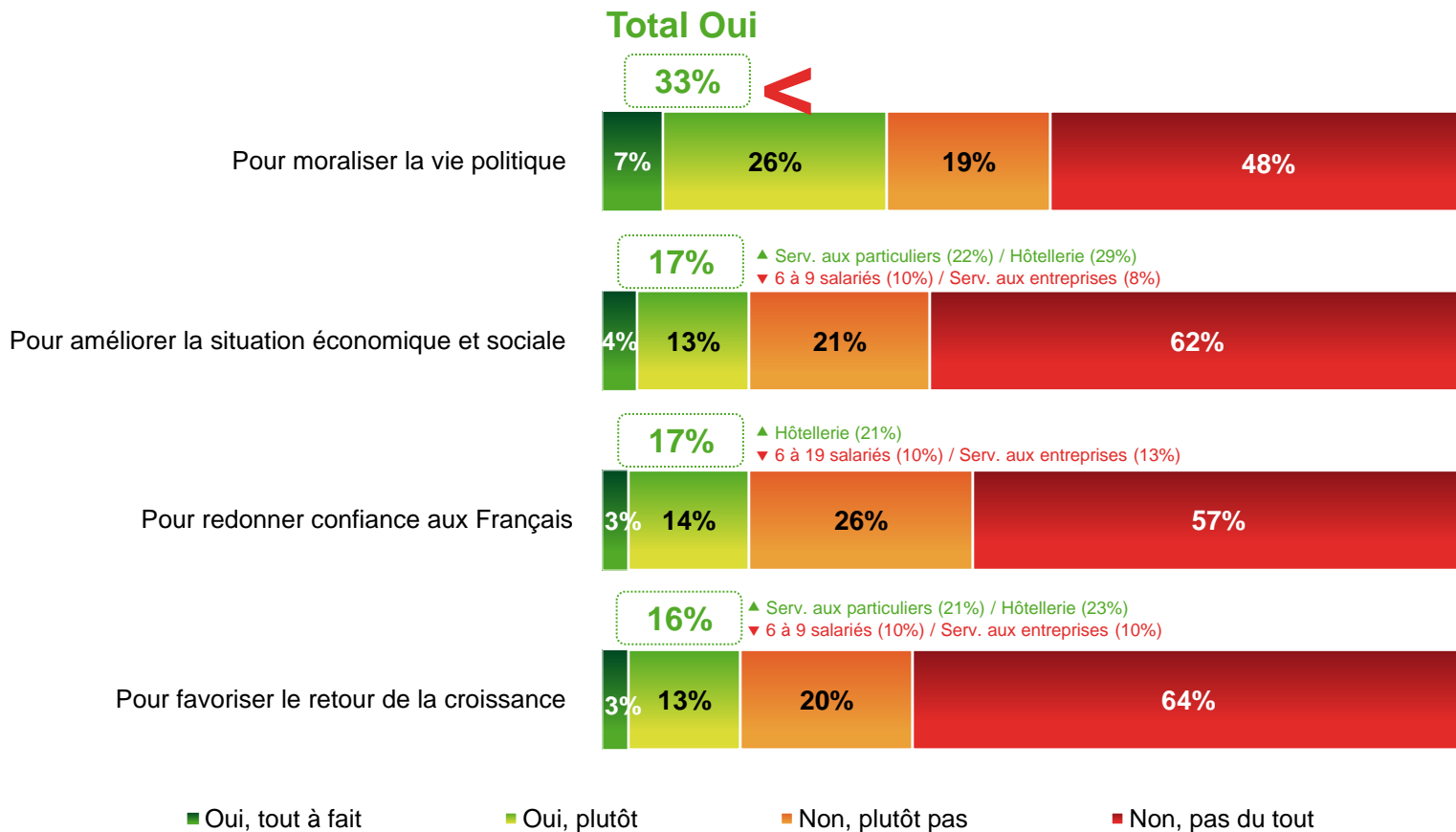
-

70% des chefs d'entreprises de moins de 20 salariés appellent le gouvernement à une accélération du rythme des réformes, dont 38% jugent même qu'il est actuellement beaucoup trop lent (44% dans les structures de 10 à 19 salariés et 61% dans les services aux entreprises). Notons quand même que 19% d'entre eux ont le sentiment de réformes trop rapides, plus spécifiquement dans le secteur des services aux particuliers (27%). 9% seulement des patrons interrogés déclarent que François Hollande a su trouver un rythme adapté aux enjeux actuels. En comparaison, ils étaient 60% en 2008 à trouver que Nicolas Sarkozy agissait trop vite, 26% au bon rythme et 14% pas assez rapidement.

La confiance en François Hollande pour réformer

Question

Diriez-vous que vous faites confiance à François Hollande pour mettre en place les réformes nécessaires.... ?



En lien logique avec l'évaluation de son bilan, les dirigeants de TPE ne font pas confiance à François Hollande pour favoriser le retour à la croissance (84%, dont 64% «pas du tout») et améliorer la situation économique et sociale (83%, dont 62% «pas du tout»), ni pour redonner confiance aux Français (83%, dont 57% «pas du tout»). Malgré les mesures annoncées récemment, seuls 33% estiment que la président de la république arrivera à moraliser la vie politique (contre 56% en 2008 pour Nicolas Sarkozy).

L'adéquation des réformes aux préoccupations des Français

Question

Concernant l'ensemble des réformes envisagées par François Hollande, diriez-vous plutôt qu'elles ... ?

Sont nécessaires et répondent aux attentes de changement des Français

12%

▲ Aucun salarié (14%) / Serv. aux entreprises (16%) / Serv. aux particuliers (16%)

Ne sont pas assez centrées sur les priorités des Français que sont l'emploi, la croissance et le pouvoir d'achat

88%

▲ 1 à 19 salariés (93%) / BTP (92%) / Commerce (95%)

Rappel
avril 2008
Nicolas Sarkozy

37%

63%

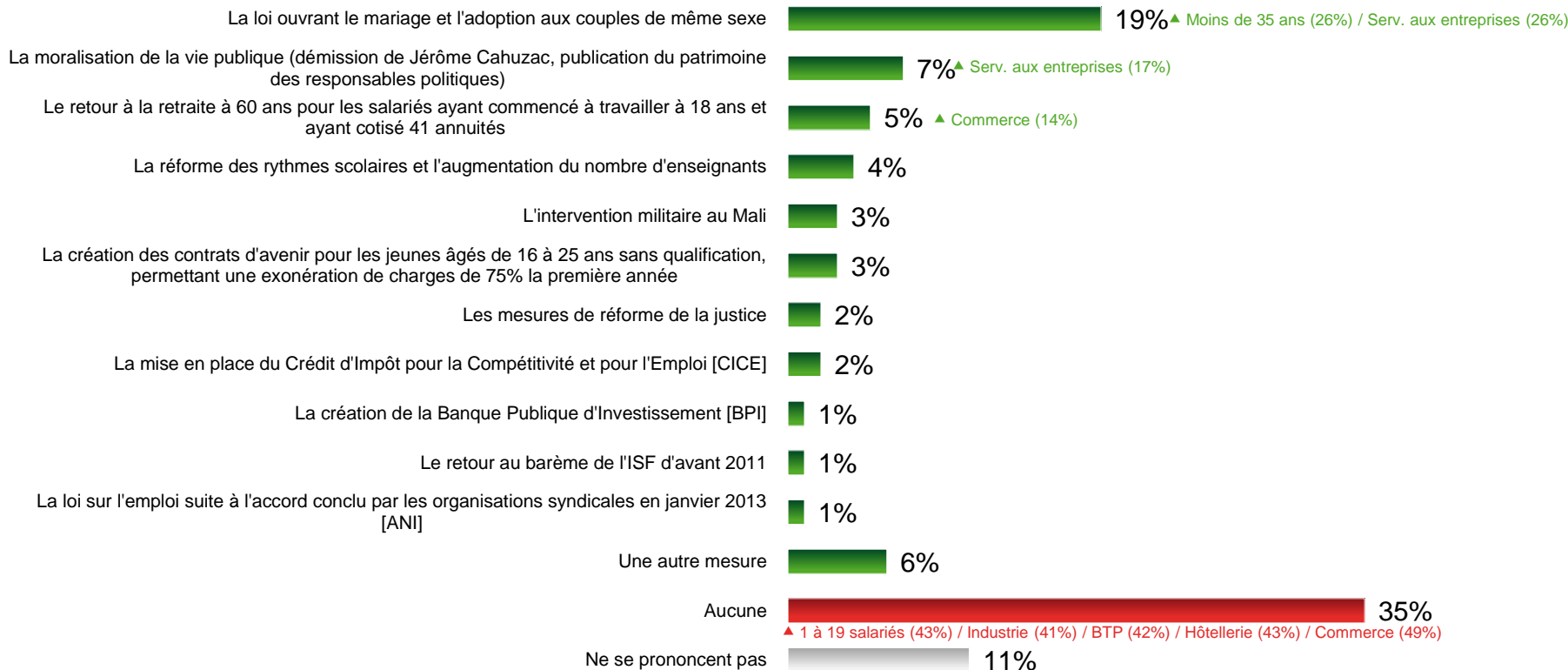
Corollaire du scepticisme sur la capacité de François Hollande à réformer, 88% des patrons de TPE estiment que les mesures envisagées ou mises en place ne sont pas assez centrées sur les priorités de Français que sont l'emploi, la croissance et le pouvoir d'achat. Ce score était déjà nettement majoritaire pour son prédécesseur, mais il s'accroît sensiblement (+25 points). Il atteint même 93% chez les employeurs et 95% dans le commerce.

La meilleure réforme de François Hollande depuis son élection

Question

Pour vous, quelle est la meilleure mesure prise par François Hollande et son gouvernement depuis qu'ils sont au pouvoir ?

Question ouverte – réponses spontanées



Invités à citer spontanément la meilleure mesure prise par François Hollande et son gouvernement depuis le début de leur mandat, plus d'un tiers des dirigeants interrogés déclare qu'aucun dispositif n'a su les convaincre depuis un an, une perception que l'on retrouve davantage chez les employeurs (43%), ainsi que dans l'industrie (41%), le BTP (42%), l'hôtellerie (43%) et le commerce (49%). On relève aussi que 11% ne parviennent pas à identifier d'action. La mesure la plus fréquemment mentionnée est la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe (19%, et même 26% parmi les jeunes de moins de 35 ans et dans les services aux entreprises).

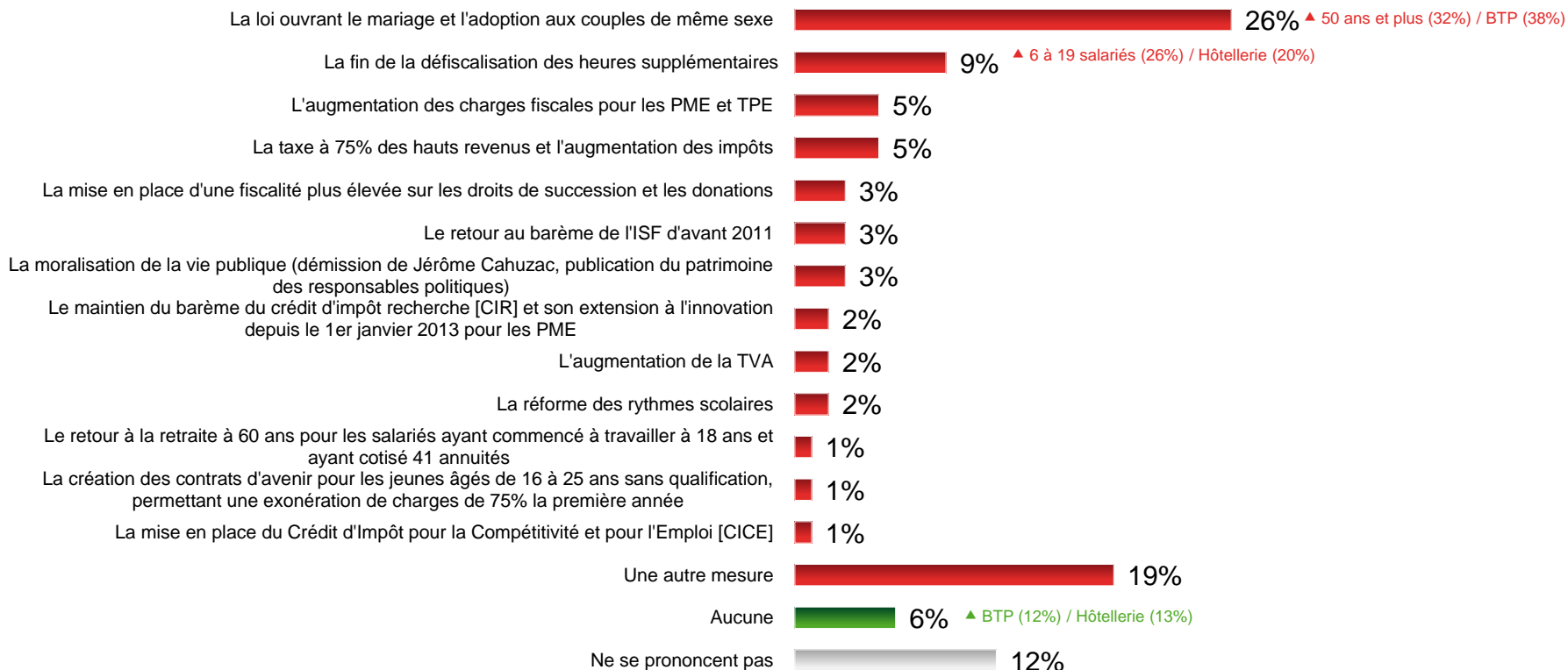
Nettement en-deçà, 7% évoquent la moralisation de la vie publique, 5% la possibilité de partir en retraite à 60 ans pour les salariés ayant cotisé 41 annuités, 4% la réforme des rythmes scolaires, 3% la création des contrats d'avenir, 3% également l'intervention française au Mali, 2% les mesures de réforme de la justice et 2% la mise en place du CICE. Les autres dispositifs mis en place recueillent moins de 1% de citations.

La moins bonne réforme de François Hollande depuis son élection

Question

Pour vous, quelle est la moins bonne mesure prise par François Hollande et son gouvernement depuis qu'ils sont au pouvoir ?

Question ouverte – réponses spontanées



Lorsqu'il s'agit de mentionner de façon spontanée l'action leur paraissant la plus critiquable, ils ne sont plus que 6% à juger qu'aucune mauvaise mesure n'a été prise depuis juin dernier (contre 35% qui n'identifient pas de mesure positive), et 12% ne se prononcent pas). Là aussi, la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe émerge en tête de classement (26%), plus fortement remise en cause par les patrons âgés de plus de 50 ans (32%) et ceux du BTP (37%). 10% des chefs d'entreprise mettent en exergue la fin de la défiscalisation des heures supplémentaires, qui les touche directement, cette proportion étant croissante selon la taille de l'entreprise, atteignant 26% dans les structures de 6 à 19 salariés, et se révélant également plus forte dans l'hôtellerie (20%). 5% évoquent l'augmentation des charges fiscales pour les TPE-PME et/ou la taxe à 75% des hauts revenus et l'augmentation des impôts. Plus marginalement, 3% des patrons citent la hausse de la fiscalité et les droits de succession et les donations, 3% le retour au barème de l'ISF d'avant 2011 et 2% le maintien du barème du CIR.

L'approbation de différentes mesures mises en place ou envisagées par le gouvernement

Question

Pour chacune des actions ou mesures suivantes mises en place ou envisagées par François Hollande et le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, diriez-vous que c'est une bonne ou une mauvaise mesure?

Le maintien du barème du crédit d'impôt recherche et son extension à l'innovation depuis le 1er janvier 2013 pour les PME

Les contrats de génération permettant des exonérations de charges pour l'embauche d'un jeune de moins de 26 ans et le maintien dans l'emploi d'un senior de plus de 57 ans

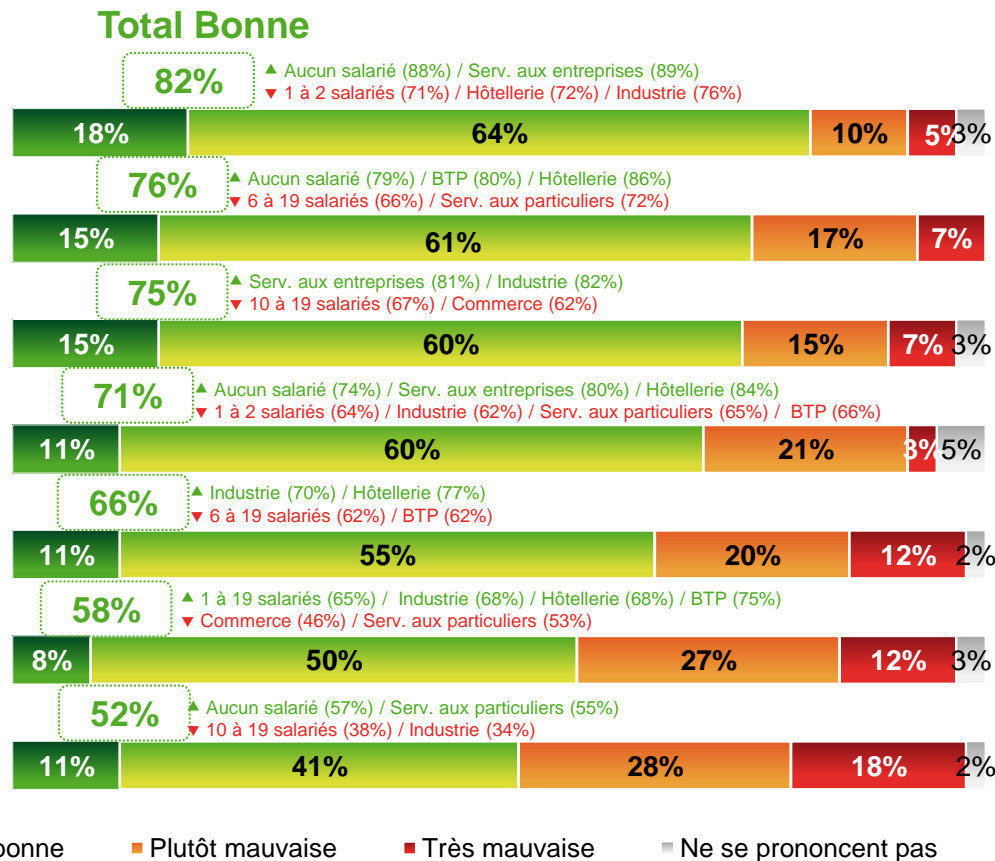
La création du PEA PME pour favoriser le financement des petites et moyennes entreprises

La création d'une bourse des PME

La mise en place du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et pour l'Emploi avec la possibilité d'en bénéficier dès 2013

La création de la banque publique d'investissement ou BPI

La mise en place des emplois d'avenir



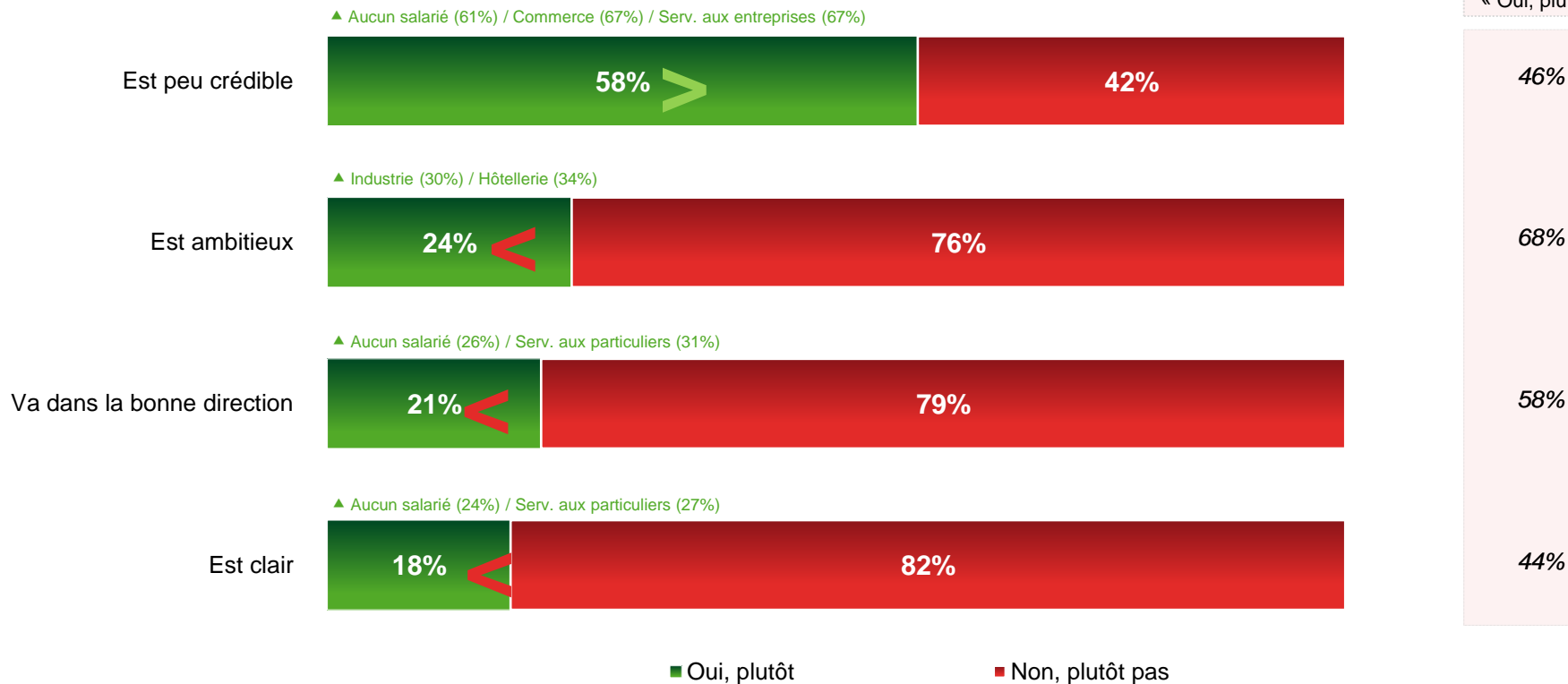
Si les perceptions des mesures prises depuis un an qui émergent en spontané sont globalement sévères, les dispositifs déjà en place ou envisagés à destination des PME recueillent tous un accueil favorable. Le maintien du barème du crédit d'impôt recherche et son extension à l'innovation pour les PME depuis le 1^{er} janvier 2013 apparaît comme l'action la plus positive (82%). Plus des trois quarts des chefs d'entreprise approuvent également la création des contrats de génération (76%) et celles du PEA PME (75%). On relève aussi qu'une large proportion d'entre eux voient la création d'une bourse des PME (71%) et du CICE (66%) comme une bonne chose. Bien que plus mitigés, les jugements sur la BPI (58%) et les emplois d'avenir (52%) sont majoritairement positifs.

Les jugements sur le projet de François Hollande

Question

Et au global, après un an d'exercice de François Hollande comme président de la République, diriez-vous que son projet pour la France...?

Rappel
 avril 2008
 Nicolas Sarkozy
 « Oui, plutôt »



D'une manière générale, les chefs d'entreprise reprochent au projet de François Hollande pour la France son manque de clarté (82% contre 56% en 2008 s'agissant de la vision de son prédécesseur), plus de la moitié le jugeant de surcroît peu crédible (58%). Seule une faible part d'entre eux estiment que ce projet est ambitieux (24%) et va dans la bonne direction (21%). Sur ces deux dernières dimensions, Nicolas Sarkozy se distinguait au contraire très positivement (respectivement 68% et 58%).

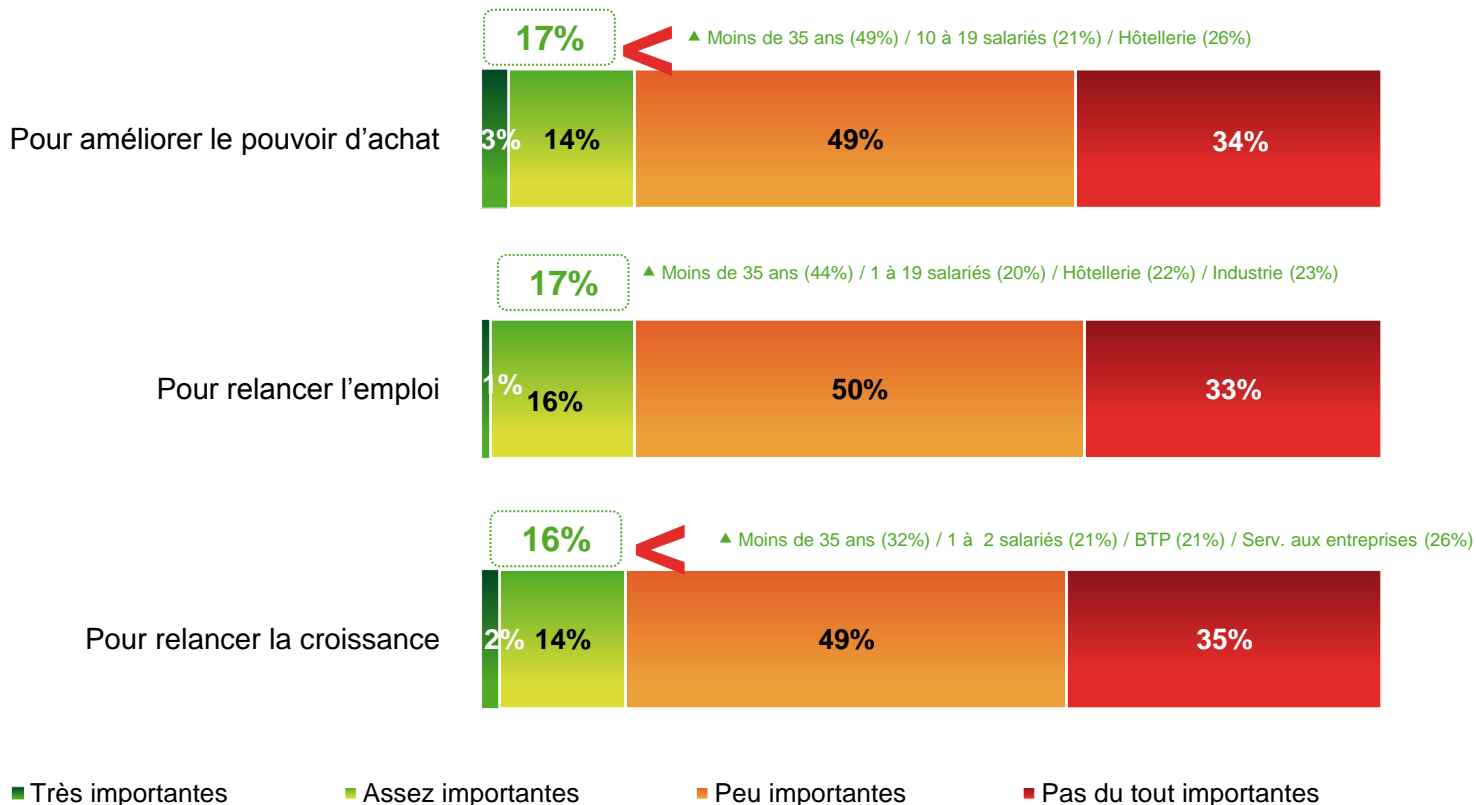
Les marges de manœuvre de François Hollande et de son gouvernement dans différents domaines

Question

Selon vous, François Hollande et son gouvernement ont-ils des marges de manœuvre importantes ou pas importantes...?

Rappel
 avril 2008
 Nicolas Sarkozy
 « Total importantes »

Total Importantes



33%

Non posé

36%

Malgré la sévérité dont ils font preuve à l'encontre du gouvernement, les patrons interrogés reconnaissent que, dans le contexte actuel, celui-ci dispose de peu de marges de manœuvre, que ce soit pour relancer la croissance (16%) et l'emploi (17%) ou pour améliorer le pouvoir d'achat (17%). Ces leviers sont jugés plus importants par les jeunes entrepreneurs et dans le secteur de l'hôtellerie.

Base : patrons de TPE déclarant avoir pris connaissance de l'accord

L'efficacité de différentes mesures pour moraliser la vie politique

Question

Diriez-vous que chacune des mesures suivantes serait plutôt efficace ou plutôt pas efficace pour améliorer le fonctionnement de la vie politique ?

Rappel
 Ifop/JDD*
 avril 2013
 « Oui, plutôt »

L'interdiction pour le Ministère de la Justice de donner des instructions individuelles dans les affaires judiciaires

▲ Aucun salarié (59%) / Serv. aux entreprises (63%)



61%

La publication automatique des déclarations de patrimoine des ministres, sénateurs et députés

▲ 1 à 19 salariés (22%) / Industrie (27%) / Hôtellerie (31%)



76%

■ Plutôt efficace ■ Plutôt pas efficace ■ Ne se prononcent pas

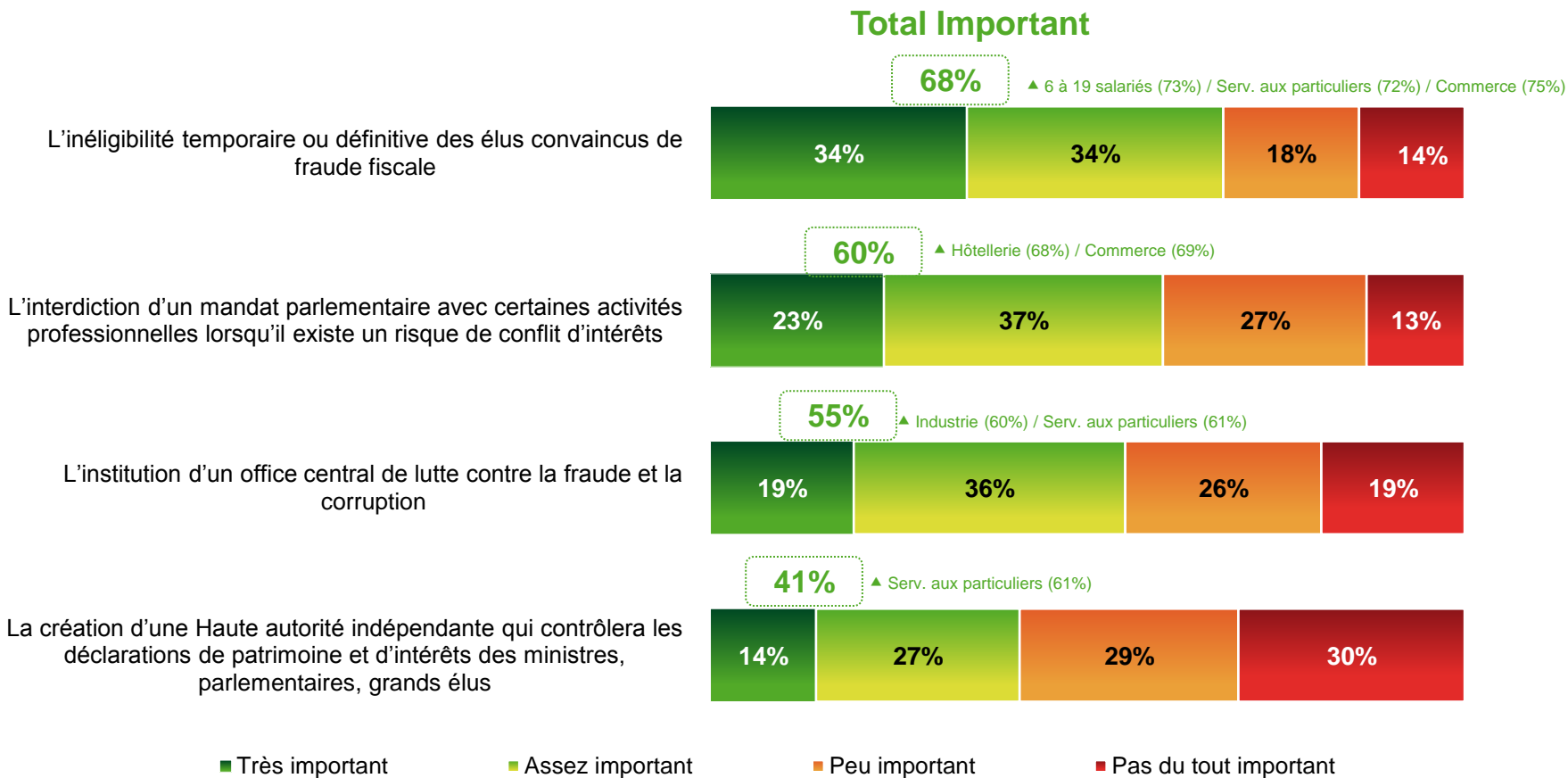
Réalisée à l'issue de l'affaire Cahuzac, cette nouvelle vague du baromètre des TPE fait clairement apparaître que les dirigeants ne croient pas que la publication des patrimoines des élus permettra d'améliorer le fonctionnement de la vie politique (82%). Leurs jugements se révèlent très partagés s'agissant de l'interdiction pour le Ministère de la Justice de donner des instructions individuelles dans les affaires judiciaires, 55% jugeant cette proposition efficace contre 44% qui expriment un avis contraire.

* Etude Ifop pour Le Journal du Dimanche, réalisée par téléphone du 4 au 5 avril 2013, auprès d'un échantillon de 1006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas

L'impact des mesures annoncées par François Hollande sur la moralisation de la vie politique

Question

Et pour chacune des mesures suivantes annoncées par François Hollande lors de son intervention du 10 avril, diriez-vous qu'elle va avoir un impact important ou pas important sur la moralisation de la vie politique ?



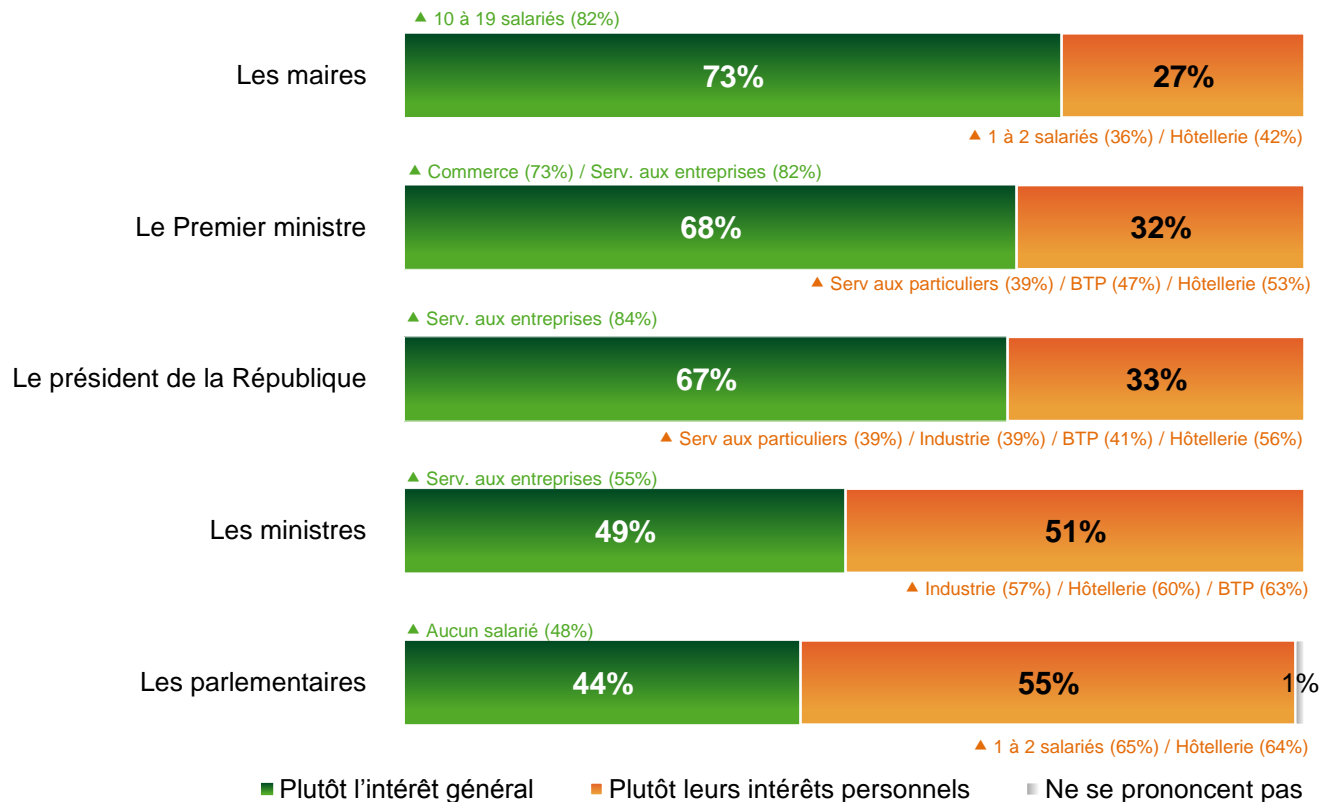
Les annonces de François Hollande sur les dispositifs visant à moraliser la vie politique reçoivent un accueil contrasté. Les interviewés adhèrent très largement à une inéligibilité temporaire ou définitive des élus convaincus de fraude fiscale (68%). Ils se prononcent également en faveur de l'interdiction d'un mandat parlementaire avec certaines activités professionnelles lorsqu'il existe un risque de conflit d'intérêts (60%) et de l'institution d'un office central de lutte contre la fraude et la corruption (55%). En revanche, seuls 41% jugent que la création d'une Haute Autorité indépendante aurait un impact important sur la moralisation de la vie politique.

La perception des intérêts poursuivis par différents acteurs

Question

Diriez-vous de chacun des acteurs suivant qu'ils défendent plutôt l'intérêt général ou plutôt leurs intérêts personnels ?

Rappel
février 2013

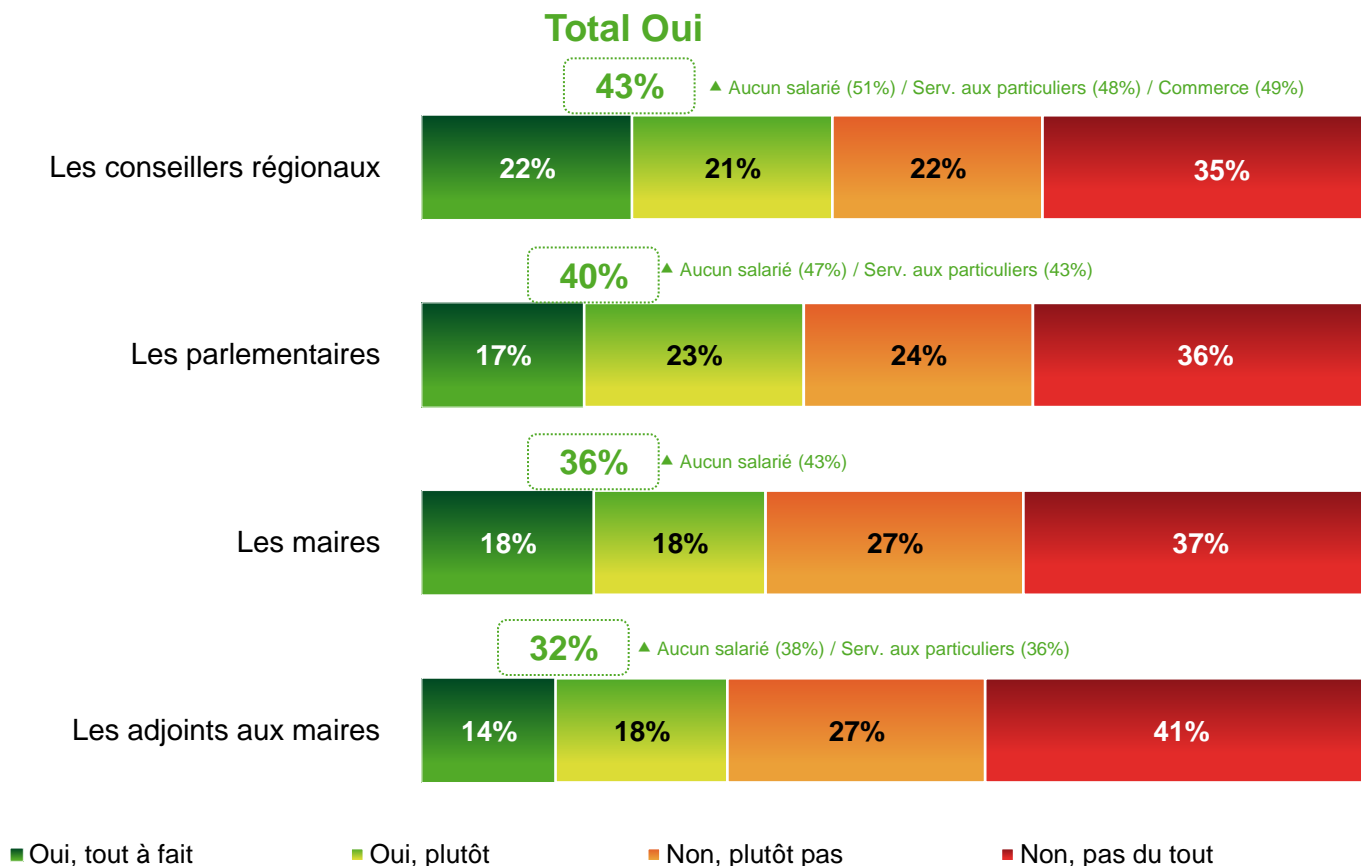


L'effet de l'actualité, et notamment des affaires Cahuzac et Guéant se ressent dans les jugements exprimés par les chefs d'entreprise sur les intérêts poursuivis par les politiques à différents niveaux. Les maires demeurent les acteurs les plus fréquemment perçus comme défendant d'abord l'intérêt général (73%, en recul quand même de 3 points en trois mois). Le Premier ministre connaît une nette progression, venant sans doute sanctionner positivement son attitude face à ces crises (68%, +9 points). Cet impact apparaît également dans une moindre mesure pour le président de la République (67%, +3 points). On n'observe pas de variation en revanche pour les ministres et les parlementaires, dont une majorité estime qu'ils poursuivent d'abord leurs intérêts personnels (respectivement 51% et 55%).

L'extension potentielle du champ des mesures proposées par François Hollande

Question

Pour chacun des acteurs suivants, diriez-vous qu'il serait nécessaire pour la moralisation de la vie politique qu'ils publient également l'état de leur patrimoine ?

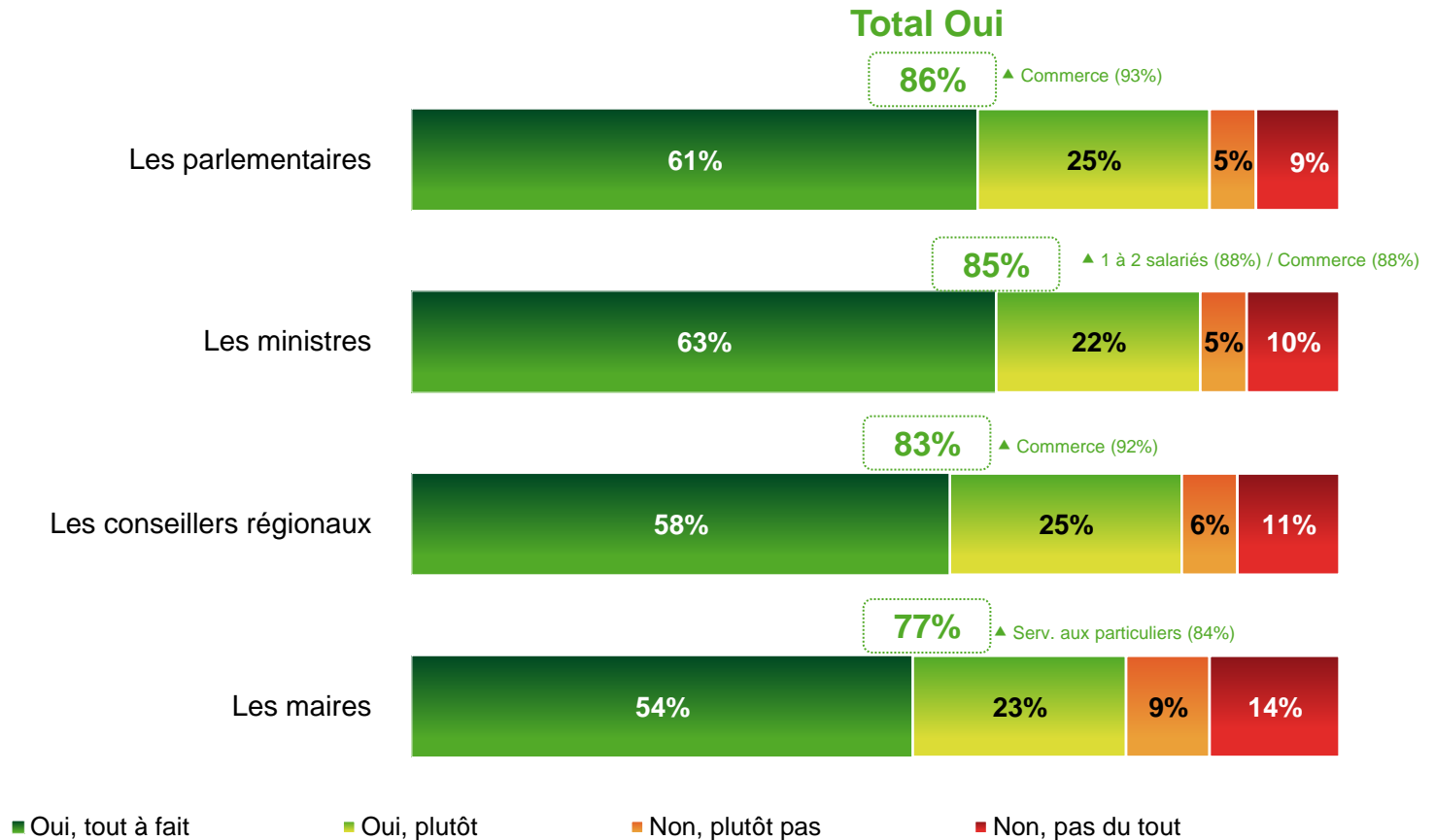


Les dirigeants n'adhèrent pas pour la plupart à la généralisation de la publication de l'état du patrimoine des élus. Une part non négligeable y est cependant favorable en ce qui concerne les conseillers régionaux (43%) et les parlementaires (40%). 36% déclarent également que cette mesure est nécessaire pour les maires et 32% pour leurs adjoints.

La nécessité pour différents acteurs de publier leurs rémunérations et remboursements de frais

Question

Toujours dans un objectif de transparence, diriez-vous pour chacun des acteurs suivants qu'il serait nécessaire pour la moralisation de la vie politique qu'ils publient l'état de toutes les rémunérations et les remboursements de frais qu'ils perçoivent dans le cadre de leurs différents mandats politiques et parapublics ?



La publication des rémunérations et remboursements de frais des élus est très largement plébiscitée par les interviewés dans un objectif de transparence et de moralisation de la vie politique. 86% souhaitent que les parlementaires se plient à cette obligation, ce score s'établissant à 85% pour les ministres, 83% pour les conseillers régionaux et 77% pour les maires.

La connaissances et l'appréciation de la place des ministres

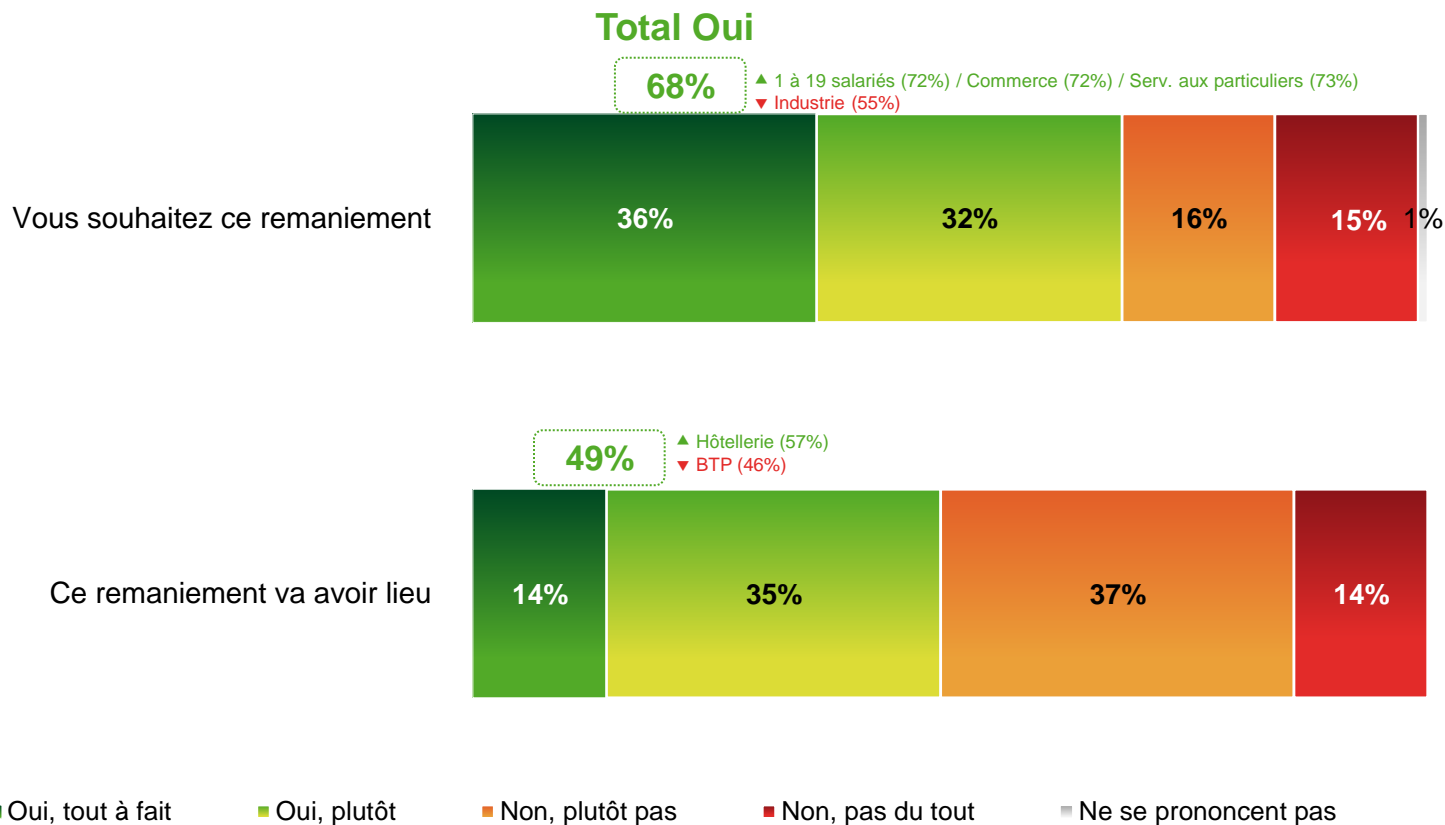
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le souhait et la probabilité d'un remaniement ministériel

Question

Une possibilité de remaniement ministériel est actuellement évoquée. Diriez-vous que... ?

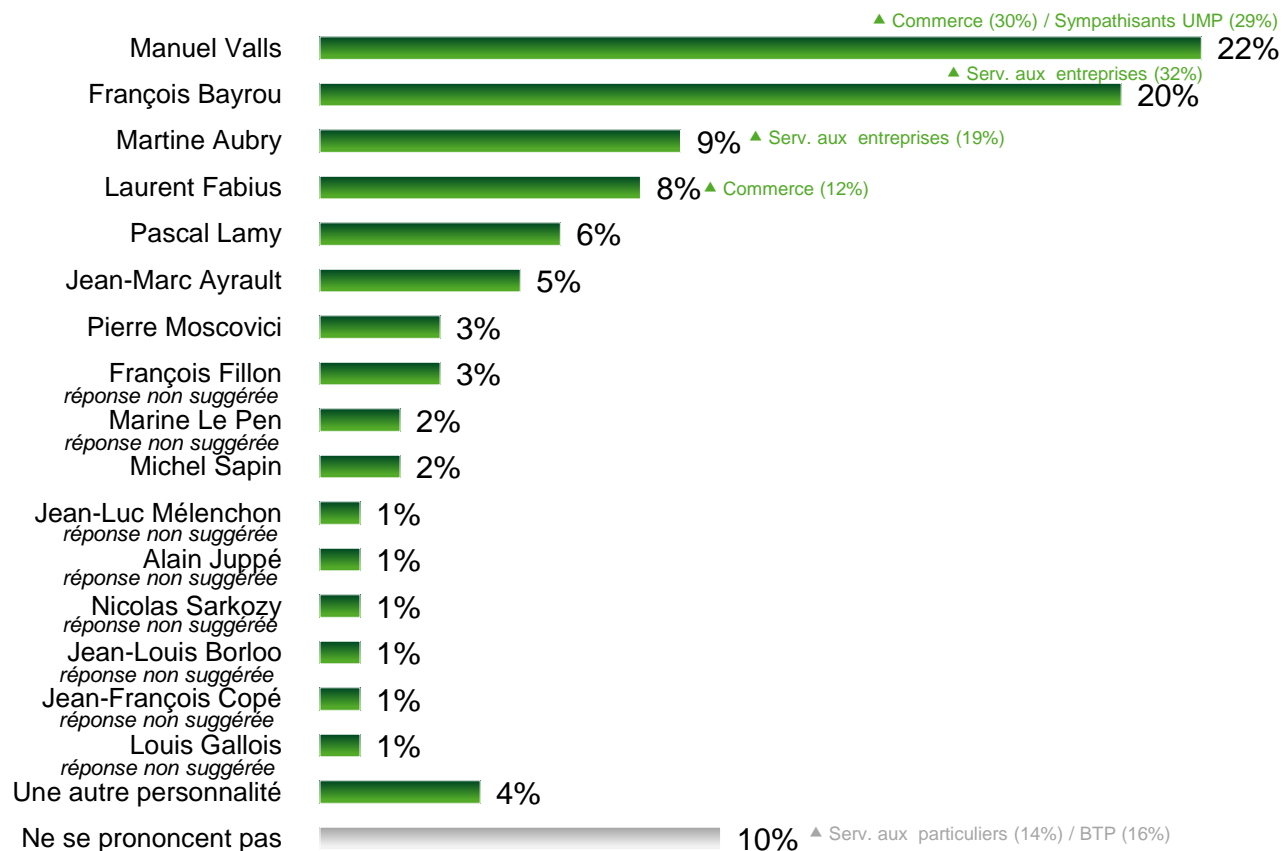


Le remaniement ministériel est attendu par deux tiers des chefs d'entreprise de moins de 20 salariés (68%), et même 72% des employeurs et 73% des interviewés dans le secteur des services aux particuliers. L'enquête ayant été réalisée pour l'essentiel avant l'interview de François Hollande annonçant que celui-ci aurait lieu, mais à moyen terme seulement, la moitié des interviewés pensaient que le président remanierait en effet la composition du gouvernement (49%).

Le Premier ministre souhaité en cas de remaniement ministériel

Question

Dans l'hypothèse d'un remaniement ministériel, quel Premier ministre souhaiteriez-vous voir nommé ?

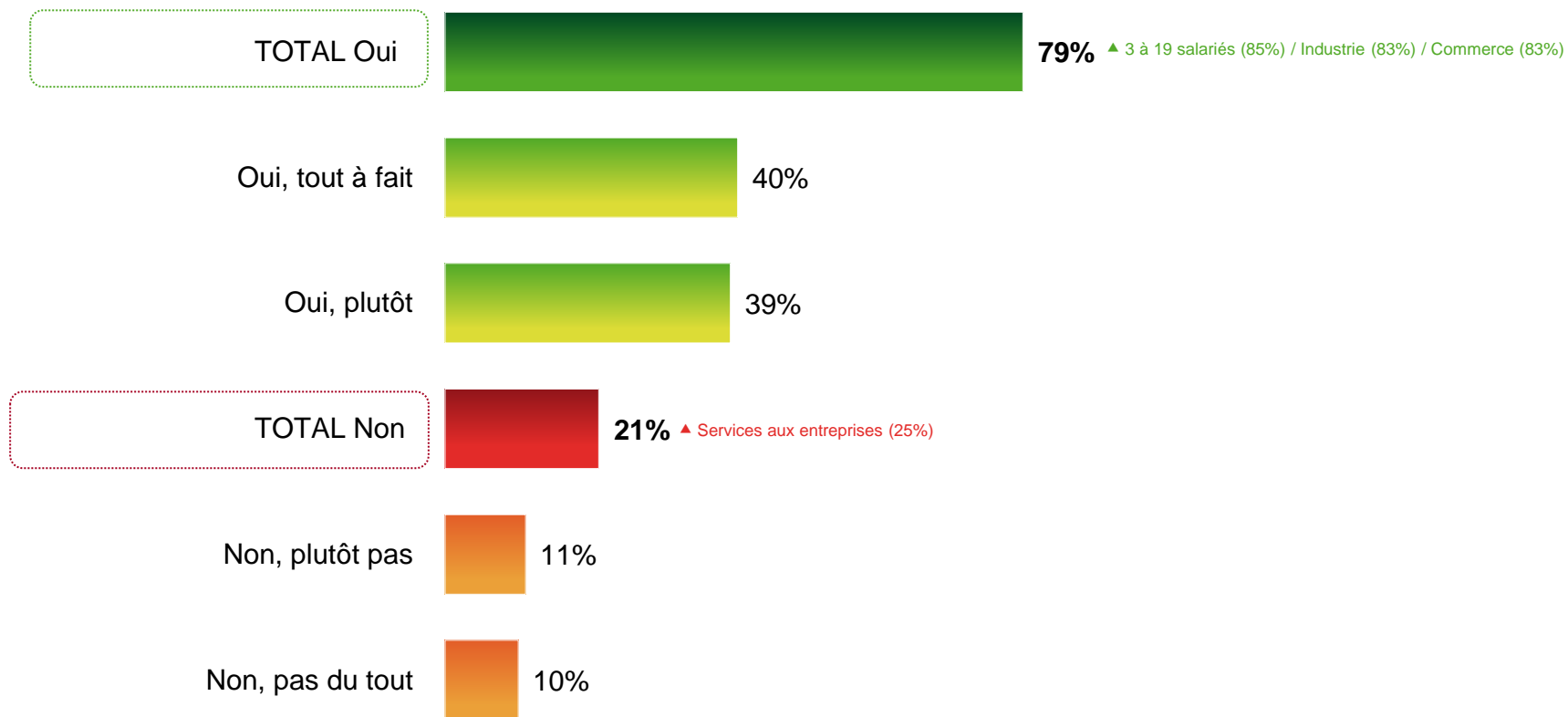


S'ils étaient consultés sur le choix du Premier ministre, seuls 5% des dirigeants interrogés reconduiraient Jean-Marc Ayrault. Deux personnalités se distinguent nettement du classement : Manuel Valls (22%, et même 2% parmi les sympathisants UMP) et François Bayrou (20%). Martine Aubry arrive au troisième rang avec 9% des citations, au même niveau que Laurent Fabius (8%). Viennent ensuite Pascal Lamy (6%), Jean-Marc Ayrault (5%), Pierre Moscovici (3%) et Michel Sapin (2%). Parmi les personnalités citées en clair, beaucoup appartiennent au camp de droite : on trouve aussi François Fillon (3%), Alain Juppé (1%), Nicolas Sarkozy (1%), Jean-Louis Borloo (1%) et Jean-François Copé (1%). Marine Le Pen émerge également, à hauteur de 2%. Dans le camp de gauche, sont cités Jean-Luc Mélenchon (1%) et Louis Gallois (1%).

Le souhait de faire entrer des personnes de la société civile dans le gouvernement

Question

Dans l'hypothèse d'un remaniement ministériel, souhaiteriez-vous que des personnes de la société civile entrent au gouvernement ?

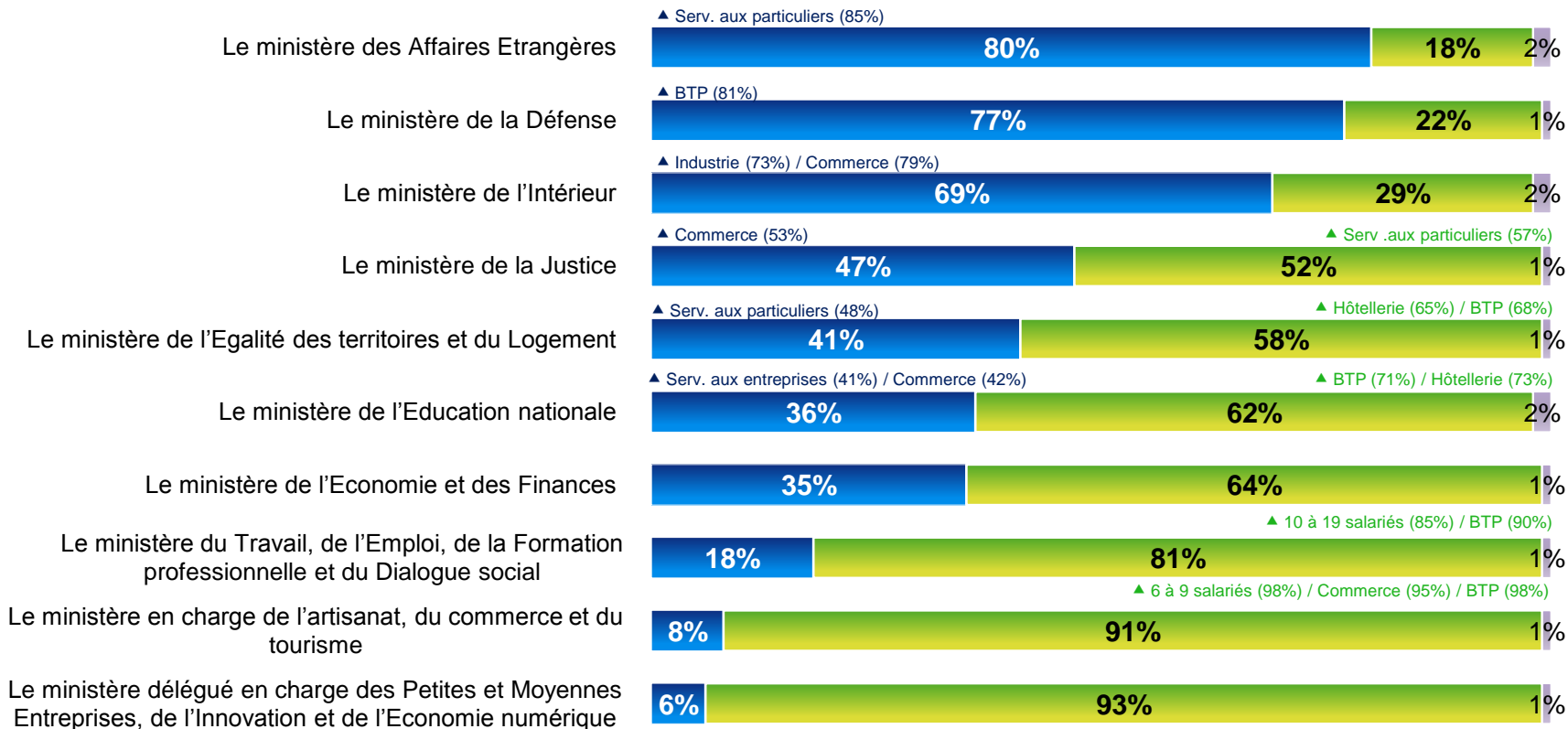


Les patrons de TPE approuvent très largement la proposition de faire entrer au gouvernement des personnes de la société civile (79%, dont 40% « tout à fait »), cette adhésion étant encore plus marquée dans les structures de 3 à 19 salariés (85%). 21% d'entre eux rejettent néanmoins cette idée, plus particulièrement dans les services aux entreprises (25%).

La préférence entre des personnalités politiques ou des personnes de la société civile selon le Ministère

Question

Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que vous souhaitez que les postes de ministre soient plutôt occupés par des personnalités politiques ou par des personnes de la société civile ?



■ Par une personnalité politique
 ■ Par une personne de la société civile
 ■ Indifféremment l'une ou l'autre (non suggéré)

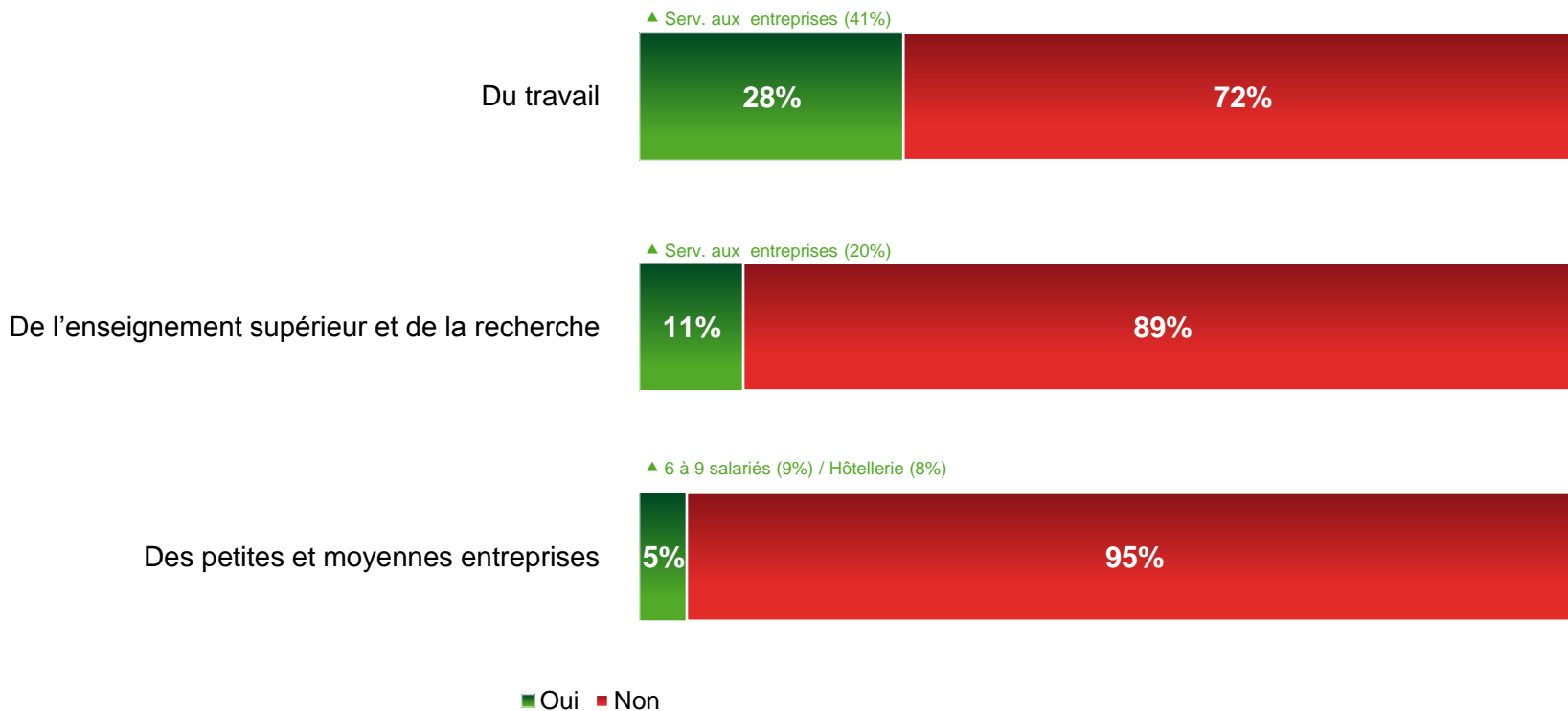
Parmi les dirigeants souhaitant que le gouvernement intègre des personnes de la société civile, on voit apparaître une hiérarchie claire des ministères que ces dernières pourraient occuper et de ceux qui restent réservés aux personnalités politiques :

- Les interviewés expriment ainsi nettement leur préférence pour les personnes de la société civile s'agissant des postes directement liés à l'emploi et à l'économie, soit les ministères des PME, de l'innovation et de l'économie numérique (93%), de l'Artisanat, du commerce et du tourisme (91%), du Travail (81%) ainsi que de l'Economie et des Finances (64%). Une majorité souhaite aussi qu'ils qu'elles soient à la tête des Ministères de l'Education nationale (62%), de l'Egalité des territoires et du Logement (58%).
- Le Ministère des Affaires Etrangères (80%), le Ministère de la Défense (77%) et le Ministère de l'Intérieur (69%) restent en revanche l'apanage des élus.
- Les opinions sont divisées sur le Ministère de la Justice, 52% souhaitant qu'il revienne à une personne de la société civile et 47% à un politique.

La connaissance des différents ministres

Question

Connaissez-vous le nom du ministre en charge... ?

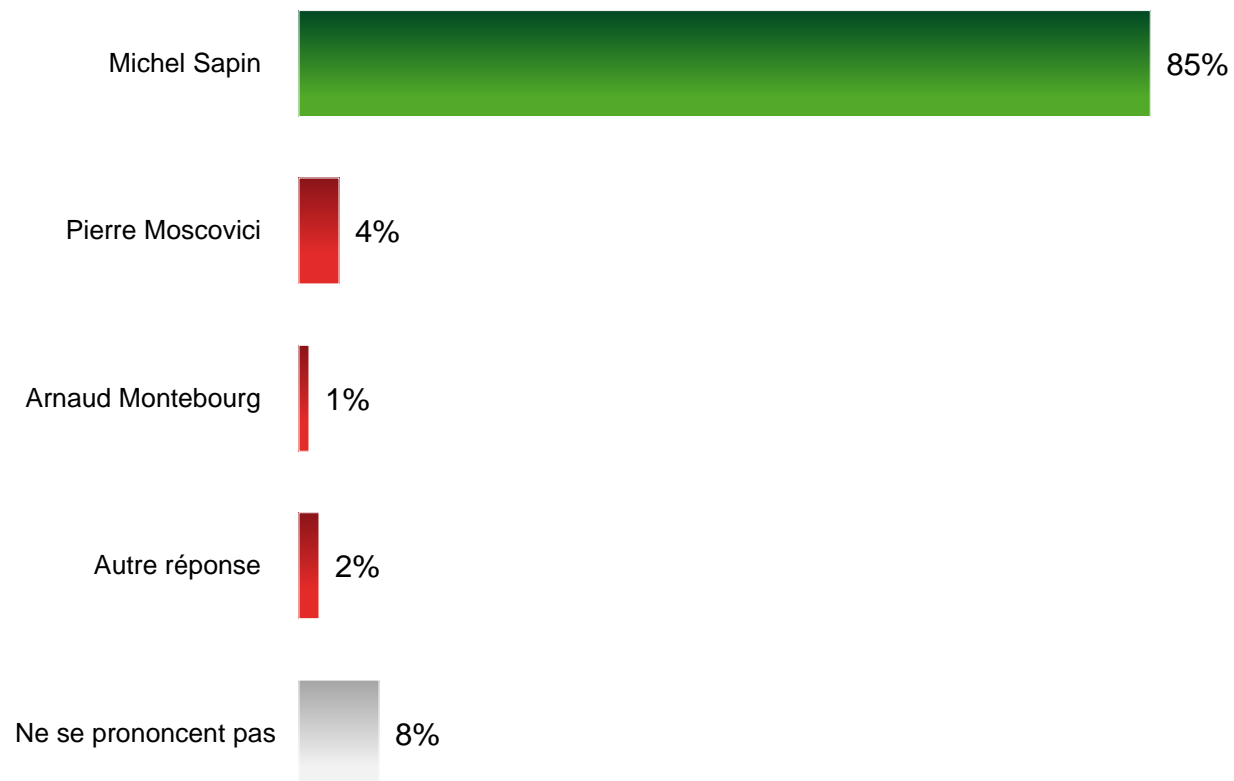


La connaissance du nom des ministres est très faible : en effet, 28% seulement des dirigeants de TPE déclarent savoir qui occupe le ministère du Travail. Ils ne sont que 11% à penser pouvoir citer le nom du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Plus préoccupant, seuls 5% d'entre eux estiment être en mesure de nommer le nom du ministre en charge des PME.

Le ministre en charge du Travail

Question

Pouvez-vous nommer le ministre en charge du Travail ?

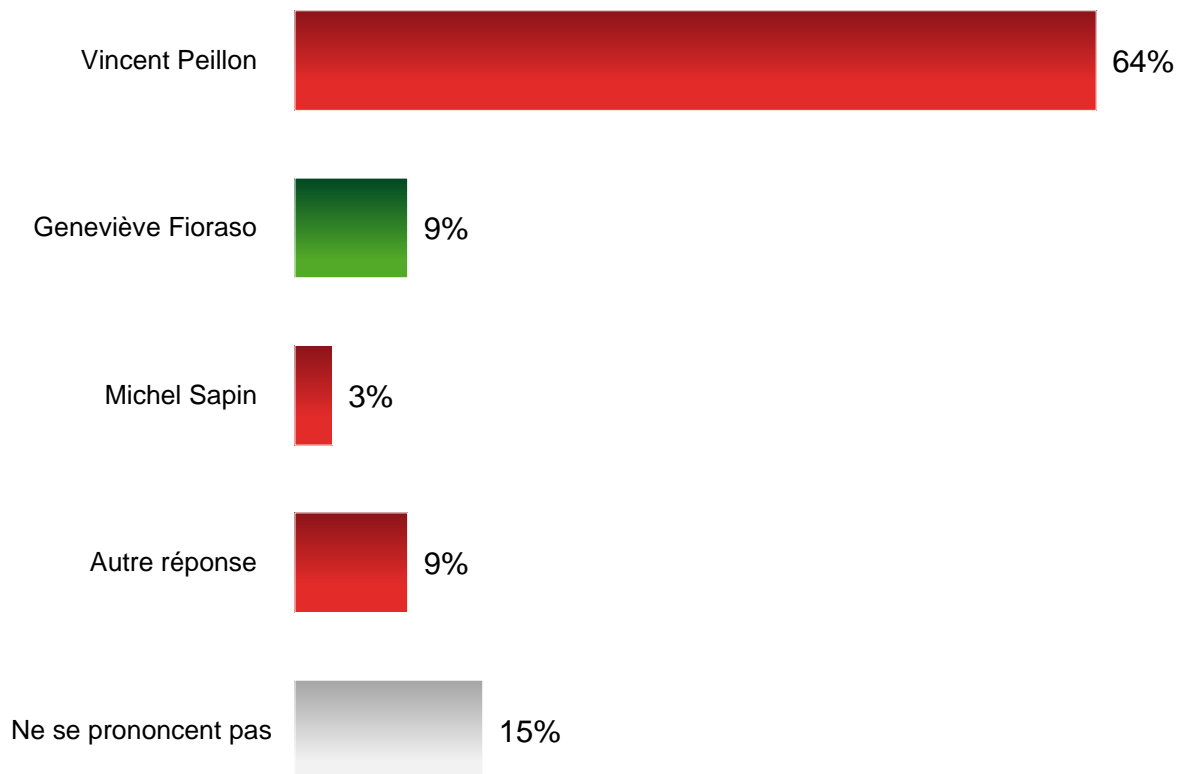


S'agissant du Ministre du Travail, 85% des dirigeants déclarant connaître son nom citent bien Michel Sapin, 4% mentionnant Pierre Moscovici et 1% Arnaud Montebourg.

Le ministre en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Question

Pouvez-vous nommer le ministre en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ?



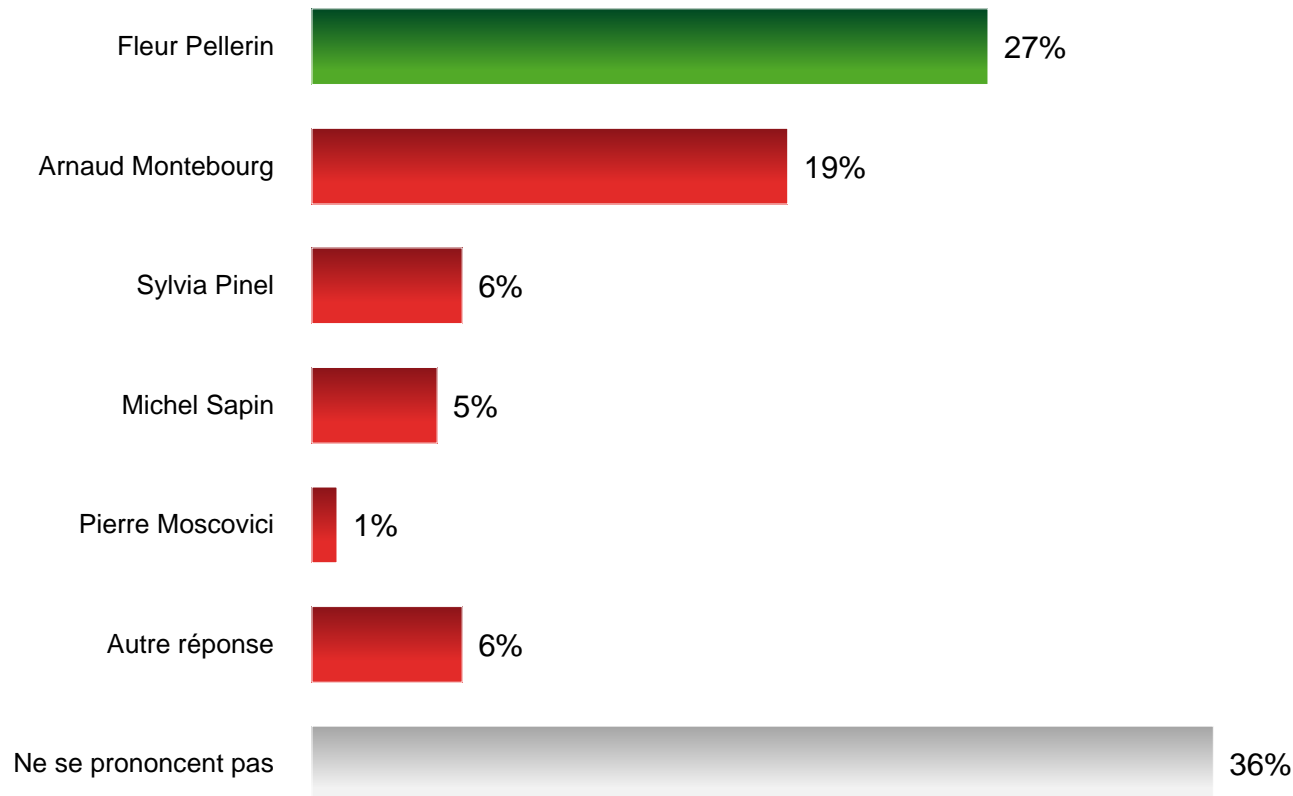
Pour ce qui est de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, les interviewés citent pour la plupart le ministre de l'Education Nationale, Vincent Peillon (64%) et non Geneviève Fioraso, à laquelle 9% seulement attribuent à juste titre son poste.

Le ministre en charge des petites et moyennes entreprises

Question

Pouvez-vous nommer le ministre en charge des petites et moyennes entreprises ?

Question ouverte – réponses spontanées



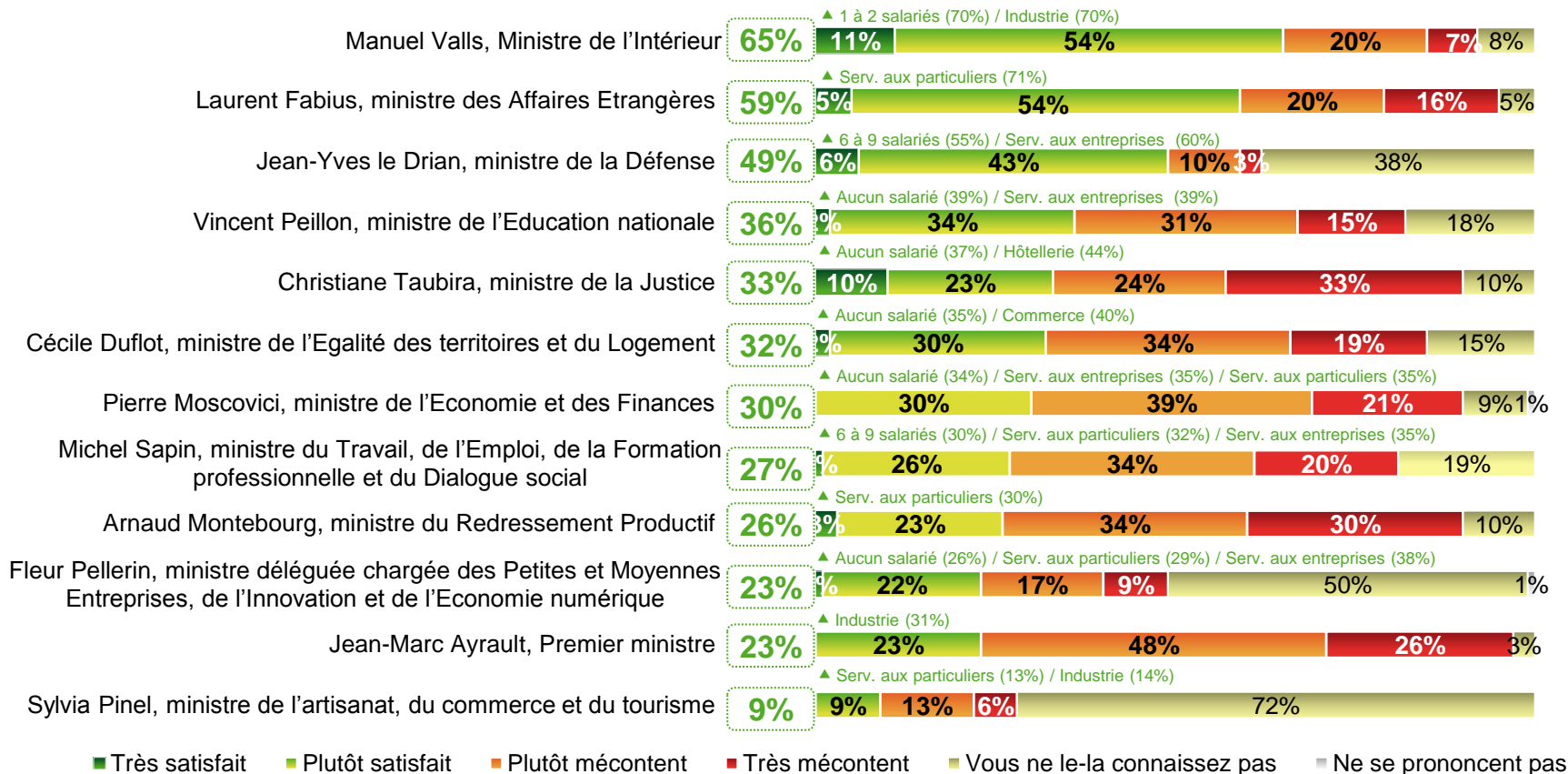
Fleur Pellerin émerge en tête des noms mentionnés pour la personne en charge du ministère délégué aux PME, mais avec un score de seulement 27%. Notons que 19% citent son ministre de tutelle, Arnaud Montebourg, et 6% Sylvia Pinel, en charge de l'artisanat et du commerce.

L'évaluation de l'action des différents ministres

Question

Etes-vous satisfait ou mécontent de l'action de chacun des ministres suivants ?

Total Satisfait

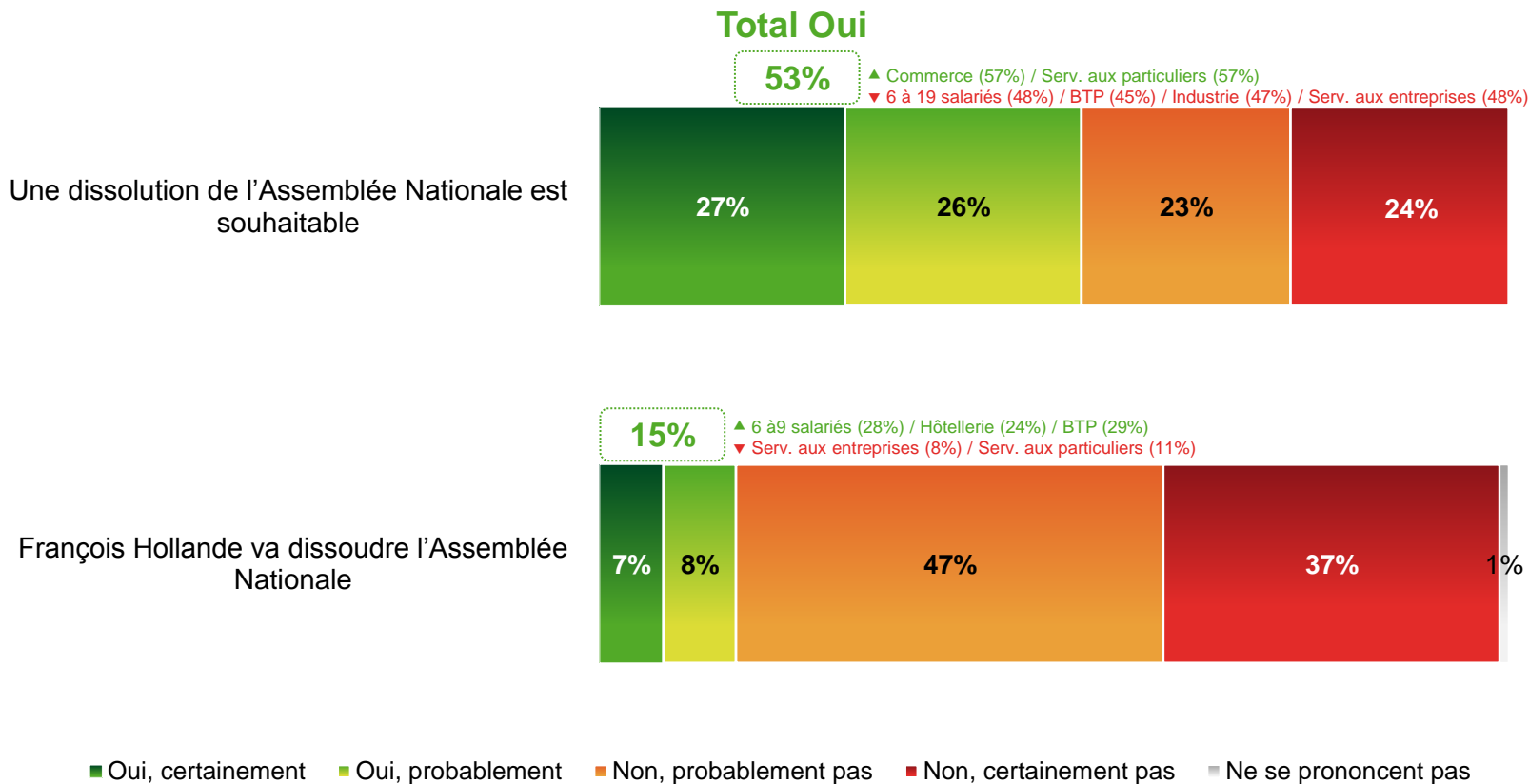


Manuel Valls et Laurent Fabius, les deux ministres les plus souvent perçus par les chefs d'entreprise comme les plus aptes à succéder à Jean-Marc Ayrault, sont également les deux seuls dont l'action est jugée satisfaisante par une majorité d'entre eux (respectivement 65% et 59%). Jean-Yves Le Drian, en charge de la Défense recueille 49% de jugements positifs contre seulement 13% de jugements négatifs, pâtissant d'un important déficit de notoriété (38% déclarent ne pas le connaître). Environ un tiers des interviewés évaluent favorablement les mesures prises par Vincent Peillon (36%), Christiane Taubira (33%), Cécile Duflot (32%) et Pierre Moscovici (30%). Viennent ensuite Michel Sapin (27%), Arnaud Montebourg (26%) et Jean-Marc Ayrault (23%). Fleur Pellerin et Sylvia Pinel sont très largement méconnues des patrons de TPE (respectivement 50% et 72%), d'où des appréciations positives très faibles (respectivement 23% et 9%). On relève cependant que ces deux ministres recueillent des scores de mécontentement plus élevés que leurs scores de satisfaction (respectivement 26% et 19%).

Le souhait et la probabilité d'une dissolution de l'Assemblée nationale

Question

Estimez-vous que... ?



La probabilité d'une dissolution de l'Assemblée nationale apparaît très faible (15%). En revanche, la moitié des dirigeants appelle une telle mesure de leurs vœux (53%), et même 70% parmi les sympathisants UMP.

Les TPE et l'Europe

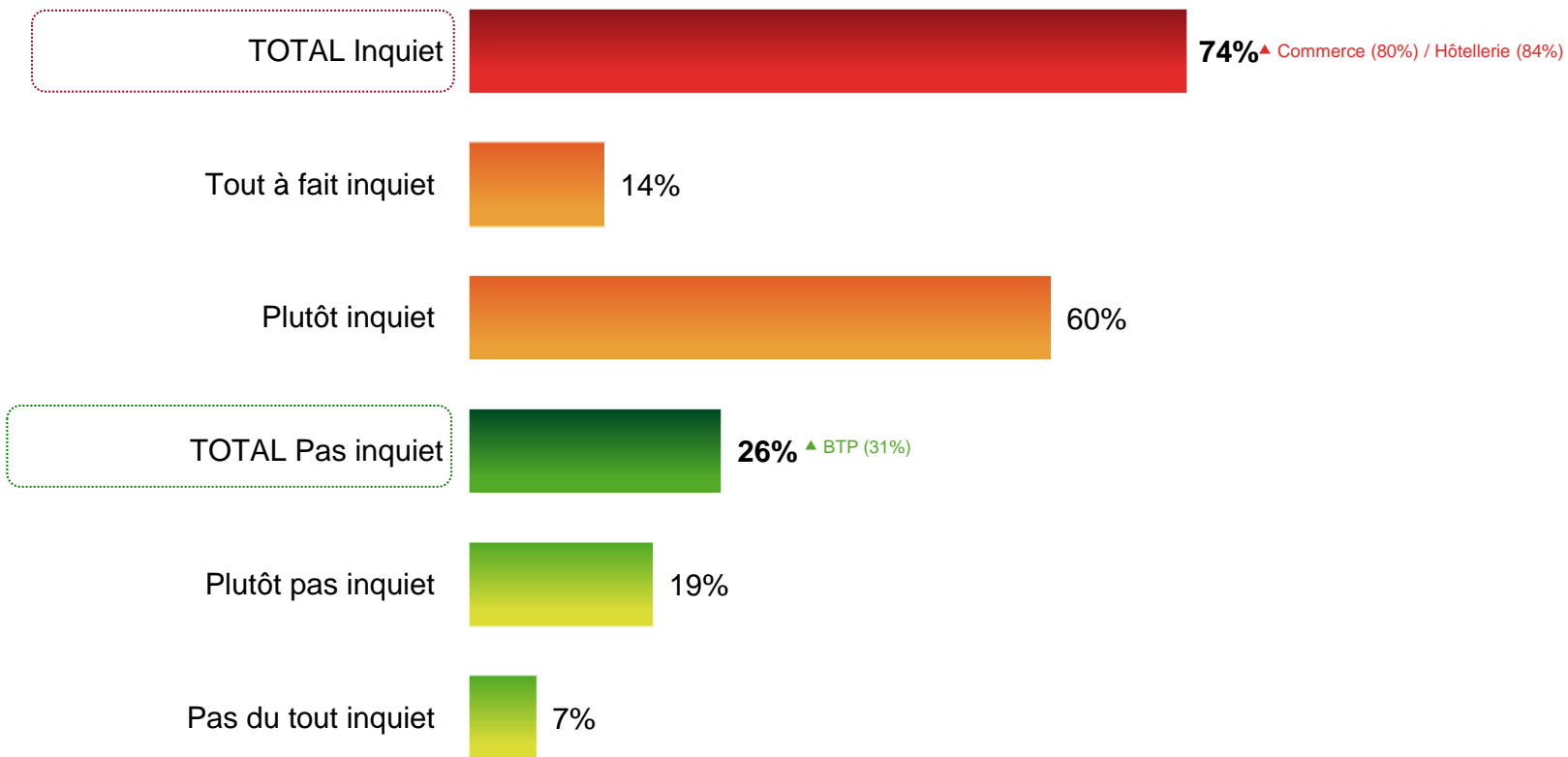
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le niveau d'inquiétude face à la situation en Europe

Question

Vous personnellement, face à la situation actuelle, diriez-vous que vous êtes inquiet ou pas inquiet pour l'avenir de l'Union Européenne ?

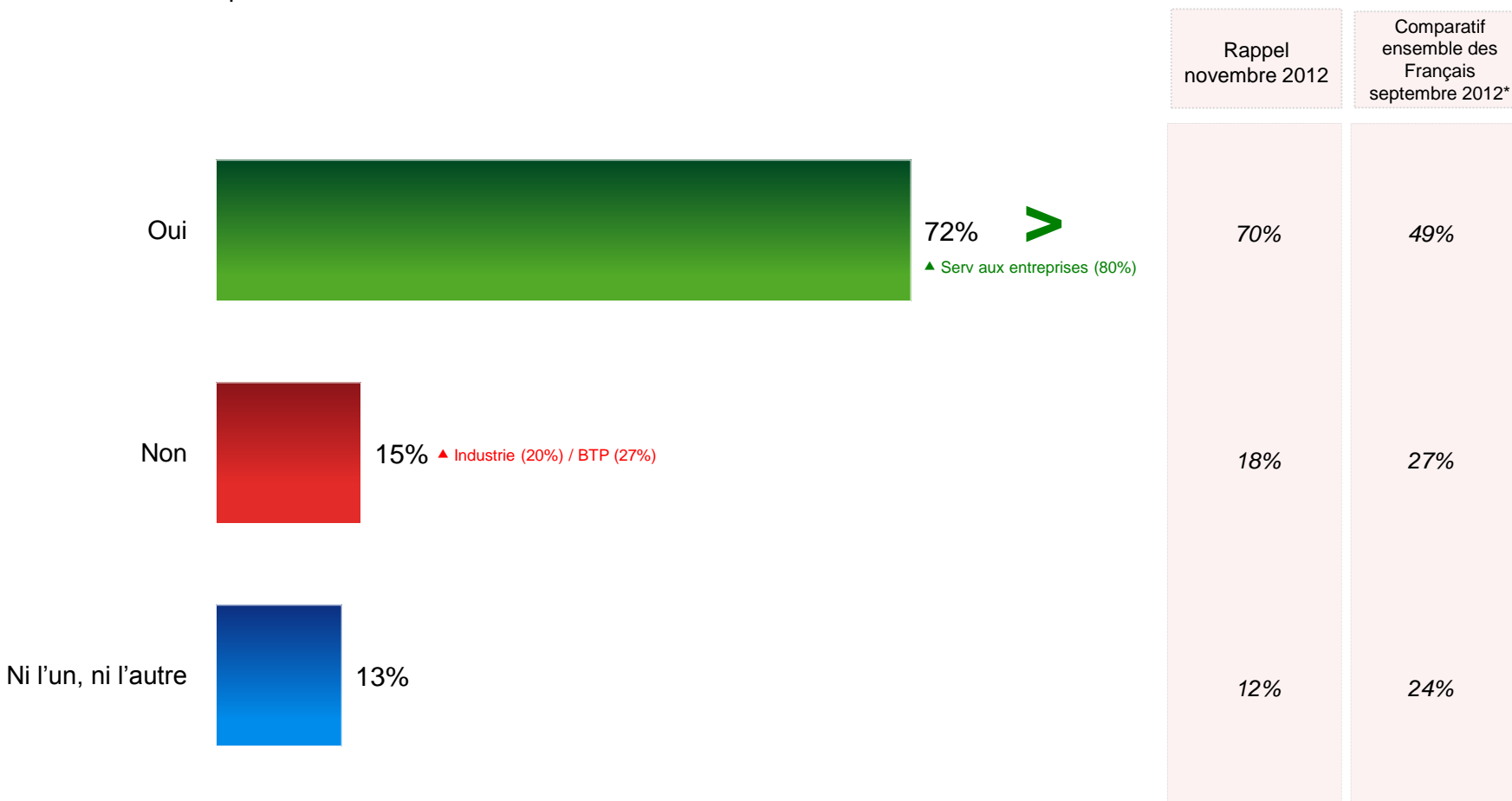


Sans surprise compte tenu de la situation économique et des tensions au sujet de la dette, 74% des patrons de TPE témoignent de leur inquiétude pour l'avenir de l'Union Européenne. Ces craintes sont plus marquées encore dans l'industrie (78%), le commerce (80%) et l'hôtellerie (84%).

L'intérêt perçu de l'appartenance à l'Union Européenne

Question

D'une manière générale, estimez-vous qu'il est dans l'intérêt de la France d'appartenir à l'Union européenne ?



Malgré les préoccupations exprimées, près des trois quarts des patrons de TPE réaffirment l'intérêt qui existe selon eux d'appartenir à l'Union Européenne (72%, +2 points par rapport à novembre 2012). 15% expriment un avis contraire, ce rejet étant plus important dans l'industrie (20%) et le BTP (27%).

Base : A 50% de l'échantillon

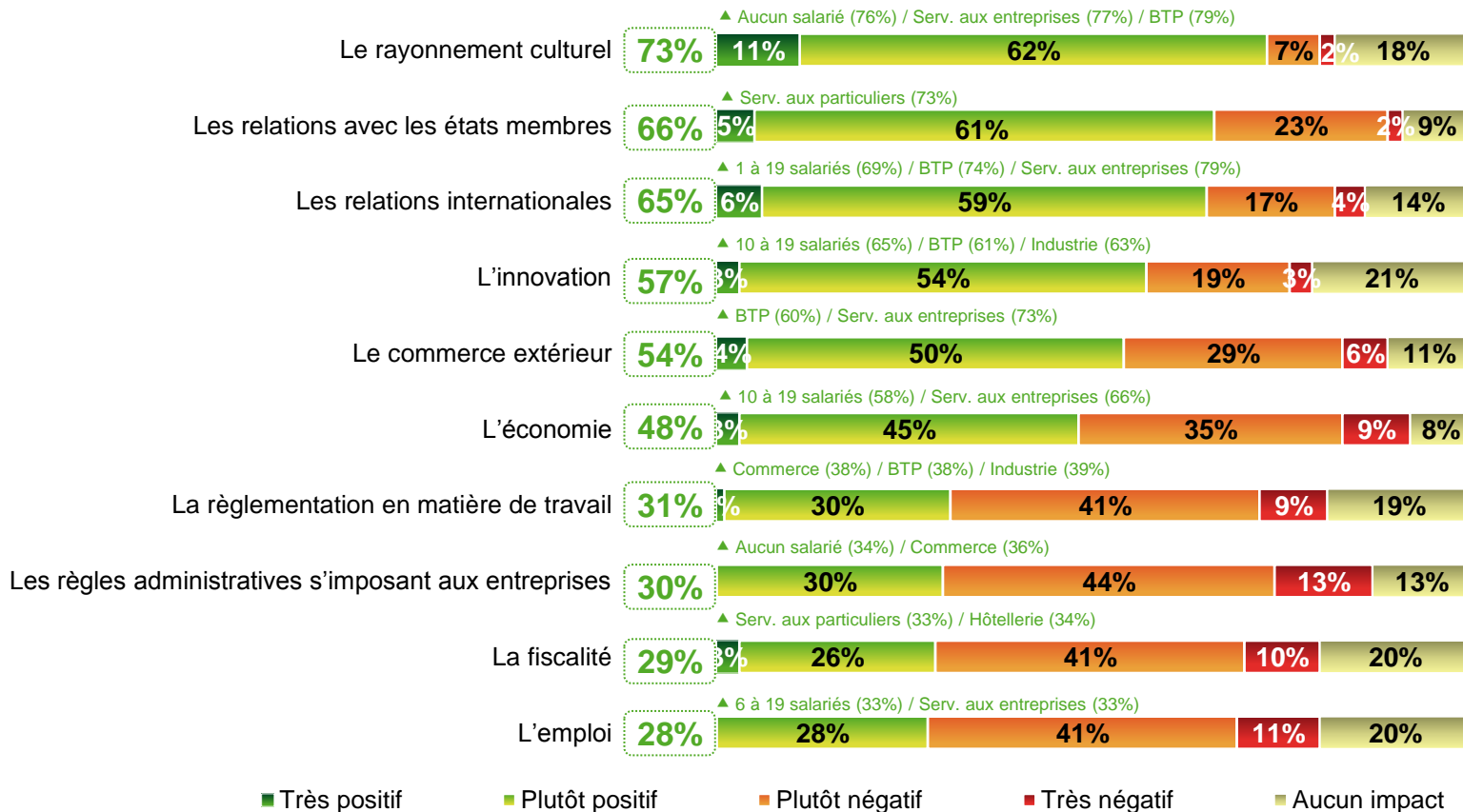
* Etude Ifop pour Le Figaro réalisée du 11 au 13 septembre 2012 par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) auprès d'un échantillon de 1006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'impact de l'appartenance à l'Europe dans différents domaines

Question

Et diriez-vous que l'appartenance de la France à l'Union Européenne a un impact positif, négatif ou aucun impact dans chacun des domaines suivants ?

Total Positif

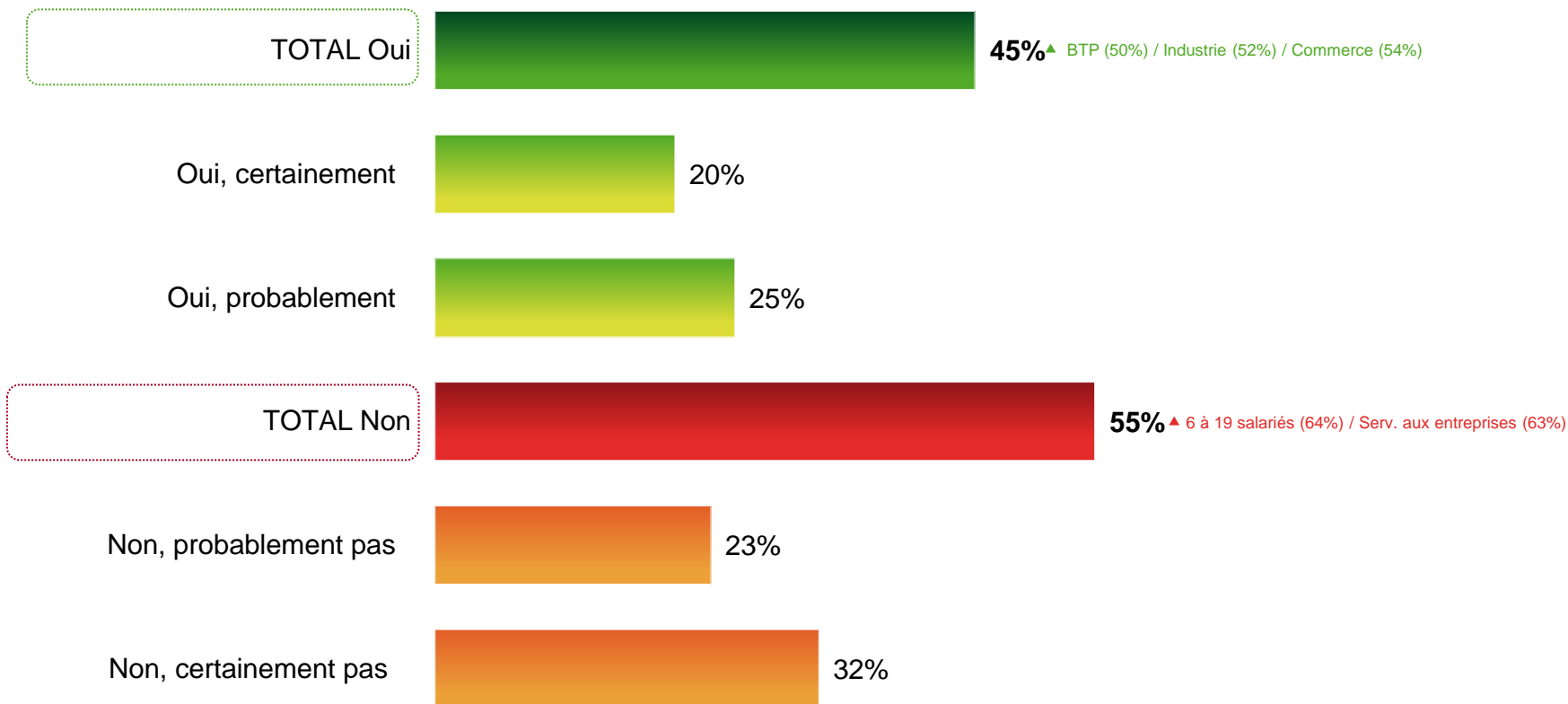


- La perception des conséquences de l'appartenance de la France à l'Union Européenne diffère sensiblement selon les domaines considérés :
- L'impact est jugé très positif en ce qui concerne le rayonnement culturel (73%), les relations avec les états membres (66%) et les relations internationales (65%).
 - Une courte majorité estime que cette appartenance favorise l'innovation (57%) et le commerce extérieur (54%).
 - Les opinions ne sont pas tranchées en ce qui concerne l'économie, 48% estiment que l'Union Européenne bénéficie à la France dans ce domaine, contre 44% qui pensent qu'elle lui nuit.
 - Plus de la moitié des dirigeants estime en revanche que l'intégration de la France dans l'Union Européenne a des effets négatifs sur la réglementation en matière de travail (50%), la fiscalité (51%), l'emploi (52%) et les règles administratives s'imposant aux entreprises (57%).

Le jugement sur la probabilité de mise en place d'une taxation des comptes bancaires des épargnants en France

Question

Vous savez peut-être qu'en contrepartie d'une aide financière de l'Union Européenne pour soutenir le système bancaire et les finances de l'île de Chypre, l'Europe a envisagé qu'une taxe soit directement prélevée sur les comptes bancaires de tous les épargnants chypriotes. Pensez-vous qu'en cas d'aggravation de la situation dans notre pays, une taxe sur les comptes bancaires des épargnants français pourrait être mise en place ?

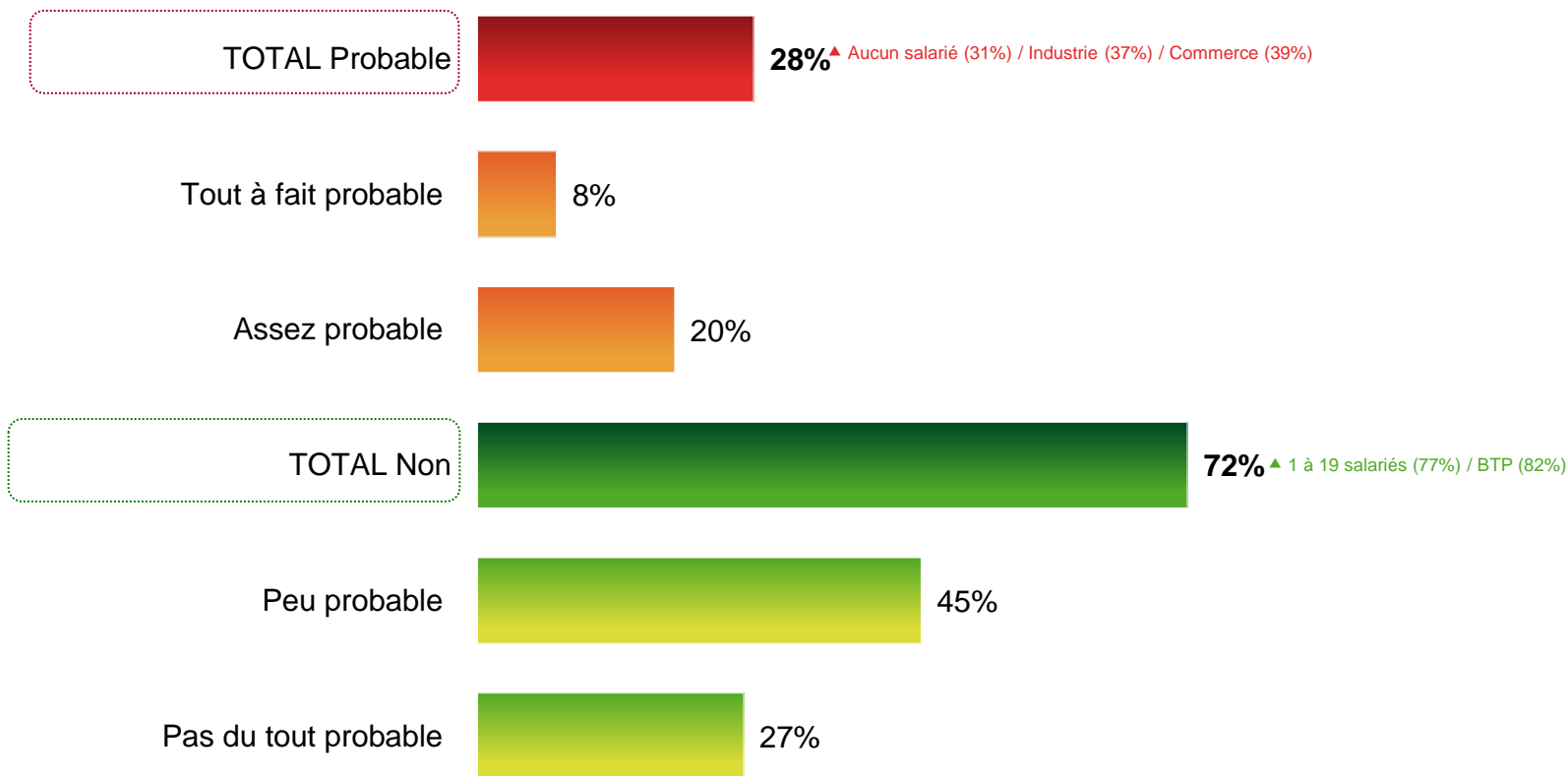


Quelques semaines après la crise chypriote, près d'un patron de TPE sur deux craint la mise en place en France d'une taxation sur les comptes bancaires en cas d'aggravation de la situation du pays, et jusqu'à 54% dans le secteur du commerce.

Le risque d'éclatement de la zone euro

Question

Compte tenu de la situation actuelle et de la crise que nous traversons, diriez-vous qu'il est probable ou non que la zone Euro éclate et que l'Euro disparaisse dans les prochaines années ?

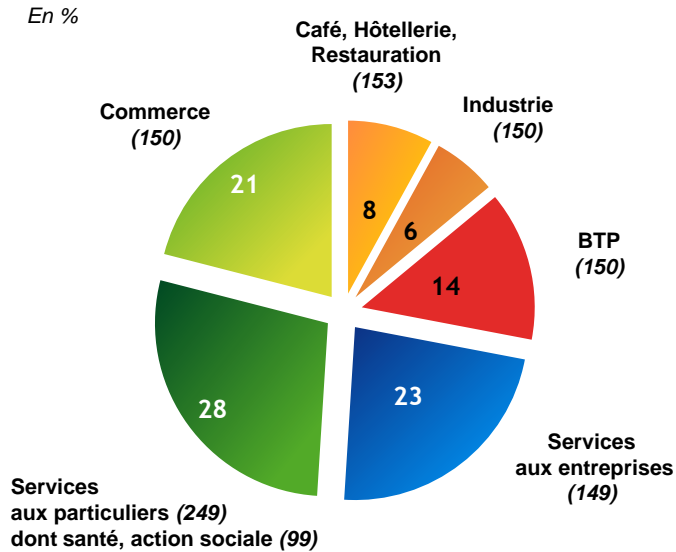


Malgré la crise actuelle, 72% des chefs d'entreprise ne croient pas en un éclatement possible de la zone euro, 27% estimant même qu'un tel phénomène n'est « pas du tout probable ». Plus d'un quart d'entre eux considèrent ce scénario comme plausible (28%), plus spécifiquement dans l'industrie (37%) et le commerce (39%).

- Échantillon de **1 001** dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 23 avril au 13 mai 2013.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

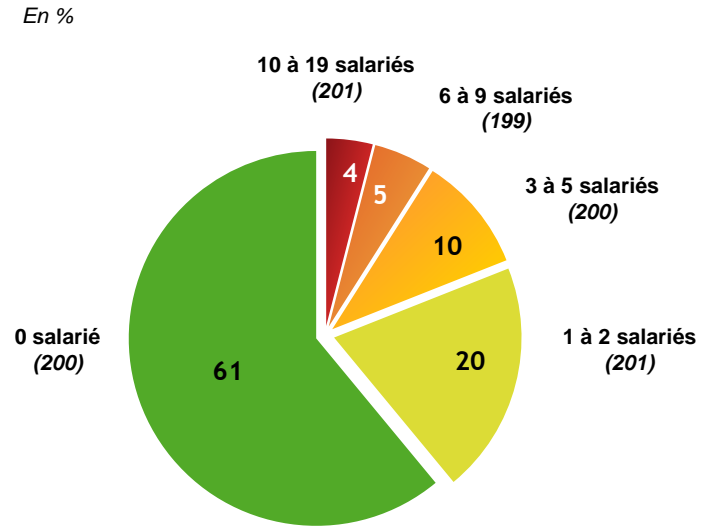
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

